

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DE LA PUBLICITÉ
EN
MATIÈRE D'ÉTAT ET DE CAPACITÉ
DES PERSONNES
EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le 7 avril 1900, à une heure et demie

PAR

Henri IGONETTI

AVOCÉ AU TRIBUNAL CIVIL

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. TISSIER, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. DUVERDIER DE SUZE, PROFESSEUR
M. LOUIS-LUCAS, PROFESSEUR

DIJON

IMPRIMERIE JACQUOT & FLORET

12, rue Berbisey, 12

1900

DE LA PUBLICITÉ
EN
MATIÈRE D'ÉTAT ET DE CAPACITÉ
DES PERSONNES
EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DE LA PUBLICITÉ
EN
MATIÈRE D'ÉTAT ET DE CAPACITÉ
DES PERSONNES
EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le 7 avril 1900, à une heure et demie

PAR

Henri IGONETTI

AVOÜÉ AU TRIBUNAL CIVIL

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. TISSIER, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. DUVERDIER DE SUZE, PROFESSEUR
 { M. LOUIS-LUCAS, PROFESSEUR



DIJON

IMPRIMERIE JACQUOT & FLORET

12, rue Berbisey, 12

—
1900

DE LA PUBLICITÉ

EN MATIÈRE D'ÉTAT ET DE CAPACITÉ DES PERSONNES

EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER



PRÉLIMINAIRES

L'homme considéré au point de vue du droit, c'est-à-dire au point de vue sous lequel l'envisage le Code civil dans le Livre I (art. 7 à 516), constitue ce qu'on appelle la personne.

Toute personne a son état, sa capacité propre; son état se détermine par sa naissance, il est irrévocablement fixé par sa mort. Entre ces deux événements, il est susceptible de se modifier par différentes causes, mariage, divorce, adoption, etc. Sa capacité est son aptitude à devenir le sujet de droits et d'obligations. Elle aussi est susceptible de diverses restrictions, de diverses modifications, relatives soit à la jouissance ou à l'exercice de certains droits, soit à la faculté de contracter et de s'obliger. Ces dernières restrictions et modifications sont apportées par certains faits qui restent sans influence sur l'état et dont les principaux sont l'émancipation, l'interdiction, la séparation de corps, etc.

Comme il est d'une importance extrême pour tous de connaître la qualité d'une personne, il importe donc de connaître ces événements, qui, influant sur son état ou sur sa capacité, viennent y apporter des changements plus ou moins sensibles.

Mais à côté des hommes, personnes physiques, il y a des personnes morales, les sociétés qui, sous certains rapports, ont une vie comparable à celle des individus. Les tiers ont un intérêt égal sinon supérieur à connaître leur état et leur capacité; ces personnes ayant une puissance plus considérable, les actes qu'elles peuvent faire sont par suite plus dangereux.

Révéler les faits constitutifs ou modificatifs de l'état et de la capacité des personnes, tel est le but de la publicité personnelle; rechercher les moyens employés en France et à l'étranger pour y arriver, tel sera le but de notre étude.

Nous ne nous occuperons cependant, dans ce travail, que des mesures prises à l'égard des personnes physiques, réservant quelques brèves observations pour celles concernant les personnes morales. Après avoir étudié et critiqué l'œuvre du législateur français, nous essaierons d'établir un système de publicité en rapport avec l'état de nos mœurs actuelles.

PREMIÈRE PARTIE

De la publicité en France en matière d'état et de capacité des personnes

CHAPITRE PREMIER

De l'utilité de la publicité personnelle. — Insuffisance des moyens actuels

Il est indiscutable que la législation d'un pays doit être appropriée aux mœurs de la société qu'elle régit et se transformer dans la mesure où ces mœurs se transforment. Notre société moderne se caractérise par la rapidité des communications, par un mouvement très marqué vers les grands centres où les affaires se traitent, où les mariages se nouent avec des personnes inconnues la veille.

Nous ne sommes plus à une époque où les hommes vivaient et mouraient à l'ombre du clocher natal, étant restés toute leur vie les fidèles continuateurs de l'état de leur père ; depuis la Révolution, un revirement complet s'est produit dans les mœurs et les habitudes sociales. Chacun veut s'élever, améliorer sa condition ; plus d'esprit sédentaire comme autrefois, plus d'amour du sol natal. Obéissant aux exigences de sa position, désireux d'un avancement

rapide, le fonctionnaire n'hésitera pas à s'éloigner de sa ville ou de son village, souvent sans esprit de retour. Par suite de ces fréquents déplacements, il arrivera nécessairement que pour une même personne, sa naissance, son mariage, la naissance de ses enfants seront reçus en des lieux différents et se trouveront épars dans des registres situés souvent en des endroits très éloignés les uns des autres. Et alors quelle facilité pour les personnes peu scrupuleuses de dissimuler leur véritable situation, de se dire célibataires alors qu'elles sont mariées, veuves alors qu'elles sont encore dans les liens du mariage, sans enfants alors qu'elles ont une nombreuse progéniture !

Tel individu pourra, en dissimulant un précédent mariage, en contracter un second sans que la fraude qu'il commet ne soit découverte, ni par son conjoint, ni par l'officier d'état-civil (1). Sans doute, il se rend coupable de bigamie et tombe sous le coup de la loi pénale ; mais fût-il puni sévèrement, cela ne peut réparer le mal qu'il a fait, et il y a lieu d'ajouter que souvent il saura, par la fuite, se mettre à l'abri de toute action. Tel autre, par une semblable dissimulation, pourra obtenir avec ses immeubles un crédit que l'hypothèque légale dont ils sont grevés, devrait lui faire refuser. Tel incapable interdit ou pourvu d'un conseil judiciaire pourra, en cachant soigneusement sa situation, traiter avec des tiers qui croiront agir avec lui en toute sécurité.

(1) THEUREAU, *Les Casiers judiciaires et un projet de casiers civils*, Paris 1892, p. 176.

Ce ne sont pas là de pures hypothèses, ce sont des faits constatés depuis longtemps et que l'expérience révèle de jour en jour plus nombreux (1). Mais, dira-t-on, les tiers ont des moyens de se renseigner, de connaître au point de vue juridique la situation de ceux avec qui ils sont en relations, de ceux avec qui ils veulent traiter. La commune renommée, les signes extérieurs de la vie des individus, les actes de l'état-civil, les insertions dans les journaux, les affiches, sont autant de moyens d'information auxquels ils peuvent avoir recours.

Tout d'abord, il est permis de douter de l'efficacité de ces moyens, et on peut même dire que la plupart d'entre eux ne sauraient fournir que des renseignements pleins d'incertitude et même de nature à induire les tiers en erreur. La commune renommée, la situation extérieure d'une personne, peuvent bien donner quelques indications sur son état, sur sa capacité, mais combien ces indications sont fragiles et souvent trompeuses ! Dans les grandes villes principalement, les signes extérieurs de la vie des individus ne paraissent pas devoir constituer des moyens d'information sérieux. Il peut arriver, en effet, que deux personnes vivent en concubinage et passent cependant pour mariées, grâce à la cohabitation et à la vie commune.

Quant aux registres de l'état-civil, ils constatent, il est vrai, les différents actes de la vie juridique de

(1) *Gazette des Tribunaux* du 22 janvier 1877 (jugement du trib. civ. de la Seine du 26 décembre 1876).

celui sur qui on veut se renseigner, mais comme aucun lien n'existe entre eux, il sera toujours très difficile, sinon impossible, de retrouver le fait dont on cherche la preuve.

En définitive, ces registres ne renseignent que les tiers qui connaissent déjà ou pressentent l'événement dont ils cherchent la confirmation et qui savent le lieu où cet événement s'est accompli : ils restent muets et gardent le secret, au contraire, pour tous ceux qui auraient précisément le plus besoin d'être renseignés, pour tous ceux qui ignorent l'événement et le lieu où il s'est produit.

Quant aux annonces dans les journaux, aux affiches, aux inscriptions sur des tableaux placés dans les salles d'audience et dans les études de notaires et d'avoués, procédés en vigueur pour faire connaître les jugements de divorce, de séparation de corps (art. 250 Code civ.), d'interdiction ou de nomination de conseil judiciaire (art. 501 Code civ.), s'ils engendrent une publicité quelconque, ce ne peut être qu'une publicité fugitive et très précaire, bien que cependant elle se traduise par des manifestations extérieures.

« Ceux auxquels ces manifestations ont échappé (1),
« restent dans l'ignorance du fait qu'elles avaient
« pour but de leur faire connaître, et cette ignorance
« menace de rester définitive parce qu'elles ne se
« renouvellent pas et qu'après elles il ne peut rester
« qu'un souvenir.... »

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUET-FOURCADE, Droit civil : *Des Personnes*, p. 524 et 526, t. I.

Ces annonces, ces affiches, ne touchent donc que ceux que l'intérêt du moment oblige à les connaître, elles n'atteignent pas les intéressés futurs qui n'entreront en rapport que plus tard avec la personne qu'elles concernent.

« Pour la généralité du public, la publicité sera
« donc survenue trop tôt; elle aura cessé à l'heure
« même où le besoin s'en fera le plus sentir : le jour-
« nal qui lui avait servi de véhiculé sera oublié et
« même détruit, l'affiche aura été recouverte par
« d'autres, et tout le monde aura perdu le souvenir
« d'un fait qui devrait être gravé dans toutes les
« mémoires. Peut-être même la personne qu'il con-
« cernait, se sera-t-elle prémunie contre les indiscre-
« tions de l'annonce officielle en s'éloignant du lieu
« où elle a été faite, et mise ainsi en mesure de ca-
« cher à tous son véritable état ou sa véritable capa-
« cité. »

Ces constatations suffisent pour nous montrer d'une part, combien sont peu efficaces les mesures prises par le législateur pour constater et publier les faits intéressant l'état et la capacité des personnes, et de l'autre, combien sont désastreux les effets du défaut de publicité en cette matière.

Il y a donc une lacune dans notre législation, lacune qu'il faut combler le plus rapidement possible, afin de ne pas aggraver une situation qu'un état de choses nouveau dévoile de plus en plus inquiétante, de plus en plus dangereuse. Le meilleur moyen pour y arriver sera (nous le verrons dans la troisième partie de cette étude), de centraliser en un lieu

unique, le même pour tous, très aisé à découvrir (le lieu de naissance), tous les renseignements intéressant l'état et la capacité des personnes. Ce lieu connu, toutes les facilités seront données pour qu'on puisse s'y adresser et y puiser les indications dont on aura besoin.

CHAPITRE II

Historique de la publicité en matière d'état et de capacité des personnes jusqu'à 1804

Jusqu'en 1804, le législateur français paraît n'avoir cherché à constater et révéler au public que les faits intéressant l'état des personnes, réservant quelques dispositions seulement à ceux influant sur leur capacité. Pour la constatation des premiers, il a créé ou plutôt développé une institution dont les bienfaits, malgré bien des déféctuosités et des imperfections, sont encore de nos jours des plus appréciables : les registres de l'état civil.

Quelques auteurs (1) ont voulu faire remonter cette institution aux temps les plus reculés de l'antiquité, et ont cru en trouver des traces certaines à Rome et à Athènes. Cependant, ni dans l'une ni dans l'autre de ces deux villes, il n'a jamais existé à proprement parler d'organisation publique de l'état civil. A Rome (2), les registres du cens, qu'on a pu considérer comme les origines de nos registres actuels, n'avaient qu'une portée fiscale et de statistique : rien ne permet de conjecturer qu'ils aient été établis

(1) BERRIAT SAINT-PRIX, *Recherches sur la législation et la tenue des actes de l'état civil*. — THIBEAUD, *Histoire des actes de l'état civil* (thèse, 1891).

(2) HUTTEAU D'ORIGNY, *De l'état civil et des améliorations dont il est susceptible*, p. 10.

comme moyen de constatation officielle et de publicité. A Athènes (1), le mode normal de preuve pour tous les actes de la vie juridique d'une personne était la preuve testimoniale; les registres de la curie, qui étaient de beaucoup les plus importants, ne servaient guère que comme commencement de preuve par écrit.

L'antiquité ne laissant aucun vestige de législation sur les actes de l'état civil, trouverons-nous quelques traces dans le passé de la France à travers les ténèbres du moyen âge ?

C'est bien, croyons-nous, vers cette époque du moyen âge, que l'on peut retrouver les premières traces d'une tenue de registres portant la mention de certains faits intéressant l'état et la capacité des individus. Dès le xii^e siècle, on peut déjà observer certaines constatations faites par les ministres du culte sur des livres tenus par eux et sur lesquels ils inscrivaient les mariages qu'ils bénissaient, ainsi que tous autres faits, tels que fiançailles, sépultures, pour lesquels leur ministère était requis. Mais ces registres étaient plutôt des livres de compte relatant l'administration des sacrements que des écrits pouvant servir de moyens de preuve et de publicité au point de vue civil (2).

Au xiii^e siècle, certains faits modificatifs de la

(1) DANTY, *Traité de la preuve par témoins*. — Paris, 1727, p. 619.

(2) COCAT, *De la publicité en matière d'état et de capacité des personnes; Organisation d'un casier civil* (thèse). — Grenoble, 1898, p. 42.

situation juridique des personnes sont cependant portés à la connaissance du public dans quelques contrées de la France : ce sont les sentences d'interdiction, les séparations d'habitation faites aux audiences. Beaumanoir nous apprend qu'on donnait aux interdits, qui étaient abandonnés à la surveillance et à la protection de leur famille, un défenseur *ad litem* qui était chargé de les représenter en justice ; plus tard, cette curatelle *ad litem* fut étendue aux autres actes de la vie civile. Le juge, en fixant l'époque à laquelle la folie avait commencé, faisait, pour prévenir les tiers, publier son jugement d'interdiction à l'audience, aux marchés et aux carrefours des villes. De plus, le nom de l'interdit était inscrit sur un tableau placé près la Chapelle du Palais, sur un autre au greffe, et sur un troisième dans les études de notaires. (POTHIER, *Traité des Personnes*, t. IX, n° 200.)

Mais le premier monument juridique et législatif en matière de constatation officielle de l'état des personnes, est l'ordonnance de Villers-Cotterets rendue en 1539, sous François I^{er}.

Cette ordonnance, qui avait pour but véritable de déjouer les fraudes auxquelles donnait lieu la collation des bénéfices, dépassa par ses développements la raison qui l'avait fait surgir, et c'est pour cela même qu'elle mérite d'être retenue.

Le roi François I^{er} y ordonnait « que des sépultures des personnes tenans bénéfices, seroit faict « registre en forme de preuve, par les chapitres, « collèges, monastères et cures, qui feroit foi, et par « la preuve du temps de la mort, duquel temps

« seroit faict expresse mention esdicts registres, et
« pour servir au jugement des procès où il seroit
« question de prouver ledit temps de la mort, au
« moins quant à la récréance. » (Art. 50 de l'ord.).
La pratique étendit ces prescriptions aux décès de
toute personne quelle que fût sa qualité. Comme
l'art. 51 de la même ordonnance disposait qu'il fût
« faict registres, en forme de preuve, des baptêmes,
« qui contiendront le temps et l'heure de la nativité
« et par l'extraict dudit registre, se pourra prouver
« le temps de majorité ou minorité, et sert pleine
« foy à ceste fin », les naissances et les décès se
trouvaient par suite officiellement constatés.

Il ne restait plus à créer que le registre des mariages : ce fut l'œuvre de l'ordonnance de Blois de 1579 (art. 46).

Les ordonnances de Villers-Cotterets et de Blois ordonnaient en outre le dépôt des nouveaux registres aux greffes des juridictions royales, afin d'en assurer la conservation. Malheureusement cette prescription n'était pas observée, et les registres restaient toujours entre les mains de leurs rédacteurs, ce qui rendait leur compulsion difficile et n'était pas une garantie de leur bonne tenue.

Plus heureuse et mieux inspirée que les précédentes, a été l'ordonnance de 1667 qui semble poser pour la première fois le principe de la publicité des actes de l'état civil. Cette ordonnance porte, entre autres dispositions, que tout intéressé peut prendre connaissance des actes de l'état civil par la procédure compulsoire et s'en faire délivrer des extraits par les

greffiers. La déclaration du 9 avril 1736, rendue sous le règne de Louis XV et sous la motion du chancelier d'Aguesseau, vint encore apporter une amélioration en instituant le double registre et en ordonnant le dépôt au greffe de l'un des doubles.

Malgré toutes ces dispositions, l'institution des registres de l'état civil demeura assez longtemps défectueuse, les curés ayant pleins pouvoirs en cette matière (1) et n'étant soumis à aucun contrôle. Il convenait de mettre un terme à cette situation, d'assurer la régularité des mentions et de permettre aux tiers de leur accorder pleine confiance. Le meilleur moyen était de rendre l'état civil indépendant de toute confession religieuse, de séparer le sacrement de l'acte civil correspondant, de créer une institution avec des rouages spéciaux et dégagée de tout lien religieux.

C'est ce que fit la Révolution de 1789, qui introduisit deux principes nouveaux : la liberté des cultes et la séparation de la loi civile de la loi religieuse. On décida qu'il y aurait pour toutes les personnes, sans distinction, un mode uniforme de constater les naissances, mariages et décès, et que ces événements seraient constatés indépendamment de toute cérémonie religieuse par une autorité purement civile.

Ainsi fut faite la sécularisation des actes de l'état civil.

(1) Les protestants, depuis la révocation de l'Edit de Nantes, étaient obligés de faire constater par les prêtres de la religion catholique les naissances, les mariages, les décès les intéressant, sous peine de ne pas avoir d'état civil.

S'il nous est permis de porter une appréciation sur cette première période, il y a lieu de remarquer qu'il a fallu plusieurs siècles pour arriver à perfectionner l'institution des registres de l'état civil et à lui donner les bases sur lesquelles elle repose actuellement. Cela tient à ce que ce n'est qu'assez tard que s'est fait sentir le besoin de constater et de faire connaître les faits intéressant l'état et la capacité des personnes. Les mœurs du moyen âge étant simples par leur nature, la vie humaine ne présentant pas à cette époque les complications actuelles, la sphère d'action de chaque individu étant très restreinte, le sentiment religieux dominant tout, il était naturel que pendant longtemps on se soit contenté d'actes dressés par le clergé et qu'on n'ait pas cherché d'autres moyens de constatation et de publicité. D'autre part, la hiérarchie féodale tendait à immobiliser la condition des personnes et des biens ; en principe, aucun immeuble, fief ou censive ne pouvait être aliéné, aucun droit réel ne pouvait être constitué sans le consentement du seigneur. L'individu restait donc attaché à la terre dont il tenait sa condition et dont il était pour ainsi dire l'accessoire. Tous les faits intéressant son état et sa capacité demeuraient par suite connus de ceux avec qui il était en relations et qui étaient toujours les mêmes. Lorsque les aflranchissements se furent multipliés, lorsque les liens féodaux se furent relâchés, la vie sociale n'en fut pas moins très restreinte à cause de cet esprit sédentaire qui caractérise les peuples dans leur première évolution.

CHAPITRE III

Législation actuelle

Pour étudier la législation actuellement en vigueur en matière de publicité personnelle, nous diviserons nos explications de la façon suivante : dans une première section nous rechercherons les mesures prises par le législateur pour publier les faits intéressant l'état des personnes ; dans une seconde celles employées pour publier les faits modificatifs de leur capacité, et enfin dans une troisième nous étudierons les mesures prises à l'égard des personnes morales.

SECTION I^{re}

De la publicité des faits intéressant l'état des personnes

§ 1. — GÉNÉRALITÉS SUR L'ÉTAT CIVIL

Les trois principaux faits de l'état des personnes sont : la naissance, le mariage, le décès ; ils servent de base à l'institution et aux registres de l'état civil. Autour d'eux, on en trouve qui ne se rencontrent pas toujours dans la vie de chaque individu et qui sont : la reconnaissance, la légitimation, l'adoption, le divorce.

L'institution de l'état civil est confié à des fonc-

tionnaires laïques spéciaux appelés officiers d'état civil.

C'est le maire (1) qui, dans chaque commune, remplit les fonctions d'officier d'état civil; en cas d'absence, de suspension ou de tout autre empêchement, il est de droit remplacé par l'adjoint ou par un des adjoints.

L'officier d'état civil tient en double des registres dont le nombre varie suivant l'importance de la commune (art. 40 Code civ.). Clos à la fin de chaque année, l'un des doubles est déposé au greffe du Tribunal civil (art. 42 Code civ.), l'autre devant rester aux archives de la commune.

Le double déposé au greffe sert à l'établissement des tables annales d'état-civil qui, elles-mêmes, servent à établir des tables décennales qui sont divisées suivant les actes qu'elles relatent en tables des actes de naissance, de mariage, de décès (décret du 20 juillet 1807).

Ces dernières tables, où se trouvent reportés pour une période de dix années les naissances, les mariages et les décès des personnes d'un même arrondissement, constituent un véritable registre de publicité et un véritable centre d'informations de nature à faciliter les recherches. Leur efficacité est d'autant plus grande, que l'article 5 du décret veut qu'elles soient faites en triple expédition, l'une restant au greffe du Tribunal, la seconde étant adressée au préfet du département, et la troisième adressée à chaque mairie du ressort

(1) Loi du 28 pluviôse an VIII, art. 13 à 16.

du Tribunal. Ces trois lieux différents sont autant de sources auxquelles les tiers en quête de renseignements pourront recourir; de plus, toute chance de perte ou de destruction semble être écartée.

Une autre mesure qui, à première vue, pourrait paraître inspirée par le désir de donner une certaine publicité aux actes de l'état-civil, résulte de l'article 45 du Code civil : « Toute personne, dit cet article, pourra se faire délivrer, par les dépositaires des registres de l'état-civil, des extraits de ces registres... » Est-ce pour venir en aide aux tiers, pour leur donner un moyen de se renseigner sur l'état des personnes, que le législateur a permis de délivrer à quiconque en ferait la demande, un extrait des registres? Nullement; l'intérêt des tiers n'a pas été envisagé par lui; nous en trouvons la preuve dans les termes du deuxième paragraphe de ce même article : « Les extraits délivrés conformes aux registres et légalisés par le président du Tribunal de première instance ou par le juge qui le remplacera, feront foi jusqu'à inscription de faux. » C'est donc d'une question de preuve plutôt que d'une question de publicité que s'est occupé le législateur, désireux de donner aux parties un moyen facile de fournir à tout moment la preuve de leur état et de leur capacité.

Des règles particulières, modifiées et complétées par la loi du 8 juin 1893, sont édictées par les articles 88 à 99 du Code civil concernant les actes de l'état-civil reçus dans certaines circonstances exceptionnelles, tels que ceux reçus à l'étranger, aux armées, sur les navires, dans les hôpitaux et dans les lazarets.

Nous ne nous arrêterons pas à ces dispositions qui offrent peu d'intérêt au point de vue de la publicité. Néanmoins, nous croyons utile de rappeler la disposition de l'article 48 du Code civil, complété par l'ordonnance du 23 octobre 1833 « sur l'intervention des « consuls relativement aux actes de l'état-civil des « Français qu'ils sont autorisés à recevoir par l'article 48 du Code civil, en pays étrangers. »

L'article 48 porte que tous actes de l'état-civil des Français en pays étrangers seront valables s'ils ont été reçus, conformément aux lois françaises, par les agents diplomatiques ou par les consuls. L'ordonnance de 1833, rendue pour l'application de cet article, a eu pour effet d'assurer dans une certaine mesure la conservation et la publicité de ces actes en instituant le ministère des affaires étrangères comme centre d'information et de publicité. C'est en effet au ministère des affaires étrangères que se trouvent réunies les expéditions des actes classés par les consuls (art. 2), que sont transmis les actes de notoriété ou autres renseignements utiles en vue de la rectification des actes dressés dans les consulats (art. 7); c'est également au ministère des affaires étrangères qu'est envoyé l'un des doubles des registres tenus par nos consuls (art. 9).

§ 2. — NAISSANCE, RECONNAISSANCE D'ENFANT NATUREL,
LÉGITIMATION, ADOPTION

La naissance de tout individu est constatée par un acte inscrit à sa date sur les registres de l'état-civil.

C'est la première phrase du procès-verbal de la vie humaine, dont l'acte de décès sera la dernière.

Des plus importants au point de vue juridique et au point de vue social, l'acte de naissance caractérise la personnalité du nouveau né, lui assigne une place dans la famille et dans la société. Aussi le législateur l'a-t-il entouré de formes particulières (art. 57 et suivants Code civ.), afin qu'aucun doute ne puisse s'élever sur l'état de l'enfant (1). Mais a-t-il pris quelques mesures pour le révéler au public? Aucune. Il a considéré que la constatation de la naissance, par le seul fait de l'inscription sur les registres de l'état-civil, suffisait pour assurer la publicité.

Il est vrai que l'acte de naissance étant des actes de l'état-civil le plus fréquemment demandé, celui qu'on a le moins d'intérêt à cacher, celui dont la demande de production ne saurait blesser personne et ne pas constituer une marque de défiance, il reçoit par là une certaine publicité, et c'est pour cette raison même que nous le considérons comme le pivot du système de publicité personnelle à établir.

La reconnaissance d'enfant naturel, la légitimation, vont bénéficier de cette publicité, puisque ces actes doivent être inscrits en marge de l'acte de naissance.

En effet, aux termes de l'article 62 du Code civil, l'acte de reconnaissance d'un enfant naturel reçu par l'officier d'état-civil, postérieurement à sa naissance,

(1) On peut regretter que l'acte de naissance ne mentionne pas la nationalité de l'enfant, ni celle des parents. — Il y a lieu cependant de reconnaître que, depuis la loi du 22 juillet 1893, cette mention serait peut-être difficile à opérer.

doit être inscrit à sa date sur les registres et mentionné en marge de l'acte de naissance de l'enfant. Avant 1897, c'étaient les parties elles-mêmes qui requéraient la mention; depuis la loi du 17 août 1897, la mention a lieu d'office. Aux termes de l'article 1^{er} de la loi (nouvel art. 49 Code civ.), il est dit « que dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état-civil doit avoir lieu en marge d'un acte déjà inscrit, elle sera faite d'office. » La mention de la reconnaissance rentre bien dans celles qui doivent avoir lieu en marge d'un acte déjà inscrit, puisqu'elle a lieu en marge de l'acte de naissance.

N'aurait-il pas convenu également d'exiger la mention de la reconnaissance en marge de l'acte de naissance de celui qui l'a faite? Pareille mesure aurait produit les effets les plus heureux, soit pour l'enfant, en lui permettant de retrouver plus facilement la trace de l'acte de reconnaissance dont il est l'objet, soit pour les tiers qui peuvent aussi avoir intérêt à connaître cet événement.

Lors de la discussion de la loi du 25 mars 1896, relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère, il avait été question d'exiger l'inscription de toute reconnaissance en marge de l'acte de naissance de son auteur. On n'avait pas mis en avant, il est vrai, l'intérêt de l'enfant, mais on avait fait valoir qu'une pareille mesure aurait pour effet immédiat de rendre impossible toute surprise et toute fraude en cas de mariage : la production de l'acte de naissance étant, aux termes de l'article 70 du Code civil, exigé de chacun des conjoints.

Il n'a cependant pas été donné suite à cette proposition considérée « comme très bonne, comme très « utile, comme constituant une sauvegarde pour les « familles », par ce motif qu'elle devait trouver sa place dans un ensemble de dispositions destinées à former ce qu'on pourrait appeler le Casier civil (*Journal Officiel*, Sénat, 18 mars 1895; débats parl., p. 200 et 202).

La légitimation est la source de droits importants pour celui qui en bénéficie; elle transforme son état et lui donne la qualité d'enfant légitime avec toutes les conséquences (art. 391 Code civ.).

Avant 1897, elle ne faisait l'objet d'aucune mention en marge de l'acte de naissance, et aucune mesure n'avait été prise par le législateur pour en assurer la publicité. C'est la loi du 17 août 1897 qui, par un paragraphe additionnel à l'article 334 du Code civ., est venue lui donner une publicité semblable à celle donnée à la reconnaissance en exigeant la mention de la légitimation en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé.

Donc, aujourd'hui, la reconnaissance d'un enfant naturel et la légitimation sont portées à la connaissance des tiers par une mention d'office faite en marge de l'acte de naissance de l'ayant-droit. Mais cette mention a-t-elle lieu dans tous les cas où se produit l'un de ces événements? L'article 1^{er} de la loi de 1897, nouvel art. 49 Code civ., exige deux conditions pour qu'il y ait lieu à mention d'office. Il faut : 1^o qu'il s'agisse d'un acte relatif à l'état civil à mentionner en marge d'un acte déjà inscrit; 2^o que

cet acte soit déjà inscrit ou transcrit sur les registres de l'état civil. Ces deux conditions se rencontrent-elles dans tous les cas de reconnaissance. dans tous les cas de légitimation? Pour la reconnaissance, on ne se trouve dans les conditions d'application de l'article 1^{er} de la loi de 1897 que si la reconnaissance, a été faite devant un officier d'état civil. A-t-elle été faite devant un notaire, plus de mention possible. Il n'y a pas d'acte donnant lieu à mention, puisque ce n'est pas l'officier d'état civil qui a reçu la reconnaissance; il ne saurait être question de mention d'office en marge de l'acte de naissance.

Quant à la légitimation, elle se produit, on le sait, par le seul fait du mariage des père et mère de l'enfant, à condition que ce dernier ait été reconnu avant le mariage ou le soit au plus tard dans l'acte de mariage. Deux hypothèses bien distinctes peuvent se présenter (1) : ou bien, lors de la célébration du mariage, les époux font connaître la reconnaissance intervenue antérieurement; l'officier d'état civil, en ce cas, insère leur déclaration dans l'acte de mariage, et il y a lieu à mention d'office en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé. Ou bien les parents ne font aucune déclaration; l'enfant n'en est pas moins légitimé, mais comme il n'y a pas d'acte de légitimation, il ne saurait être question de mention d'office.

Quant à l'adoption, l'art. 359 Code civ. prescrit son inscription à sa date sur les registres de l'état civil, mais aucune mention n'est faite ni en

(1) COCAT, thèse, p. 127.

marge de l'acte de naissance de l'adopté, ni en marge de celui de l'adoptant.

§ 3. — MARIAGE

Le mariage est un des événements les plus fréquents dans la vie des individus, une des sources les plus fécondes de droits et d'obligations, une des situations les mieux définies, les mieux caractérisées par le Code. Par le mariage, la femme voit sa capacité s'amoindrir, son état se modifier; par le mariage, le mari voit s'accroître ses droits et ses devoirs.

Il importe donc que cet événement capital dans la vie humaine soit officiellement constaté, qu'il soit entouré de formalités de nature à le révéler au public et à en conserver le souvenir.

Dans le mariage, deux choses sont à publier : l'acte et le contrat (1). L'acte est l'écrit qui constate le fait du mariage (art. 76 Code civ.); le contrat est celui qui constate les conventions matrimoniales des époux (art. 1387 et suiv. Code civ.).

I. — *Publicité de l'acte de mariage*

Avant 1897, rien ne révélait l'acte de mariage au public, rien ne le rattachait aux autres actes de la vie de l'individu; il demeurerait donc généralement ignoré des personnes qui n'avaient pas assisté à la

(1) Pour plus de méthode et de simplicité, nous étudierons dans ce § 3 la publicité donnée au contrat de mariage, bien que, cependant, le contrat influe plutôt sur la capacité des époux.

célébration du mariage. Cette quasi-clandestinité du mariage rendait le crime de bigamie fréquent, et l'officier d'état civil était presque toujours désarmé contre les coupables, ne soupçonnant même pas la fraude commise.

En effet, des pièces à produire lors du mariage, aucune ne comportait en soi, à cette époque, la preuve du célibat; la copie de l'acte de naissance ne renfermait en elle-même aucune mention relative à cet état, pas plus qu'à celui de divorce ou de veuvage. L'officier d'état civil ne devant exiger que les justifications prescrites, s'il n'avait eu l'occasion de l'apprendre, il lui était donc impossible de connaître l'existence d'un mariage antérieur lorsque l'intéressé était muet à cet égard.

Pour donner une certaine notoriété au mariage, il y avait bien les publications (art. 63 et suiv. Code civ.), mais leur but était et est plutôt de mettre en demeure ceux à qui appartient le droit d'opposition au mariage, d'exercer ce droit, que d'avertir les tiers de l'événement qui va se produire. A l'égard de ces derniers, il n'y avait et il n'y a encore là qu'une vaine et stérile formalité, propre tout au plus à satisfaire la curiosité de quelques oisifs ou indiscrets et dont l'effet est encore amoindri par la manière dont elle se pratique.

En fait, l'événement du mariage était généralement ignoré et les fraudes et les dissimulations étaient des plus nombreuses.

Une telle situation avait, pendant ces dernières années, attiré l'attention du législateur : en 1894, un

député, M. Michelin, pénétré des dangers que faisait courir la quasi-clandestinité du mariage, s'est fait le promoteur de la réforme qui aboutit à la loi du 17 août 1897, à l'étude de laquelle nous arrivons.

LOI DU 17 AOÛT 1897

A. — *Notions historiques et travaux parlementaires*

La loi du 17 août 1897 a donc pour origine une proposition de loi de M. Michelin déposée sur le bureau de la Chambre des députés le 22 janvier 1894, dont le but, très restreint, était simplement « d'assurer la publicité du mariage par la mention de la « célébration en marge de l'acte de naissance, dans « le but de prévenir le dol et la bigamie dans les « contrats (1) ».

Un rapport du 6 novembre 1894 conclut immédiatement à la prise en considération de cette proposition qui, adoptée par la Chambre, fut transmise au Sénat le 26 février 1896.

Deux rapports furent successivement présentés et conclurent à l'adoption de la proposition de M. Michelin; le premier en date du 19 mars 1897, le deuxième du 14 juin 1897.

Ce dernier apporte quelques modifications à la proposition en vue de donner une plus large portée à la loi.

(1) Par suite de différentes additions, la loi a eu un plus large champ d'application que la proposition d'où elle tire son origine.

L'article 1^{er} de la proposition, explique le rapporteur (M. Guérin), qui prescrit soit à l'officier d'état civil, soit au procureur de la République suivant les cas, d'opérer la mention de la célébration du mariage en marge de l'acte de naissance des époux, se termine par ces mots : « Il en sera de même dans les cas prévus par les articles 58, 59, 60, 61 et 62 du Code civil. »

Quels sont donc les cas prévus par ces articles ? C'est le cas de la naissance de l'enfant trouvé (art. 58), celui de l'enfant né pendant un voyage en mer (art. 59, 60, 61), celui de l'enfant né de militaires, de marins, ou de personnes employées à la suite des armées (art. 93). Dans ces différents cas, les actes de naissance sont soumis, pour leur rédaction, aux formalités édictées par ces articles, et la transcription est opérée plus tard sur les registres de l'état civil du dernier domicile du père ou de la mère. Ils pourront donc recevoir les mentions prescrites par la proposition de loi.

Mais cette énumération, explique le rapporteur, est loin d'être complète : d'autres hypothèses peuvent se présenter. On peut citer notamment l'acte de naissance reçu en pays étranger par nos agents diplomatiques et consulaires (art. 43 du Code civ. et ordonnance du 23 octobre 1833). Cet acte est dressé en double : un des doubles est conservé au consulat et l'autre est déposé au ministère des affaires étrangères. De plus, une expédition est adressée à l'officier d'état civil du lieu du dernier domicile ou du père, si le père est inconnu, de la mère. Si le lieu du der-

nier domicile est inconnu, la transcription a lieu à Paris.

En cas de mariage dans cette première hypothèse, c'est au ministère des affaires étrangères dûment averti qu'il appartient de faire opérer les mentions prescrites.

Il y a encore d'autres hypothèses telle que celle où l'acte de naissance est rédigé en pays étranger dans les formes usitées dans ledit pays (art. 47 Code civ.), ou encore celle où l'acte de naissance est dressé aux colonies. M. Guérin énumère ces diverses hypothèses, les critique et conclut que, la mention variant suivant les circonstances et exigeant, dans certains cas, l'intervention d'autres fonctionnaires que l'officier d'état civil et le Procureur de la République, il y a lieu de donner à l'article 1^{er} une portée plus large en le rédigeant dans des termes plus généraux.

B. — *Analyse de la loi*

a) Articles 1, 2 et 3

L'art. 1^{er} de la loi est ainsi conçu :

« L'article 49 Code civ. est modifié ainsi qu'il suit :

« Dans tous les cas où la mention d'un acte relatif
« à l'état civil devra avoir lieu en marge d'un acte
« déjà inscrit, elle sera faite d'office.

« L'officier de l'état civil qui aura dressé ou trans-
« crit l'acte donnant lieu à la mention, effectuera
« cette mention dans les trois jours sur les registres
« qu'il détient.

« Dans le même délai, il adressera un avis au Pro-

« cureur de la République de son arrondissement, et
« celui-ci veillera à ce que la mention soit faite d'une
« façon uniforme, sur les registres existant dans les
« archives des communes et des greffes ou dans tous
« autres dépôts publics. »

Cet article, comme on peut en juger par la généralité de ses termes, contient le principe de la loi dont les deux suivants ne sont que des applications. Il pose en règle générale que désormais dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état civil devra avoir lieu en marge d'un autre acte déjà inscrit, cette mention sera faite d'office. Les deux applications faites par la loi du principe de l'art. 1^{er}, sont les suivantes : en cas de mariage, il sera fait mention de sa célébration en marge de l'acte de naissance (art. 2, complément à l'art. 76 Code civ.) ; en cas de légitimation, il sera fait mention de la légitimation en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé (art. 3, complément à l'art. 331 Code civ.).

Cet article 1^{er} (nouvel article 49) a donc un plus large champ d'application que la proposition de M. Michelin qui ne visait que le cas de mention d'office, en marge de l'acte de naissance, de l'acte de célébration du mariage ; c'est la commission de la Chambre qui y a ajouté le cas de mention de la reconnaissance de l'enfant naturel (mention déjà prescrite par l'art. 62) et c'est le Sénat qui a généralisé la proposition en votant l'article 1^{er}. Aussi la loi de 1897 a paru au *Journal officiel* sous la rubrique suivante : « Loi modifiant divers articles du Code civil » ; elle avait été cependant votée par les Chambres sous la rubrique :

« Loi qui modifie l'article 49 du Code civil et qui prescrit que la célébration du mariage sera mentionnée en marge de l'acte de naissance des époux. »

Deux conditions, avons-nous vu au paragraphe précédent, sont nécessaires pour qu'il y ait lieu à mention d'office et que l'article 1^{er} reçoive son application. Il faut : 1^o qu'il s'agisse d'un acte relatif à l'état civil à mentionner en marge d'un acte déjà inscrit ; 2^o que cet acte soit déjà inscrit ou transcrit sur les registres d'état civil par un officier d'état civil.

Le bénéfice de la disposition nouvelle n'est donc pas acquis dans tous les cas où il y a lieu à mention en marge d'un autre acte. Ainsi aux termes de l'article 311 Code civ. (rédaction de 1893), la réconciliation des époux survenue à la suite d'une séparation de corps ne modifie la capacité de la femme que si la reprise de la vie commune a été constatée par acte notarié et mentionnée en marge de l'acte de mariage. Il s'agit bien là d'une mention à faire en marge d'un acte de l'état civil déjà reçu ; mais la séparation de corps et la reprise de la vie commune ne sont pas des faits modifiant l'état civil, encore moins des actes relatifs à l'état-civil (1) ; l'article 1^{er} (nouvel article 49) est donc inapplicable.

Il en est de même en cas d'adoption ; aux termes de l'article 359 Code civ., l'adoption doit être inscrite à la réquisition de l'une ou de l'autre des parties sur le registre de l'état civil du lieu où l'adoptant sera domicilié. Il ne s'agit donc pas là d'une mention en

(1) BEUDANT, *Droit civil*, t. I, p. 164.

marge d'un acte de l'état civil déjà inscrit ; il s'agit seulement d'un acte à inscrire sur les registres. La disposition nouvelle ne saurait encore ici recevoir application. M. Guérin a dit cependant le contraire dans son rapport supplémentaire au Sénat ; mais la déclaration qu'il a faite est manifestement erronée et ne saurait prévaloir contre les termes formels du nouvel article 49.

Ce n'est d'ailleurs pas la seule erreur commise dans ce rapport ; il en commet une autre en disant que le nouvel article 49 doit s'appliquer en matière de désaveu et de jugements portant rectification d'actes de l'état civil. Pour le désaveu aucun texte ne prescrit une mention spéciale en marge d'un acte de l'état civil déjà inscrit ; on ne comprend donc pas comment l'article 49 pourrait être appliqué. Le désaveu admis en justice, peut seulement donner lieu à une rectification de l'acte de naissance, si le demandeur a déposé des conclusions à fin de rectification ou si la rectification est demandée par le ministère public ; la rectification s'opère alors, suivant le droit commun, par la transcription du jugement de rectification sur les registres, à sa date, et par la mention en marge de l'acte rectifié. C'est sans doute à cela qu'a songé M. Guérin puisqu'il dit, d'autre part, que l'article 49 est applicable à la mention du jugement de rectification d'un acte de l'état civil en marge de l'acte réformé. Mais était-il besoin de l'art. 49 pour que la mention des jugements de rectification soit faite d'office ? En aucune manière. La loi du 8 juin 1893 portant modification « *des dispositions du Code*

civil relatives à certains actes de l'état civil et aux testaments faits aux armées soit au cours d'un voyage maritime », à laquelle le rapporteur n'a sans doute pas songé, ordonne précisément que la mention du jugement de rectification soit faite à la diligence du procureur de la République.

Quels sont donc les cas où la disposition nouvelle recevra son application ? C'est tout d'abord en cas de mariage : l'article 2 de la loi (art. 76 du Code civil, nouvelle rédaction) nous l'indique expressément. « *Il sera fait mention de la célébration du mariage en « marge de l'acte de naissance des époux.* » C'est ensuite en cas de divorce ; aux termes de l'article 251, la sentence prononçant le divorce une fois transcrite sur les registres de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré, doit être mentionnée en marge de l'acte de mariage. C'est enfin en cas de reconnaissance d'enfant naturel et de légitimation dans les conditions que nous avons précédemment indiquées.

En résumé, la mention d'office, en marge de l'acte de naissance, aura lieu dans les quatre hypothèses suivantes : reconnaissance d'enfant naturel, légitimation, mariage et divorce.

Lorsque l'un de ces faits se produira (1), l'officier d'état civil qui aura dressé l'acte ou transcrit le jugement, devra faire la mention en exécution de la loi de 1897, si les registres sur lesquels elle doit être faite sont entre ses mains ; lorsqu'ils ne s'y trouvent

(1) COCAT, thèse, p. 121.

pas, il devra envoyer un avis au Procureur de la République de son arrondissement. Le Procureur de la République veillera à ce que la mention soit faite d'une façon uniforme partout où il existe un exemplaire de l'acte qui doit porter la mention.

b) Analyse des articles 4 et 5

Prévenir les tiers contre les fraudes, les manœuvres malhonnêtes qui pourraient être employées à leur égard, mais surtout assurer l'efficacité des dispositions des articles précédents, tel est le but des articles 4 et 5.

L'article 4 est ainsi conçu :

« L'article 45 du Code civil est ainsi complété :
« Art. 45..... — Ils (les extraits des registres) porteront en toutes lettres la date de leur délivrance. »

L'article 5 :

« Le paragraphe 1^{er} de l'article 70 du Code civil est modifié comme suit :

« Art. 70. — L'officier de l'état civil se fera remettre l'acte de naissance de chacun des futurs époux. Cet acte ne devra pas avoir été délivré depuis plus de trois mois, s'il a été délivré en France, et depuis plus de six mois s'il a été délivré dans une colonie ou dans un consulat. »

Ces deux dispositions se complètent l'une l'autre. On veut, d'une part, réagir contre cet usage de libeller en chiffres la date de délivrance des expéditions d'actes de l'état civil et prévenir toute possibilité de surcharge et d'antidate du fait des particuliers ; on

veut, d'autre part, prévenir tout danger de dol ou de fraude.

Avant 1897, il était très facile, nous l'avons dit, à une personne mariée de dissimuler son véritable état en vue de contracter une nouvelle union. La disposition de l'art. 2 de la loi de 1897 (art. 76 du Code civ., nouvelle rédaction), que nous venons d'étudier, rend cette fraude plus rare. En effet, lorsque deux personnes se présentent devant l'officier d'état civil pour se marier, et lui remettent, conformément à l'article 70 du Code civil, leur acte de naissance, si l'une d'elles a déjà contracté mariage, mention en aura été faite en marge de son acte de naissance; l'officier d'état civil refuse de célébrer un nouveau mariage tant que la dissolution du premier n'aura pas été établie.

Mais il pourrait arriver qu'un individu malhonnête produise un acte de naissance délivré antérieurement à son premier mariage, vierge par conséquent de toute mention, et parvienne de cette façon à tromper l'officier d'état civil. Pour prévenir cette fraude, il n'y avait qu'à exiger que l'expédition de l'acte de naissance soit de date récente; c'est ce qu'a fait l'art. 4 (art. 70, nouvelle rédaction) qui dispose que l'expédition de l'acte de naissance, remise à l'officier d'état civil lors de la célébration du mariage, ne devra pas avoir été délivrée depuis plus de trois mois si elle a été délivrée en France, et depuis plus de six mois si elle l'a été dans une colonie ou dans un consulat. La preuve que cette condition aura été remplie résultera de l'expédition elle-même, puisque les extraits des

registres « porteront en toutes lettres la date de leur délivrance. »

Est-ce à dire que la bigamie soit désormais rendue impossible ? Evidemment non.

D'abord il pourra arriver que la mention de l'acte de mariage en marge de l'acte de naissance n'ait pas été faite, en dépit du nouvel article 76. Cette irrégularité n'a d'autre sanction que la responsabilité de droit commun des officiers de l'état civil (article 50 du Code civ.).

D'autre part, les prescriptions de la loi nouvelle ne mettent pas les officiers de l'état civil à l'abri de toute surprise. S'il faut, en effet, que l'expédition de l'acte de naissance ne remonte pas à plus de trois ou six mois, cette condition est suffisante. Or, il peut arriver que la personne, dont l'acte de naissance est présenté, ait contracté mariage depuis la délivrance de l'expédition, ou bien qu'elle ait été mariée avant cette délivrance pendant les délais impartis par la loi pour effectuer la mention et avant qu'elle ait été faite. La garantie est donc incomplète. A ceux qui ont fait cette observation aux cours des travaux préparatoires, M. Michelin a répondu « qu'il n'est pas à supposer que la même personne voudra contracter mariage deux fois dans ce même délai ». Réponse sans valeur, car la loi cherche précisément à déjouer les manœuvres des gens sans aveu, de la part desquels on peut s'attendre à tous les calculs comme à toutes les fantaisies.

En terminant nos observations sur la loi du 17 août 1897, on peut se demander, à propos de l'article 5, si

le législateur, au lieu d'exiger la production d'un acte de naissance non antérieur à trois ou six mois, n'aurait pas dû se contenter d'un acte de naissance ordinaire sur lequel une sorte de visa aurait été apposé dans les délais impartis par la loi. Ce visa aurait été pur et simple ou accompagné d'indications très brèves, suivant qu'il n'y aurait pas eu ou qu'il y aurait eu un mariage antérieur.

On aurait, de cette façon, épargné aux particuliers les frais d'une expédition de l'acte de naissance, et atteint cependant le même but avec moins de difficultés et plus d'économie.

II. — *De la publicité du contrat de mariage*

Non seulement il importe aux tiers de savoir si telle personne est célibataire ou mariée, mais il leur importe également, en cas de mariage, de connaître le contrat qui règle ses intérêts pécuniaires afin de pouvoir traiter avec elle en toute sécurité.

Le contrat de mariage peut être défini : l'ensemble des conventions que les futurs époux font en vue de régler leur association conjugale quant aux biens. La loi laisse aux futurs époux la plus grande latitude pour le règlement de ces conventions. C'est à juste titre, car les intérêts pécuniaires jouent un rôle important dans la conclusion du mariage, et, en gênant la liberté des futurs époux quant au règlement de ces intérêts, on eût entravé nombre de mariages, au grand détriment de la Société.

Mais cette liberté, si utile aux époux, était dange-

reuse pour les tiers qui, avant 1850, n'avaient aucun moyen de se renseigner sur un contrat que des époux pouvaient tenir secret et que rien ne les obligeait à divulguer. On pouvait donc ignorer jusqu'à son existence, car il pouvait avoir été passé dans une étude quelconque de notaire, peut-être très loin du lieu de la célébration du mariage.

Et, cependant, n'y avait-il pas une urgence extrême à porter à la connaissance du public et l'existence du contrat et son contenu, ou tout au moins les nom et demeure du notaire rédacteur? La situation pécuniaire et juridique des époux, leur capacité ne varie-t-elle pas suivant le contrat de mariage, suivant le régime matrimonial qu'ils ont adopté?

Sous le régime d'exclusion de communauté, chaque époux ne conserve-t-il pas la fortune qu'il a apportée lors du mariage ou qui lui advient pendant la durée? Le mari n'administre-t-il pas, outre ses biens personnels, ceux de sa femme, et n'a-t-il pas la jouissance de tous les revenus de celle-ci?

Sous le régime de séparation de biens, n'est-il pas privé de cette administration, de cette jouissance?

Enfin, sous le régime dotal, si la femme n'est pas frappée d'une incapacité générale de s'obliger, sa dot, tout au moins, ne se trouve-t-elle pas soustraite aux conséquences des engagements qu'elle peut contracter pendant la durée du mariage?

Tous ces effets, si importants pour les époux, résultant de l'adoption de tel ou tel régime matrimonial, ne sont-ils pas encore plus considérables pour les tiers qui peuvent entrer en rapport avec eux?

Et cependant, jusqu'à 1850, comme nous l'avons déjà dit, aucune mesure n'avait été prise par le législateur, ni pour faire connaître le contrat de mariage, ni même pour révéler son existence au public.

Alors, qu'arrivait-il dans la pratique des affaires ? C'est que si la femme, par exemple, voulait s'obliger, aliéner, etc... les personnes qui traitaient avec elle ne manquaient pas de lui demander la représentation de son contrat de mariage. Si le contrat était produit, pas de difficultés ; les parties intéressées pouvaient s'éclairer sur la situation réelle des époux, sur les droits de la femme et sur les restrictions que sa capacité pouvait subir à raison du régime matrimonial adopté.

Mais si, comme cela arrivait fréquemment, les époux déclaraient s'être mariés sans contrat, on se trouvait engagé dans des embarras de toute nature. Souvent les tiers qui avaient ajouté foi aux déclarations des époux se trouvaient avoir été victimes de leur confiance ; car il était arrivé (1) qu'après coup, la femme ou ses héritiers avaient produit le contrat de mariage dont ils avaient nié l'existence et en avaient tiré parti pour faire annuler l'obligation souscrite ou l'aliénation consentie.

Depuis longtemps des plaintes s'étaient élevées, non-seulement contre cette situation, mais contre l'état des personnes en général que l'on représentait comme mal assuré. On sentait le besoin d'une réforme

(1) *Moniteur Officiel* des 12 et 17 juin 1850. (Rapport de M. Vallette).

et on entrevoyait déjà la nécessité de centraliser en un lieu unique, pour mieux les faire connaître, tous les renseignements concernant l'état et la capacité d'une même personne. Des auteurs (1) avaient même proposé des systèmes d'immatricule des personnes, consistant à réunir dans les registres publics certains faits de la vie des individus, tels que mariage, paternité, adoption, interdiction, condamnations pénales, faillite, etc. Mais comme il y avait là toute une institution à créer, le législateur de 1850, n'a pas cru le moment venu de réaliser pareille réforme; ses efforts se sont concentrés sur une question unique, la question à l'ordre du jour, la publicité du contrat de mariage, et ont abouti à l'élaboration de la loi du 10 juillet 1850.

ÉTUDE DE LA LOI DU 10 JUILLET 1850

La loi du 10 juillet 1850 a son origine dans une proposition de MM. Benoit-Champy, Moreau (Seine), et Valette, déposée sur le bureau de la Chambre le 16 janvier 1850 (*Moniteur* du 17), ayant pour but l'affermissement du crédit. Son objet est de faire connaître aux intéressés, par l'acte de célébration du mariage, si les époux ont ou n'ont pas de contrat destiné à régler leur association quant aux biens, et, par suite, de préserver les tiers contre la fausse dé-

(1) LOREAU, *Traité du Crédit foncier*, 1841. — HÉBERT, *De l'utilité d'un système général d'immatriculation des hommes, des immeubles et des titres, et de quelques points se rattachant au notariat*. — Rouen, 1844-1846.

claration des personnes qui allèguent s'être mariées sans contrat, tandis qu'elles en ont un et d'où résulte pour elles l'incapacité d'aliéner leurs biens dotaux.

La substance de cette proposition se retrouve dans les observations présentées par deux Cours d'appel sur la réforme hypothécaire. Ces deux Cours (Rennes et Rouen), dans le ressort desquelles le régime dotal était fort en usage, s'étaient émues du mauvais état des choses en matière de publicité réelle et personnelle et avaient demandé que la loi prescrivit, en cas de mariage, la mention du contrat dans l'acte de célébration.

La loi de 1850 a répondu à leurs desiderata, et c'est par des additions faites aux articles 75, 76, 1391, 1394 du Code civil, que la publicité du contrat se trouve aujourd'hui assurée. L'économie de ces textes est la suivante : Si les futurs époux font un contrat de mariage, le notaire rédacteur du contrat doit, à peine de dix francs d'amende, leur donner lecture du dernier alinéa de l'article 1391, qui indique les conséquences de la non-déclaration du contrat dans l'acte de mariage. Il leur remet ensuite un certificat sur papier libre destiné à l'officier de l'état-civil et indiquant la date du contrat, les noms des parties et du notaire.

Puis, au moment du mariage, devant l'officier de l'état-civil, celui-ci doit interpellier les futurs époux, ainsi que les personnes qui autorisent le mariage, d'avoir à déclarer s'il a été fait un contrat de mariage, et, en cas d'affirmative, sa date et les noms et résidence du notaire qui l'a reçu ; la réponse est consi-

gnée dans l'acte de mariage, à peine d'une amende qui ne peut excéder 100 francs, contre l'officier d'état-civil. C'est cette réponse ou mieux l'inscription qui est faite ensuite de cette réponse qui assure la publicité du contrat.

Enfin, le dernier alinéa de l'article 1391 indique quelle est, vis-à-vis des époux, la sanction de cette loi nouvelle : « Si l'acte de célébration porte que les « époux se sont mariés sans contrat, la femme sera « réputée, à l'égard des tiers, capable de contracter, « dans les termes du droit commun, à moins que, dans « l'acte qui contiendra son engagement, elle n'ait « déclaré avoir fait un contrat de mariage. »

Du dernier alinéa de ce texte, il résulte que les conséquences de l'inobservation des formalités prescrites sont très limitées.

En premier lieu, cette inobservation est sans influence sur les rapports des époux entre eux, et les conventions matrimoniales n'en feront pas moins leur loi. C'est ce que l'on peut déduire de l'article 1391 « la femme sera réputée, à l'égard des tiers... », et aussi du but même de la loi, qui est uniquement de faire connaître aux tiers le régime sous lequel sont mariés les époux avec lesquels ils vont traiter.

En second lieu, même vis-à-vis des tiers, la déclaration inexacte des époux, qu'ils n'ont pas fait de contrat, n'a pas pour résultat de faire réputer non avenues toutes les dispositions du contrat, mais seulement de rendre la femme capable de contracter suivant les termes du droit commun. Le contrat reste opposable aux tiers sous tous autres rapports et notam-

ment pour ce qui concerne la propriété et la consistance des apports de la femme ainsi que les donations faites aux époux par les tiers ou par l'un d'eux à l'autre.

Ainsi précisées, les dispositions de la loi de 1850 paraissent assez satisfaisantes et de nature à donner de bons résultats. Grâce à la publicité du contrat de mariage par la mention en marge de l'acte de célébration, les tiers n'auront plus de fraudes à redouter, plus de motif de refuser de traiter avec des époux qui déclarent s'être mariés sans contrat.

Toutes les fois qu'une allégation de non-existence de contrat se produira, ils diront aux époux : « Vous prétendez n'avoir pas de contrat, eh bien ! représentez nous l'acte de célébration de votre mariage et, si cet acte déclare que vous n'avez pas de contrat, nous ferons affaire avec vous, parce que nous sommes sûrs d'être protégés contre l'application d'un régime dotal clandestin. »

Mais de ce que la déclaration inexacte dans l'acte de mariage a pour effet de rendre la femme capable de contracter suivant les termes du droit commun, il n'en résulte pas qu'elle fasse réputer les époux mariés sous le régime de la communauté légale ; si par exemple des tiers sont créanciers du mari, ils n'auront pas le droit de saisir le mobilier de la femme comme s'il dépendait de cette communauté.

Au premier abord on est tenté de regretter (1) que le législateur de 1850 ne soit pas allé plus loin et n'ait

(1) GUILLOUARD, *Traité du contrat de mariage*, t. I, p. 185.

pas dit aux époux : « Vous avez déclaré que vous étiez mariés sans contrat, je tiens votre déclaration pour vraie, et au respect des tiers que vous avez trompés par cette déclaration, vous serez mariés sous le régime de communauté légale, aussi bien en ce qui concerne la propriété des meubles qu'en ce qui touche l'inaliénabilité de la dot. »

Deux considérations expliquent toutefois pourquoi il n'a pas adopté pareil système. La première résulte des travaux préparatoires et des discussions qui ont eu lieu au sein de l'assemblée législative d'où il apparaît que l'objet de la loi n'a été que prévenir les fraudes que pouvaient commettre les femmes mariées sous le régime dotal en affirmant qu'elles étaient mariées sans contrat et en dissimulant ainsi l'incapacité de contracter dont elles étaient frappées en ce qui concerne l'engagement de leurs biens dotaux. La seconde est que, si les tiers ne peuvent saisir le mobilier de la femme, comme s'il dépendait d'une communauté légale, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux. Ils pouvaient en effet exiger qu'elle s'engageât avec son mari et par ce moyen ils avaient action sur ses biens propres comme sur les biens du mari.

Ajoutons que la femme peut réparer l'inexactitude de déclaration dans l'acte de mariage par une déclaration postérieure lorsqu'elle traite avec les tiers « à moins, dit en effet l'article 1391, que, dans l'acte qui contiendra son engagement, elle n'ait déclaré avoir fait un contrat de mariage. »

La loi de 1850 ne parlant ni de la nature des conventions matrimoniales, ni du régime adopté par les

époux, mais uniquement du contrat de mariage, on peut se demander si ses dispositions sont applicables aux contre-lettres, c'est-à-dire aux conventions additionnelles par lesquelles les futurs époux auraient apporté des changements à leur contrat avant la célébration du mariage. La question est encore aujourd'hui controversée, mais l'opinion qui paraît triompher en jurisprudence (1) décide que la loi de 1850 est inapplicable aux contre-lettres.

Nous adoptons également cette solution pour les motifs suivants : la loi de 1850 n'a voulu qu'une chose, c'est que les tiers puissent savoir par l'acte de célébration du mariage, s'il y avait un contrat de mariage, quelle en était la date, quel était le notaire qui l'avait reçu. Il semble, dès lors, que le but que s'est proposé la loi est complètement atteint, que le notaire a fait ce que commandait l'intérêt des tiers, ainsi que l'intérêt des futurs époux, lorsqu'en rédigeant leur contrat de mariage, il leur a fait connaître par la lecture des art. 1391 et 1394 l'obligation qui leur est imposée et qu'il leur a délivré le certificat dont parle le dernier de ces articles. Pourquoi voudrait-on que dans le cas où il serait intervenu une contre-lettre modificative du contrat, le notaire renouvelles la lecture des articles 1391 et 1394 et qu'il délivre un nouveau certificat ; dans quel but, dans quel intérêt ? L'officier d'état civil n'a-t-il pas appris par

(1) Caen, 2 décembre 1856 ; SIREY, 57, II ; Cassation, 18 mars 1857 ; SIREY, 57, I, 251 ; Nîmes, 4 février 1858 ; SIREY, 58, II, 175 ; *contra* Paris, 12 janvier 1856 ; SIREY, 56, II, 106.

le premier certificat qui lui a été présenté, ce qu'il devait savoir, l'existence du contrat de mariage ? Att-il besoin d'autres renseignements pour la rédaction de son acte et pour la mention qu'il doit y insérer ? La loi n'a pu vouloir imposer au notaire l'obligation de remplir une formalité dont on ne peut apercevoir ni l'utilité, ni la raison d'être.

D'ailleurs il y a lieu d'ajouter que du moment où le contrat de mariage est connu, la contre-lettre l'est également, puisqu'elle doit être rédigée à la suite de la minute du contrat de mariage (art. 1397 Code civ.). Il était donc inutile d'obliger les parties à déclarer spécialement l'existence de la contre-lettre puisqu'en prenant connaissance de l'un de ces actes, les tiers connaîtront l'autre.

Une autre raison nous fait décider que la loi de 1850 est inapplicable aux contre-lettres et réside dans la sanction prescrite par le législateur. En cas d'inobservation des formalités, il y a, d'une part, une amende contre le notaire et de l'autre, une déchéance contre la femme. Déchéance et peine étant de droit étroit, il ne faut pas les étendre hors des cas pour lesquels elles sont édictées. Or, les articles 75, 1391, 1394 du Code civ. ne parlant que du contrat de mariage et point des contre-lettres, c'est donc uniquement pour inobservation des formalités de publicité du contrat que la sanction existe. Le silence du législateur sur les contre-lettres démontre surabondamment qu'il n'entendait pas rendre applicables spécialement aux contre-lettres les dispositions nouvelles.

Nous avons dit plus haut que le but de la loi de

1850 était que les tiers puissent savoir par l'acte de célébration du mariage, s'il y avait un contrat, quelle en était la date, quel était le notaire qui l'avait reçu. N'aurait-il pas convenu que cet acte indiquât également le régime adopté par les époux et même les principales conventions matrimoniales ? On peut répondre, il est vrai, que la mention en conformité de la loi de 1850 est bien suffisante ; faisant connaître les nom et lieu de résidence du notaire rédacteur, on n'aura qu'à s'adresser à son étude pour se faire délivrer une expédition du contrat et prendre tous renseignements utiles.

Cependant on pourra se heurter à un refus de la part du notaire. Aux termes de la loi du 25 ventôse an xi (art. 23) il est dit : « Les notaires ne pourront également sans l'ordonnance du Président du Tribunal de première instance délivrer expédition, ni donner connaissance des actes à d'autres qu'aux personnes intéressées en nom direct, héritiers ou ayants droit, à peine des dommages-intérêts, d'une amende de cent francs, et d'être, en cas de récidive, suspendus de leurs fonctions pendant trois mois... » Il faudra donc que les tiers se munissent d'une ordonnance pour obtenir le renseignement sollicité ; redoutant des ennuis ou des démarches inutiles, ils négligeront de présenter une requête à laquelle d'ailleurs le Président pourra refuser de répondre s'ils ne paraissent pas justifier d'un intérêt suffisant.

Il y avait un moyen facile de combler cette lacune et de rendre plus efficaces les dispositions nouvelles. Il n'y avait qu'à exiger que, dans

le certificat délivré par le notaire, il fût fait mention du régime choisi par les époux et des principales conventions matrimoniales. L'officier d'état civil n'aurait eu qu'à transcrire tous les renseignements contenus dans ce certificat et les tiers auraient été suffisamment avertis de la situation des mariés. Une telle innovation, si elle avait été proposée, n'aurait pas manqué de soulever nombre d'objections et de critiques ; pour l'écarter on aurait argumenté du secret professionnel imposé aux notaires, on aurait mis en avant que de telles mentions auraient été de nature à satisfaire plutôt la curiosité des tiers que leur propre intérêt. De semblables considérations auraient fatalement fait échouer la réforme ; on a préféré se contenter d'une mention succincte que les parties sauront bien utiliser au mieux de leurs intérêts.

§ 4. — DIVORCE

Le divorce, on le sait, rompant le lien conjugal, transforme l'état des époux et rend à chacun d'eux sa pleine capacité.

Le législateur ayant fait connaître le mariage d'un individu, il convenait qu'il fasse connaître sa dissolution, le cas échéant.

Le Code civil et le Code de procédure civile contiennent quelques dispositions en vue d'assurer la publicité du divorce ; deux lois, l'une du 18 avril 1886, l'autre du 9 février 1893, sont venues les compléter et y introduire d'heureuses modifications.

1^o *Publicité de la demande en divorce*

Aucune publicité n'est organisée pour la demande en divorce; cela tient à ce que le jugement de divorce ne rétroagissant pas au jour de la demande dans ses effets à l'égard des tiers (arg. *a contrario* tiré de l'article 252 Code civ. *in fine*), le législateur a jugé que la publicité donnée au jugement est suffisante pour la sauvegarde des intérêts de tous. Il y a de plus un motif d'intérêt général et d'ordre moral; on a craint, en portant à la connaissance du public l'instance à engager, d'encourager les gens malhonnêtes à spéculer sur le procès, à s'y immiscer, alors que leur intervention doit être rigoureusement bannie. Les intérêts moraux qui, dans tout divorce, se trouvent mis en jeu à côté des intérêts pécuniaires, ont toujours été un objet de bienveillante sollicitude de la part du législateur. De nombreuses dispositions peuvent en témoigner.

Ainsi, sachant que trop souvent un époux, sous le coup d'une violente irritation et obéissant à un mouvement irréflecti, introduit à la légère contre son conjoint une demande en divorce, il a tenu à laisser à cet époux le temps de la réflexion et lui a donné le moyen de revenir sur sa première détermination. C'est pourquoi, au début de l'instance, nous trouvons une tentative de rapprochement résultant de l'obligation imposée aux époux de se présenter en personne devant le Président du Tribunal qui, par de bienveillantes observations, cherche à les réconcilier (art. 238 Code civ.). De même, voulant éviter le scandale qui

pourrait résulter des faits eux-mêmes, le législateur a donné aux tribunaux pleins pouvoirs pour ordonner le huis-clos pendant les débats et pour interdire, sous peine d'amende, leur reproduction par la voie de la presse (1) (art 87 Code de proc. civ.).

Publier la demande en divorce, ne serait-ce pas là rompre avec ces sages mesures, aller à l'encontre du but qu'elles poursuivent, diminuer les chances de rapprochement entre les époux et éveiller une curiosité malsaine chez les personnes toujours en quête de procès scandaleux.

2° Publicité du jugement de divorce

La publicité du jugement de divorce résulte de l'affichage d'un extrait dans l'auditoire des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce (2), dans les Chambres d'avoués et de notaires de l'arrondissement (art. 250 Code civ., modifié par la loi du 28 avril 1886; — art. 880 et 872 Code de proc. civ.).

De plus, le jugement doit être transcrit sur les registres de l'état-civil et mentionné en marge de l'acte de mariage conformément à l'article 49 du Code civil (art. 251 Code civ.). Un extrait doit, en outre, être inséré dans l'un des journaux qui se publient dans le lieu où siège le tribunal et, s'il n'y en a pas, dans l'un de ceux publiés dans le département.

De ces mesures, la seule pratique, la seule efficace, est la mention du divorce en marge de l'acte de

(1) Loi du 29 juillet 1881, art. 39.

(2) Même si l'intéressé n'est pas commerçant.

mariage. En effet, depuis la loi du 17 août 1897, mention de la célébration du mariage doit être faite en marge de l'acte de naissance : donc, connaissant le lieu de naissance d'une personne, on pourra savoir par le fait même si elle est mariée, si elle est divorcée, puisque l'acte de naissance contient la mention du mariage et l'acte de mariage la mention du divorce.

§ 5. — DÉCÈS

Le décès d'un individu se trouve constaté par un acte inscrit à sa date sur les registres de l'état-civil et qui se borne à mentionner le fait même du décès et l'individualité de la personne décédée (art. 77 à 87 Code civ.).

Tandis que pour l'acte de naissance la loi ordonne expressément l'indication des jour et heure de la naissance (art. 57), rien de semblable n'est spécialement exigé pour l'acte de décès. C'est là une grave lacune, car il importe bien plus de connaître le moment précis d'un décès que celui d'une naissance; c'est, en effet, le moment même du décès qui, d'une part, rend la personne décédée incapable d'acquérir des successions, et qui, d'autre part, donne ouverture à la sienne; en sorte qu'en avançant ou en reculant l'heure du décès, on peut changer l'ordre légal des successions.

Privé des indications essentielles pour bien le déterminer, l'acte de décès est dépourvu de toute publicité; rien ne le relie aux autres actes de la vie juridique, ni à l'acte de naissance, ni à l'acte de mariage ;

il ne fait l'objet d'aucune mention en marge d'un acte déjà inscrit.

Ce manque de lien entre les divers actes de l'état-civil est un des plus graves reproches que l'on peut faire au législateur moderne, reproche très mérité, car un pareil état de choses produit les effets les plus déplorables, prête à la fraude et aux dissimulations. Une femme pourra, par exemple, en dissimulant son état de veuvage, faire inscrire l'enfant dont elle vient d'accoucher au nom de son mari mort depuis plusieurs années. Aucune pièce, aucune justification n'étant exigée au moment de la déclaration de naissance, elle peut sans crainte donner de fausses indications en s'assurant de la complicité des témoins. Pareille anomalie ne se produirait pas si la présentation de l'acte de naissance des père et mère de l'enfant était exigée au moment de la déclaration et si cet acte de naissance portait la mention des faits modificatifs de l'état et de la capacité. Il faudrait donc que tous les actes de l'état-civil se pénétrassent les uns des autres et que l'un d'eux, — l'acte de naissance, — fût comme la plaque sensible sur laquelle vinssent se fixer tous les faits de la vie juridique d'un individu.

Du décès, on peut rapprocher l'absence qui, à certains égards, produit des effets comparables à ceux du décès. La déclaration d'absence donne, pour ainsi dire, ouverture à la succession de l'absent en permettant à ses héritiers présomptifs de se faire envoyer en possession de ses biens (art. 120 Code civ.), en permettant aux donataires et légataires de l'absent

d'exercer leurs droits à la seule charge de donner caution.

Pour ces raisons, il aurait convenu de donner au jugement de déclaration d'absence une certaine publicité. Le législateur a bien compris ce besoin de publicité, non toutefois pour prévenir les tiers, mais seulement pour permettre à l'absent de donner de ses nouvelles. L'article 118 du Code civil porte en effet :
« Le procureur du Roi enverra, aussitôt qu'ils seront
« rendus, les jugements (de déclaration d'absence),
« tant préparatoires que définitifs, au ministère de
« la justice qui les rendra publics. »

Cet article ne détermine pas le mode de publicité ; il laisse ce soin au ministre de la justice qui a choisi comme organe de publicité le *Journal Officiel*. Ce choix n'est pas heureux, le *Journal Officiel* n'est consulté que par un nombre restreint de personnes ; les renseignements qu'il donne ne parviendront pas à la connaissance des intéressés.

N'aurait-il pas mieux valu (surtout dans l'intérêt des tiers) mentionner le jugement de déclaration d'absence en marge de l'acte de naissance de l'absent ? C'est ce que nous proposerons à la fin de cette étude.

§ 6. — SANCTION DU DÉFAUT DE PUBLICITÉ EN MATIÈRE D'ÉTAT DES PERSONNES

Quelle va être la sanction des règles édictées par le législateur pour constater et publier les faits intéressant l'état des personnes ?

En principe, aucune formalité n'est prescrite à

peine de nullité; aussi s'accorde-t-on à reconnaître que le législateur a voulu laisser aux tribunaux un pouvoir discrétionnaire pour apprécier, eu égard aux circonstances, les conséquences que doit avoir l'irrégularité commise. En matière d'actes de l'état civil, ces irrégularités étant presque toujours imputables à l'officier d'état civil, il eût été injuste qu'elles pussent préjudicier aux tiers et à ceux dont l'acte était destiné à constater l'état. Ce sera donc au juge à mesurer la force probante de l'acte irrégulier.

La sanction n'étant pas la nullité, il faut la chercher dans la responsabilité des officiers d'état civil, auteurs des omissions, des irrégularités. A leur égard, le Code édicte une double responsabilité : une responsabilité pénale et une responsabilité purement civile.

L'article 50 Code civ. nous dit dans quels cas leur responsabilité pénale est engagée; c'est en cas de contravention aux prescriptions des articles 34 à 49 Code civ. C'est, par exemple, lorsque l'officier d'état civil aura omis de mentionner la lecture de l'acte qu'il a faite aux parties comparantes (art. 38), ou encore lorsqu'il aura écrit un mot par abréviation, ou qu'il aura mis une date en chiffres (art. 43). La conséquence de l'irrégularité est une amende qui peut aller jusqu'à cent francs.

La responsabilité de l'officier d'état civil peut encore se trouver engagée à raison des délits prévus par les articles 68, 156, 157, 192 Code civ. (célébration du mariage sans qu'il y ait eu mainlevée d'opposition, sans qu'il ait été procédé aux publications prescrites),

et les articles 192, 195 Code pén. (acte inscrit sur feuille volante), et à raison des crimes prévus par les articles 145, 146, 254, 255 Code pén. (altération d'écriture ou de signatures, destruction d'acte ou de registre).

Dans ces divers cas, une amende est encourue, dont le quantum varie suivant la nature de la faute.

La responsabilité civile qui peut en outre incomber aux officiers d'état civil, est celle du droit commun, celle édictée par l'art. 1382 Code civ. L'art. 52 Code civ. y fait allusion : « Toute altération, tout
« faux dans les actes de l'état civil, toute inscription
« de ces actes faite sur une feuille volante autrement
« que sur les registres à ce destinés, donneront lieu
« aux dommages-intérêts des parties sans préjudice
« des peines portées au Code pénal. »

Mais de ce qu'une irrégularité a été commise dans un acte de l'état civil et que, malgré cette irrégularité, l'acte demeure debout, il n'en résulte pas qu'aucune rectification, qu'aucune correction ne soit possible. Le législateur a, au contraire, tracé les règles pour parvenir à corriger ou modifier l'acte erroné ou inexact (art. 99 à 101 Code civ., 855 à 858 Code proc.). Il a dit dans quels cas la rectification peut être demandée d'office par le ministère public (art. 3 de la loi du 10 décembre 1850, art. 76 Code civ.), le droit commun étant que la demande de rectification doit émaner des parties intéressées.

La rectification a lieu par jugement, et le jugement, aux termes des art. 101 Code civ. et 857 Code proc. civ., est transcrit sur les registres de l'état civil et mentionné en regard de l'acte réformé.

Le principe que nous avons posé au début de ce paragraphe, à savoir que les formalités de publicité des faits intéressant l'état des personnes ne sont pas prescrites à peine de nullité, fléchit dans deux cas : en matière d'adoption et en matière de divorce.

Pour l'adoption, le législateur n'a pas pensé que ce fût là un simple contrat dans lequel n'eussent à intervenir que l'adoptant et l'adopté. Il a considéré, au contraire, qu'il était bon que la justice, représentant les intérêts généraux de la Société, vînt le sanctionner par son approbation. C'est pourquoi il l'a entouré de formalités particulières, qu'il a prescrites à peine de nullité (art. 353 et suiv. Code civ.). Parmi ces formalités, se trouve celle de l'art. 359 qui prescrit l'inscription dans les trois mois du jugement (il faut lire de l'arrêt) d'adoption sur les registres de l'état civil du lieu du domicile de l'adoptant. Si l'inscription n'a pas eu lieu dans le délai de trois mois, l'adoption « reste sans effet. »

Il en est de même pour le divorce; aux termes de l'art. 252, § 4: « A défaut, par les parties d'avoir « requis la transcription dans le délai de deux mois, « le divorce est considéré comme nul et non avenue. » Donc la transcription tardive ou le défaut de transcription du jugement et de l'arrêt de divorce fait tomber le divorce lui-même.

Ce sont les deux seuls cas où les règles de publicité sont prescrites à peine de nullité.

SECTION II

De la publicité des faits intéressant la capacité des personnes

La capacité est l'aptitude qu'a toute personne à exercer les droits et actions dont elle a la jouissance. Dans notre droit actuel, la capacité est la règle (1), l'incapacité l'exception; donc, à moins de textes formels, toute personne est présumée capable.

Cette question de capacité peut être étudiée à deux points de vue différents : au point de vue pénal et au point de vue civil. En droit pénal, certains faits, d'une gravité exceptionnelle, punis de peines criminelles, entraînent certaines incapacités particulières dites incapacités de répression, telles que la dégradation civique, l'interdiction légale (art. 28, 29 Code pén.). Ces incapacités, bien qu'elles aient plus d'effet sur les condamnés que sur les tiers, réclament néanmoins une certaine publicité; la loi pénale n'a cependant pas pris de mesures spéciales pour les faire connaître. Elle a considéré comme suffisante la publicité qui résulte des débats et de l'apposition des placards contenant extrait des condamnations.

Nous n'analyserons pas les mesures qu'il pourrait

(1) L'art 8 du Code civil dit en effet : « Tout Français jouira des droits civils », et l'article 1123 du même Code : » Toute personne peut contracter si elle n'a pas été déclarée incapable par la loi. »

être utile de prendre, nous ne critiquerons pas celles prises, pareille étude étant plutôt du domaine du droit pénal. Qu'il nous suffise de remarquer que les tiers ont toujours un moyen facile de se renseigner, en exigeant des individus qui leur paraissent suspects un extrait de leur casier judiciaire.

Nous ne nous occuperons que des incapacités du droit civil, de celles frappant certaines personnes dans leur propre intérêt, pour leur propre sauvegarde et appelées pour cela incapacités de protection.

Ces incapacités ont leur source dans certains faits spéciaux qui restent sans influence sur l'état des individus et qui sont la tutelle, l'émancipation, la séparation de corps, la séparation de biens, l'interdiction et la dation de conseil judiciaire.

§ 1. — TUTELLE ET ÉMANCIPATION

On peut dire, d'une façon générale, qu'aucune mesure de publicité ne semble nécessaire pour prévenir les tiers de l'incapacité résultant du jeune âge d'un individu, de sa situation particulière vis-à-vis de ses parents, sous le pouvoir desquels il se trouve placé. Sa constitution physique est pour ainsi dire récognitive de son incapacité, et si on a le moindre doute, on peut toujours lui demander de produire son acte de naissance.

Mais l'enfant n'est pas toujours placé sous la tutelle de ses parents; il peut se trouver sous la tutelle d'autres personnes (art. 402 et suiv. Code civ.); en ce cas, le besoin de publicité se fait sentir. Peut-être

pourrait-on introduire en France, dans l'intérêt des tiers comme dans celui de l'incapable, l'institution du registre de tutelle, que l'on trouve dans certaines législations étrangères, en Espagne et en Italie, et qui y rend de très grands services.

Ce registre serait tenu au greffe du Tribunal civil de chaque arrondissement et contiendrait tous renseignements utiles à connaître sur la tutelle et ses rouages.

L'incapacité du mineur qui nous est révélée par son jeune âge et par son acte de naissance, peut se trouver modifiée par un fait spécial, l'émancipation, qui affranchit l'enfant de la puissance paternelle ou de la puissance tutélaire. Le législateur a-t-il pris quelques mesures pour rendre notoire cet événement? On n'en trouve aucune ni dans le Code civil ni dans les lois postérieures. Le Code de commerce paraît seul s'être occupé de la publicité de l'émancipation, en ce qui concerne le mineur commerçant (art. 2).

Il y a lieu toutefois de remarquer que l'absence de publicité en matière d'émancipation n'offre pas de grands dangers. En effet (1) le mineur émancipé ayant intérêt à faire connaître sa capacité nouvelle, ne manquera pas, lorsqu'il y aura le moindre doute, de renvoyer au greffe de la justice de paix où a été reçue la déclaration d'émancipation.

Il est un cas cependant où une mesure spéciale destinée à prévenir les tiers paraît s'imposer, c'est celui de retrait d'émancipation auquel fait allusion

(1) Cocat, thèse, p. 18.

l'art. 485 du Code civil ainsi conçu : « Tout mineur
« émancipé dont les engagements auraient été réduits
« en vertu de l'article précédent, pourra être privé du
« bénéfice de l'émancipation, laquelle lui sera retirée
« en suivant les mêmes formes que celles qui auront
« eu lieu pour la lui conférer. »

Il aurait convenu que les tiers fussent avertis de ce retrait de capacité qui, en définitive, est provoqué par le mineur à la suite d'une demande formée par lui en réduction de ses engagements.

§ 2. — SÉPARATION DE CORPS, SÉPARATION DE BIENS

Le divorce, avons-nous dit, rompant le lien conjugal, rend aux époux leur état et leur capacité antérieurs au mariage ; la séparation de corps, au contraire, n'étant qu'un relâchement de ce lien, laisse subsister quelques-uns des rapports des époux, mais apporte d'importantes modifications à leur capacité, donne lieu à des mesures provisoires dans leur intérêt personnel, dans celui de leurs enfants, dans celui de leurs biens (art. 311 Code civ.). Il importe par suite que cet événement soit porté à la connaissance des tiers.

1^o De la publicité de la demande en séparation de corps, en séparation de biens

Il n'y a de publicité que pour la demande en séparation de biens intentée par voie principale et cela à cause de l'effet rétroactif attaché au jugement. Comme pour le divorce, le législateur a jugé ici que le

jugement de séparation de corps ne rétroagissant pas au jour de la demande, les tiers étaient suffisamment protégés par la publicité résultant du jugement. Ce sont les articles 866 à 868 du Code de proc. civ. qui édictent pour la séparation de biens les mesures à prendre, mesures peu nombreuses et dont l'efficacité est des plus contestables. Elles consistent dans l'insertion par les soins du greffier du Tribunal civil d'un extrait de la demande, dans un tableau spécial placé dans la salle d'audience (art. 866). Pareil extrait doit en outre être inséré dans des tableaux placés à cet effet dans l'auditoire du Tribunal de commerce, dans les Chambres des avoués et des notaires (art. 867) et publié dans l'un des journaux du lieu où siège le tribunal (art. 868). Il ne peut être prononcé de jugement qu'un mois après l'observation de ces formalités (art. 869).

Ces mesures sont peu pratiques et ne peuvent engendrer qu'une publicité très restreinte : les inscriptions des tableaux, les insertions dans les journaux (à la quatrième page, ordinairement page des réclames) passent le plus souvent inaperçues.

*2º De la publicité de jugement de séparation
de corps, de séparation de biens*

Le jugement de séparation de corps et le jugement de séparation de biens reçoivent la même publicité que le jugement de divorce (art. 250 Code civ. modifié par la loi du 18 avril 1896, art. 880 et 872 Code proc. civ.). Toutefois aucune transcription de ces jugements

n'est exigée sur les registres de l'état civil ; ce qui est très regrettable, car c'eût été le meilleur moyen de les porter à la connaissance effective des tiers.

Après la séparation de corps, une réconciliation peut survenir entre les époux. Le législateur a considéré avec raison que ce fait a suffisamment d'importance, pour qu'on prenne toutes mesures nécessaires pour le rendre notoire. Aussi déclare-t-il (art. 311 du Code civ., § 4, modifié par la loi du 6 février 1893), que la reprise de la vie commune ne sera opposable aux tiers que si elle a été constatée par acte passé devant notaire dont un extrait devra être affiché sur un tableau à ce destiné dans la principale salle du Tribunal de première instance et si le mari est marchand, banquier ou commerçant, dans celle du Tribunal de commerce du lieu de son domicile.

Mention de la réconciliation devra en outre être faite en marge de l'acte de mariage et en marge du jugement et de l'arrêt qui a prononcé la séparation. Enfin une publication en extrait est requise dans les journaux du département recevant les annonces légales.

§ 3. — INTERDICTION, DATION DE CONSEIL JUDICIAIRE

En dehors des faits dont nous venons de parler, tutelle, émancipation, séparation de corps, séparation de biens, qu'il peut être intéressant et utile de révéler aux tiers, il en est deux autres influant également sur la capacité des personnes et se rapprochant par

les mesures prises pour les publier : la dation de conseil judiciaire et l'interdiction. Produisant de profonds troubles dans la situation juridique de l'individu, ils ne sauraient, sans danger, être cachés aux tiers.

L'individu pourvu d'un conseil judiciaire ne peut, en effet, sans l'assistance de son conseil, plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier et en donner décharge, aliéner ou grever ses biens d'hypothèques (art. 513 Code civ.); s'il a fait seul un acte de ce genre, la sanction est la nullité, nullité qui est de plein droit, d'après l'article 502, en ce sens qu'une fois l'état d'incapacité prouvé, aucune appréciation des circonstances ne permettra au juge de ne pas la prononcer.

Vainement essaierait-on d'échapper à la nullité en démontrant qu'on a ignoré l'incapacité et même qu'il a été impossible de la connaître; vainement ferait-on la preuve absolue que l'incapable a induit l'autre contractant en erreur sur sa véritable situation et conclurait-on, en conséquence, à le faire considérer comme obligé, non plus par un contrat, mais par un délit civil.

Quant à l'interdiction, ses effets ne sont pas moindres pour les tiers. L'interdit est en tutelle et se trouve frappé d'une incapacité générale de contracter (art. 1124 et 502); certains actes qu'il a accomplis antérieurement à son interdiction dans une période que le législateur qualifie de suspecte, peuvent même être annulés suivant les cas.

Pour étudier les mesures prises jusqu'à ce jour pour constater et publier l'interdiction et la dation de conseil judiciaire, nous diviserons nos observations

en deux parties. Dans une première nous retracerons l'état de la législation antérieure à 1893 ; dans une seconde nous analyserons les améliorations apportées par la loi du 16 mars 1893.

A. — *Période antérieure à la loi du 16 mars 1893*

La loi organique du notariat du 25 ventôse an XI, s'occupant dans son article 18 des moyens de publicité de l'interdiction et de la dation de conseil judiciaire, prescrivait aux notaires de tenir exposé dans leurs études un tableau sur lequel seraient inscrits, par leurs soins, les noms, prénoms, qualités et demeures des interdits et prodigues, et où il serait fait mention des jugements et arrêts les intéressant. L'article 501 du Code civil, dans sa rédaction première venant compléter ces dispositions, exigeait de plus l'inscription de ces jugements et arrêts, dans un délai de dix jours, sur des tableaux qui devaient être affichés dans les salles d'audience et dans les études des notaires de l'arrondissement.

Quelque bonnes que pouvaient paraître ces mesures, elles ne produisaient pas l'effet que le législateur attendait d'elles. Souvent même la loi n'était pas observée, c'est-à-dire que les affiches n'étaient pas apposées et, à Paris notamment, elles ne l'étaient habituellement pas dans les études de notaires (1) où, en place du tableau, on voyait le plus souvent un simple avis ainsi conçu : « le nombre des interdictions

(1) THEUREAU, *Les casiers judiciaires et un projet de casiers civils*. — Paris, 1892, p. 155.

et des nominations de conseils judiciaires étant trop considérable pour être rédigé en placard, le tableau en a été fait sur un registre qui est à la disposition de ceux qui désirent y prendre des renseignements. »

Ce registre existait ou n'existait pas. Dans le décret du 16 février 1807 portant tarif des frais et dépens en matière civile, il était dit, en effet, article 92, paragraphe 29 : « Le jugement d'interdiction ou de nomination de conseil judiciaire ne sera point signifié aux notaires; l'extrait en sera remis au secrétaire de leur Chambre qui en donnera récépissé et qui le communiquera à ses collègues, qui seront tenus d'en prendre note et de l'afficher dans leurs études. » Il avait été jugé par un arrêt de la Cour de Toulouse du 3 janvier 1820 « que la formalité de l'article 501 du Code civil était remplie par cela seul qu'un extrait du jugement avait été remis, dans les dix jours, au secrétaire de la Chambre des notaires, lequel en a donné récépissé, lors même que l'inscription n'aurait pas eu lieu dans les études. » On pouvait donc ainsi transgresser impunément la loi et se permettre de ne pas remplir une formalité qu'elle édictait cependant formellement.

D'autre part un prodigue, par exemple, à qui il a été imposé un conseil judiciaire pouvait, pour traiter sans les autorisations requises, se transporter dans un autre arrondissement que celui où étaient les tableaux sur lesquels figurait son nom, dans un arrondissement, par conséquent, où son incapacité n'était pas connue.

En effet, en présence du silence de l'art. 108 du

Code civil (1), il y a lieu de dire que le prodigue a son domicile à lui et qu'il reste maître d'en changer à son gré en se conformant aux prescriptions des articles 103, 104 et 105 du Code civil.

En fait, donc, l'état d'incapacité des prodigues pourvus d'un conseil judiciaire, et des interdits, était assez généralement ignoré. Les tiers ne pouvaient même pas se prévaloir de l'erreur commune où ils étaient de la situation légale de ces individus, encore bien que même les formalités prescrites n'auraient pas été remplies. Ces formalités étant dans l'intérêt des incapables, eux seuls étaient admis à exciper de leur inaccomplissement.

Une réforme s'imposait; elle a été réalisée en partie par la loi du 16 mars 1893.

B. — *Loi du 16 mars 1893*

La loi du 16 mars 1893 (2) a son origine dans une proposition de M. Royer, député de l'Aube, déposée sur le bureau de la Chambre des députés le 22 février 1891, ayant pour but de donner une plus large publicité à la dation de conseil judiciaire.

Cette proposition fut votée par la Chambre sans subir aucun changement ni dans ses termes ni dans son esprit; mais la Commission du Sénat y apporta,

(1) L'art. 108 du Code civil est ainsi conçu : « La femme mariée n'a point d'autre domicile que celui de son mari. Le mineur non émancipé aura son domicile chez ses père et mère ou tuteur; le majeur interdit aura le sien chez son tuteur. »

(2) SIREY, *Lois annotées*, 1891-1895, 11^{me} série, p. 551.

indépendamment de quelques modifications de détail, deux modifications principales, l'une de fond, l'autre de forme. La modification de fond a pour but d'étendre à l'interdiction la nouvelle publicité, ce qui semble logique, l'incapacité en cas d'interdiction étant plus absolue qu'en cas de conseil judiciaire. Cependant, la même raison de publicité n'existe pas dans les deux cas. Si rien ne dénote extérieurement la situation de l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, il en est autrement pour l'interdit. Ce dernier, qui n'a pu être frappé d'incapacité qu'à raison de son état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur, manifeste presque toujours son infirmité intellectuelle par des signes apparents, et presque toujours aussi il existe pour lui une sorte de notoriété publique qui suffit à mettre les tiers en défiance.

C'est l'article 1^{er}, nouvel article 501 du Code civ., qui contient la nouvelle mesure de publicité. Elle consiste dans la transmission d'un extrait sommaire du jugement ou de l'arrêt (prononçant l'interdiction ou la dation de conseil judiciaire) par l'avoué qui l'a obtenu, au greffe du Tribunal du lieu de naissance du défendeur dans le mois du jour où la décision a acquis l'autorité de la chose jugée. Cet extrait doit être mentionné par le greffier, dans un délai de quinze jours, sur un registre spécial dont toute personne peut prendre communication et se faire délivrer une copie. Le greffier, dans un nouveau délai de quinze jours, adresse à l'avoué un certificat constatant l'accomplissement de la formalité.

A l'égard des individus nés à l'étranger, les déci-

sions sont mentionnées dans les mêmes formes et délais, sur un registre tenu au greffe du Tribunal civil de la Seine ; ce registre mentionne également les décisions relatives aux individus nés dans les colonies françaises, indépendamment du registre qui est tenu au greffe de leur lieu d'origine.

Ces dernières dispositions ont été introduites par le Sénat afin de remédier, dans la mesure du possible, aux inconvénients de la clandestinité des décisions rendues à l'égard des individus nés à l'étranger. L'étranger pourvu d'un conseil judiciaire dans son pays, en vertu de la règle que les limites de sa capacité sont régies par sa loi nationale, peut s'en prévaloir même en France, et pour des contrats passés avec des Français : comment prémunir nos nationaux contre les fraudes dont ils pourront être victimes ? La loi française ne peut pas s'imposer en pays étranger ; il lui était donc impossible de prescrire aucune obligation aux autorités publiques des autres nations. Il y avait là une lacune inévitable, mais qui n'était pas toutefois sans correctif. Il avait tout d'abord été admis par la jurisprudence que si la capacité de l'étranger est en principe réglée par son statut personnel, le Français qui a traité avec lui peut échapper aux conséquences de cette incapacité lorsqu'il a été dans l'impossibilité de la connaître, ou, dans tous les cas, lorsqu'il n'a commis aucune imprudence, aucune légèreté qui lui soit imputable.

Néanmoins, l'utilité d'une disposition législative sur ce point n'était pas douteuse.

La partie finale de l'article 1^{er} est une mesure pé-

nale contre les greffiers ou avoués ayant transgressé la loi : « toute contravention aux dispositions ci-dessus, « commise par les greffiers ou avoués, sera punie « d'une amende de cinquante francs, sans préju- « dice de tous dommages-intérêts. » La sanction diffère ici de celle édictée par la loi de 1850. Tandis qu'à défaut de l'accomplissement des formalités prescrites pour la publicité du contrat de mariage, la femme est réputée à l'égard des tiers, capable de contracter dans les termes du droit commun (art. 1391 Code civ.), — ici l'omission ou l'erreur commise sur le registre ou dans l'extrait n'empêche pas le prodigue d'invoquer son incapacité si elle existe réellement. La sanction consiste d'abord dans l'amende contre les officiers ministériels chargés d'assurer la publicité, et ensuite dans les dommages-intérêts dont ils sont passibles, le cas échéant, envers les personnes trompées par leur faute.

La publicité établie par la loi de 1893 est assurément excellente, et le choix qu'il y est fait du lieu de naissance comme centre d'information, est le meilleur que l'on puisse faire. Lorsqu'on aura des doutes sur l'état d'un individu, connaissant son lieu de naissance (1), on s'adressera directement au greffe du Tribunal civil de son arrondissement, et on deman-

(1) « On peut toujours demander à quelqu'un de faire connaître « son lieu de naissance ; si l'individu refuse ou ment, on s'abs- « tiendra de traiter ; si, au contraire, on connaît son lieu de nais- « sance et qu'on ait un doute quelconque sur sa capacité, on « demandera son extrait de naissance. » — Rapport au Sénat de M. Thézard sur la loi de 1893. (*Journal Offic.*, doc. parlam. d'avril 1893, p. 1).

dera un extrait du jugement (s'il en existe un) prononçant l'interdiction ou portant dation de conseil judiciaire. Le registre déposé au greffe est public; chacun peut le consulter ou s'en faire délivrer une copie.

Malgré son urgence, la loi de 1893 n'a été mise en application que deux mois après sa promulgation (art. 3). Il eût été désirable, à cette époque, que la publicité se fût étendue au passé : la sécurité aurait été immédiatement acquise, au lieu d'être réservée pour un avenir plus ou moins éloigné. Les personnes interdites ou pourvues d'un conseil judiciaire dans chaque arrondissement sont assez peu nombreuses ; il aurait suffi de jeter un coup d'œil sur les tableaux affichés dans les études des notaires pour établir très rapidement un relevé. Mais il y avait une difficulté très grave : il s'agissait de faire parvenir les extraits au lieu d'origine ; or, ni les tableaux dressés à cette époque, ni même, la plupart du temps, les jugements n'indiquaient le lieu de naissance des individus ; il aurait été nécessaire de faire des recherches longues et difficiles et souvent sans résultat. On n'aurait eu ainsi pour le passé que des indications incomplètes, et d'où n'aurait résulté qu'une sécurité trompeuse ; mieux valait réserver pour l'avenir les bienfaits de la loi.

Du cas de l'interdit on peut rapprocher celui de l'aliéné non interdit enfermé dans un asile. Avant 1838, le cas d'un aliéné non interdit ne pouvait se présenter, le vœu du législateur de 1804 étant, à cette époque, que les aliénés ne fussent internés qu'après avoir été préalablement interdits. La loi du 30 juin

1838 est venue changer cette situation en n'exigeant plus l'interdiction préalable comme condition de l'internement. Aux termes de l'article 39 de cette loi il est dit : « Les actes faits par une personne placée « dans un établissement d'aliénés, pendant le temps « qu'elle y aura été retenue sans que son interdiction ait été prononcée ni provoquée, pourront « être attaqués pour cause de démence conformément à l'article 1304 du Code civil. » Il résulte donc de ce texte une incapacité spéciale dont l'effet est la possibilité d'annulation des actes passés par un aliéné pendant son internement. On peut se demander si cette incapacité a besoin d'être publiée comme celles dont nous venons de parler. Le besoin ne semble pas ici se faire sentir, il ne sera pas facile à l'interné de tromper quelqu'un sur sa situation : sa seule présence à l'asile prévient suffisamment les tiers.

Il nous reste une dernière incapacité à mentionner ; elle découle de la loi du 24 juillet 1889 « sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés » et consiste dans la déchéance de la puissance paternelle, ensemble de tous les droits qui s'y rattachent (1).

Existe-t-il un moyen pour les tiers de connaître cette déchéance ? aucun ; il y a donc encore là une grave lacune dans notre législation.

(1) Aux termes de l'art. 8 de la nouvelle loi, cette déchéance entraîne une incapacité générale d'être tuteur, subrogé-tuteur, curateur ou membre d'un conseil de famille.

§ 4. — SANCTION DU DÉFAUT DE PUBLICITÉ
EN MATIÈRE D'INCAPACITÉ

Nous pouvons répéter ici ce que nous avons dit pour l'état des personnes, à savoir que les formalités de publicité ne sont pas exigées à peine de nullité. Cela se comprend aisément, les mesures prises par le législateur auraient été illusoires si, pour y faire échec, il avait suffi de les omettre.

Ainsi en matière d'interdiction et de dation de conseil judiciaire, la non-validité des actes que l'interdit ou le prodigue a passés postérieurement à ces faits n'est point subordonnée à l'accomplissement de formalités prescrites par l'art. 501 Code civ.

Le contraire résulte même de l'article 502, qui dispose, d'une manière absolue, que le jugement d'interdiction ou portant dation de conseil judiciaire, produira son effet du jour où il aura été rendu, c'est-à-dire à une époque où il ne peut encore avoir été publié, et que les actes passés postérieurement seront nuls de droit. Il n'entrerait dans l'esprit de personne de contester qu'un jugement, dûment publié dans les dix jours, n'opère tous ses effets à partir de sa prononciation, et ce, même au détriment des tiers qui ne l'auraient point connu. Pourquoi en serait-il autrement si la publication n'avait eu lieu qu'après l'expiration des dix jours ? Cette observation suffit pour démontrer que les formalités prescrites par l'art. 501 sont purement réglementaires (1), et que

(1) AUBRY et RAU, t. I, p. 517, note 27.

leur omission peut bien donner ouverture à une demande en dommages-intérêts contre ceux auxquels elle est imputable, mais non frapper d'inefficacité le jugement d'interdiction. Donc les tiers ne peuvent se prévaloir de l'absence de publicité pour demander le maintien des actes consentis à leur profit.

Ils ne pourraient davantage invoquer à cet effet le défaut de mention de la sentence sur le registre spécial tenu en conformité de la loi de 1893. La seule sanction édictée par la loi est une pénalité contre les officiers ministériels négligents (amende de cinquante francs) et les dommages-intérêts dont ils peuvent en outre être passibles.

Il est cependant des cas où le défaut de publicité est une cause de nullité; tel par exemple celui de la séparation de biens intentée par voie principale. Aux termes de l'article 872 Code de proc. civ., le jugement de séparation de biens doit être lu publiquement, l'audience tenante, au tribunal de commerce du lieu, s'il y en a. Extrait de ce jugement contenant date, désignation du tribunal où il a été rendu, nom, prénoms, profession et demeure des époux, doit être inséré sur un tableau à ce destiné et exposé pendant un an dans l'auditoire des tribunaux de première instance et de commerce du domicile du mari même lorsqu'il n'est pas négociant; et s'il n'y a pas de tribunal de commerce, dans la principale salle de la maison commune du domicile du mari. Pareil extrait doit être inséré au tableau exposé en la Chambre des avoués et notaires s'il y en a. Eh bien! toutes ces formalités sont prescrites à peine de nullité, et cela

résulte de la disposition finale de cet article 872 se référant aux dispositions contenues dans l'article 1445 du Code civil (1). Ici donc l'intérêt des tiers paraît l'avoir emporté sur celui de l'incapable.

En sera-t-il de même au cas de séparation de corps? Aux termes de l'art. 880 Code proc. civ., un extrait du jugement qui prononce la séparation doit être inséré aux tableaux exposés tant dans l'auditoire des tribunaux que dans les Chambres d'avoués et de notaires, ainsi qu'il est dit à l'article 872. Or les formalités prescrites par l'art. 872 sont prescrites à peine de nullité.

Le législateur ayant décidé dans l'art. 311 du Code civ. que la séparation de corps emporte toujours la séparation de biens, a jugé nécessaire que le jugement de séparation de corps reçût la même publicité que le jugement de séparation de biens, publicité commandée tant à l'égard des tiers qui auraient des droits à exercer pour le passé qu'à l'égard de ceux qui pourraient contracter à l'avenir. Il résulte donc que le jugement de séparation de corps, dénué de publicité ne peut être opposé par la femme aux tiers qui ont contracté avec le mari. C'est la solution admise par la Cour de cassation (arrêt du 14 mars 1837) et par la majorité des auteurs (2).

La séparation de corps peut cesser par la réconciliation survenue entre les époux; la capacité de la

(1) Cassat., 28 avril 1879; S., 81, I, 169; P., 81, I, 146; D., 79, I, 30.

(2) DALLOZ, v. *Contrat de mariage*, n° 1792; — DURANTON, t. II, n° 611; — DEMOLOMBE, n° 494.

femme est modifiée pour l'avenir et réglée par les dispositions de l'art. 1449 (art. 311, § 4, Code civ.). Cette modification n'est opposable aux tiers que si la reprise de la vie commune a été constatée par acte passé devant notaire avec minute, dont un extrait doit être affiché dans la forme indiquée dans l'art. 1445, et de plus par la mention en marge : 1° de l'acte de mariage; 2° du jugement ou de l'arrêt qui a prononcé la séparation, et enfin par la publication en extrait dans l'un des journaux du département recevant les publications légales. Le législateur a pensé avec raison qu'il y aurait eu un danger considérable pour les tiers à ce que le régime antérieur leur fût opposable sans que le fait de son rétablissement fût porté à leur connaissance (1).

(1) COCAT, thèse, p. 32.

APPENDICE

De la publicité de certains faits intéressant l'état et la capacité des commerçants

Si en droit civil nous n'avons pas trouvé un ensemble de mesures bien appropriées pour constater et publier les faits intéressant l'état et la capacité des personnes, nous n'en trouverons pas plus en droit commercial en ce qui concerne les commerçants. Cependant ici, le besoin de publicité se faisait particulièrement sentir ; la qualité de commerçant faisant à celui auquel elle s'applique une situation exceptionnelle et toute de faveur, il convenait que cette qualité même fût publiée et rendue notoire.

Certaines législations étrangères l'ont bien compris, notamment la législation suisse et la législation allemande, où fonctionne avec succès l'institution du registre de commerce, source précieuse de renseignements à laquelle il est toujours très aisé de recourir. Rien ne semblerait s'opposer à l'établissement en France d'un pareil registre, qui n'apporterait aucune entrave à la liberté du commerce, et n'entraînerait aucune mesure inquisitoriale à l'encontre des commerçants.

Quoi qu'il en soit, le législateur français n'a pas cru devoir prendre les mesures nécessaires pour qu'on puisse connaître d'un seul coup d'œil jeté sur

un registre les faits de la vie juridique et économique d'un commerçant. Il a jugé suffisant de publier certains faits (divorce, séparation de corps, séparation de biens, régime matrimonial), et certaines incapacités (celle du mineur et de la femme mariée) ou mieux de nous dire dans quels cas ces incapacités peuvent être levées.

I. — *De l'incapacité du mineur et de la femme mariée*

A. — Du mineur

Le Code de commerce s'occupe du mineur, non pour dire qu'il est incapable de faire le commerce, ce qui va de soi, mais pour nous faire savoir quand et à quelles conditions il peut devenir commerçant.

C'est l'article 2 du Code de com. qui donne la solution : « Tout mineur émancipé de l'un ou l'autre
« sexe, âgé de dix-huit ans accomplis, qui voudra
« profiter de la faculté que lui accorde l'article 487
« du Code civil de faire le commerce, ne pourra en
« commencer les opérations, ni être réputé majeur,
« quant aux engagements par lui contractés pour
« faits de commerce : 1° s'il n'a été préalablement au-
« torisé par son père ou par sa mère, ou à défaut
« du père et de la mère, par une délibération du
« conseil de famille homologuée par le Tribunal
« civil ; 2° si, en outre, l'acte d'autorisation n'a été
« enregistré et affiché au Tribunal de commerce du
« lieu où le mineur veut établir son domicile ». En résumé, quatre conditions sont exigées pour que le mineur puisse faire le commerce : 1° l'émancipation ;

2° l'âge requis (18 ans); 3° une autorisation expresse; 4° la publicité de cette autorisation. De ces conditions nous ne retiendrons que les deux dernières ayant trait plus spécialement à la matière que nous traitons.

Le mineur doit être autorisé; bien que la loi ne dise pas dans quelle forme cette autorisation doit être donnée, il est certain qu'elle doit être expresse et écrite puisque la publicité en est exigée.

La publicité résulte ici de la transcription de l'acte d'autorisation sur un registre spécial tenu au greffe du Tribunal de commerce, et de l'affichage d'un extrait dans l'auditoire du Tribunal de commerce. On atteste ainsi aux tiers la capacité du mineur et on le dispense de l'obligation d'en justifier.

Cette publicité n'est cependant pas faite dans l'intérêt des tiers qui ne sont pas admis à se plaindre de ce qu'elle n'a pas eu lieu; elle est dans l'intérêt exclusif du mineur qui, seul, peut se prévaloir de son absence(1).

Pendant combien de temps doit rester l'affiche? la loi ne le dit pas. On applique d'ordinaire par analogie l'art. 872 du Code proc. civ. d'après lequel l'affiche de l'extrait des jugements de séparation de biens doit rester apposée pendant un an.

Les formalités de publicité doivent précéder le moment où le mineur fait le commerce. Aucune disposition légale n'accorde un délai pour les remplir,

(1) LYON, CAEN et RENAULT, *Traité de Droit commercial*, p. 205.
— Paris, 1889.

comme le fait la loi quand il s'agit des formalités de publicité relatives aux sociétés de commerce (art. 55 et suiv. Code de Com.; loi du 24 juillet 1867). En conséquence, le mineur qui aurait fait des actes de commerce après que l'autorisation lui a été accordée, mais avant qu'elle eût été publiée, pourrait soutenir qu'il n'était pas légalement commerçant quand il les a faits.

On a annoncé au public que le mineur était capable de faire le commerce, quand il cessera d'avoir cette capacité (cas de retrait d'émancipation), va-t-on avertir les tiers ? La loi commerciale n'ayant édicté aucune règle de publicité à ce sujet, les tribunaux auront à examiner en fait si les tiers qui ont traité avec le mineur depuis le retrait de capacité ont eu ou non connaissance de ce retrait. On fera bien de recourir ici aux mesures ordinaires de publicité, notamment à des insertions dans les journaux; il ne résultera cependant de là qu'une simple présomption de fait dont les tribunaux tiendront compte suivant les circonstances.

B. — De la femme mariée

Pour l'exercice du commerce, il n'y a aucune incapacité tenant au sexe : les filles et les veuves majeures sont pleinement capables au point de vue commercial comme au point de vue civil ; elles peuvent donc faire le commerce.

Il n'en est pas de même de la femme mariée qui, au point de vue civil, a besoin de l'autorisation mari-

taille pour les différents actes juridiques qu'elle veut faire. Cette autorisation résulte, on le sait, soit du concours du mari à l'opération, soit d'un acte écrit. Dans certains cas, l'autorisation de justice peut suppléer à celle du mari (art. 215, 217, 218, 223 Code civ.).

Ces règles s'appliquent purement et simplement au cas où une femme mariée veut faire des actes de commerce isolés ; le Code de commerce ne s'est pas occupé de cette question, le droit commun suffit. Il n'a prévu que le cas où une femme mariée devient marchande publique, et encore là, en ce qui concerne l'autorisation maritale n'a-t-il édicté que des dispositions très incomplètes.

Le seul texte du Code de commerce sur ce point est l'article 4 ainsi conçu : « La femme ne peut être marchande publique sans le consentement de son mari ». Cet article n'indiquant pas en quelle forme le consentement doit être donné, et étant muet sur la question de publicité, il y a lieu de conclure que ce consentement peut être exprès ou tacite et résulter par exemple de ce que la femme fait le commerce au nom de son mari.

II. — *Publicité des jugements de séparation de biens, de séparation de corps, de divorce, du régime matrimonial des commerçants.*

Pour la publicité des jugements de séparation de biens, de séparation de corps et de divorce, nous renvoyons aux explications que nous avons précédem-

ment données, — les mêmes formalités étant requises, quelle que soit la qualité des personnes qui se séparent ou qui divorcent.

Nous ne traiterons ici que de la publicité du régime matrimonial des commerçants (1).

L'objet de la publicité du régime, ses formes sont dans tous les cas les mêmes; mais au point de vue soit des personnes chargées d'accomplir les formalités de publicité, soit de la sanction de cette obligation, soit des régimes matrimoniaux pour lesquels la publicité est nécessaire, le Code distingue selon que les époux (ou l'un d'eux) étaient déjà commerçants lors de la célébration de leur mariage ou ne le sont devenus que postérieurement. Ce qui doit être rendu public, c'est exclusivement le régime auquel les époux se sont soumis. A cet effet, un extrait contenant seulement l'indication du régime doit être transmis aux greffes du Tribunal de commerce et du Tribunal civil pour être affiché pendant un an dans l'auditoire sur un tableau à ce destiné. S'il n'y a pas de Tribunal de commerce, cet extrait doit être affiché dans la principale salle de la maison commune du domicile du mari. Pareil extrait doit en outre être inséré au tableau exposé dans les Chambres d'avoués et de notaires (art. 67, 68 Code de com., art. 872 Code proc. civ.).

Ces formalités doivent être accomplies dans l'arrondissement du lieu où le commerce est exercé, quel

(1) Lyon, CAEN et RENAULT, *Traité de Droit commercial*, p. 292 et suiv.

que soit le lieu dans lequel le contrat de mariage a été dressé. La loi ne le dit pas expressément, mais cela va de soi : autrement le but de publicité que le législateur a eu en vue, ne serait pas atteint.

Si les époux (ou l'un d'eux) sont commerçants lors de la célébration du mariage, la loi charge le notaire qui a reçu le contrat de faire aux greffes et aux Chambres des avoués et des notaires les dépôts d'extraits (art. 68 Code de com.). Ces dépôts doivent être effectués dans le mois du contrat (art. 67 Code de com.).

Si, au contraire, les époux (ou l'un d'eux) deviennent commerçants pendant la durée du mariage, ce n'est plus alors le notaire qui est chargé de déposer un extrait du contrat de mariage; il peut ignorer qu'un des conjoints est devenu commerçant. C'est l'époux lui-même qui doit remplir cette formalité dans le mois à partir du jour où il a ouvert son commerce (art. 69 Code de com.).

Il y a lieu toutefois de constater que la publicité n'est prescrite expressément que quand les époux sont mariés sous le régime dotal ou sous celui de la séparation de biens (1) (art. 67 Code de com.). Et

(1) Cette disposition restrictive se justifie aisément quand les époux sont mariés sous le régime de la communauté légale ou sous un régime extensif de cette communauté; la publicité les intéresse seuls, aussi la loi n'avait pas besoin de la leur prescrire. Toutefois, pour se conformer à l'esprit du législateur, il aurait fallu encore exiger la publicité du contrat de mariage sous les régimes restrictifs de la communauté légale, tels que le régime de la communauté réduite aux acquêts.

encore a-t-il été jugé par la Cour d'appel de Paris le 16 mars 1821 et le 10 décembre 1822 (1), que l'insertion des extraits aux tableaux des Chambres des notaires et des avoués, n'est exigée qu'autant qu'il y a de ces Chambres au lieu même du domicile du mari, et que dans le cas contraire, — qui n'est pas le moins fréquent, — la formalité cesse d'être obligatoire.

Les dispositions que nous venons de signaler ont une utilité moindre depuis la loi du 10 juillet 1850 et celle du 17 mars 1897. La première a organisé une publicité applicable à tous les contrats de mariage, quelle que soit la profession des époux ; la seconde a complété les dispositions de la première en prescrivant la mention de la célébration du mariage en marge de l'acte de naissance des époux. Ces deux lois, malgré leur généralité, n'en n'ont pas moins laissé subsister les dispositions du Code de commerce, *generalia non derogant specialibus*.

III. — De la publicité à l'égard des personnes morales

Les associations, les sociétés (2) sont en général des personnes morales. Elles ont alors une personnalité distincte de celle de chacun des associés et aussi une vie indépendante dans laquelle on peut retrouver les principaux faits qui marquent les diffé-

(1) SIREY, an. 1822-1824, p. 172.

(2) Les deux mots association et société sont synonymes. L'usage seul indique lequel des deux doit, dans telle circonstance, être employé plutôt que l'autre. — Lyon, CAEN, *Droit commercial*, t. II, p. 2.

rentes étapes de la vie des individus : naissance (constitution de la société, de l'association), mariage (fusion de la société, de l'association avec d'autres), décès (dissolution, liquidation de la société, de l'association).

Les sociétés de commerce qui sont les seules dont nous ayons à parler (1), ont avec le public des rapports continuels. Il est donc nécessaire que leur création soit notifiée à tous ceux qui peuvent entrer en relations avec elles, de sorte qu'ils puissent être renseignés sur leur organisation, leur mode de fonctionnement, leur durée et même, si possible, sur leur situation. C'est là le but des formalités de publicité édictées par le législateur, formalités auxquelles il attache la plus grande importance, puisqu'il les prescrit à peine de nullité.

Ces formalités sont énumérées par les articles 42 à 46 du Code de commerce; elles ont été toutefois notablement modifiées par la loi du 24 juillet 1867 (art. 55 et suiv.), qui les a simplifiées, rendues plus efficaces, moins onéreuses, et ramenées à un système unique, applicable, avec quelques légères différences de détail, à toutes les sociétés commerciales (2).

Les formalités de publicité et les conséquences de leur inobservation sont, en principe, les mêmes pour les sociétés en nom collectif et les autres sociétés commerciales. Pour les sociétés par actions, il y a

(1) Aucune publicité n'est requise pour les sociétés civiles.

(2) Avant la loi du 24 juillet 1867, les sociétés anonymes étaient soumises à une publicité toute spéciale (art. 45 du Code de com. aujourd'hui abrogé).

en outre quelques formalités additionnelles; cela vient de ce qu'elles intéressent un plus grand nombre de personnes, par cela même que le personnel des associés y change fréquemment.

Les formalités de publicité applicables à toutes les sociétés sont au nombre de trois : 1^o le dépôt au greffe du Tribunal de commerce du siège social d'un extrait de l'acte de société; 2^o l'affichage de cet extrait, pendant trois mois, dans la salle d'audience du Tribunal de commerce; 3^o sa publication dans les journaux recevant les annonces légales.

Dans le mois de la constitution de la Société, un double de l'acte de société, s'il est sous seing privé, ou une expédition s'il est authentique, doit être déposé au greffe de la justice de paix et du Tribunal de commerce (art. 55 de la loi de 1867).

C'est la constatation officielle et la publication de la naissance de la Société.

La loi de 1867 a substitué le dépôt de l'acte entier au dépôt d'un simple extrait. Elle exige un double dépôt au greffe du Tribunal de commerce au lieu du simple dépôt prescrit par l'article 42 du Code de com. : on met ainsi les actes de société plus à la portée des intéressés.

Toute personne a le droit de prendre communication des pièces déposées et même de s'en faire délivrer à ses frais expédition ou extrait par le greffier (1).

(2) Ce droit de prendre communication ne peut toutefois être exercé que s'il s'agit d'une société en commandite par actions ou d'une société anonyme (art. 63 de la loi du 24 juillet 1867.)

Dans le même délai d'un mois, un extrait de l'acte de société doit être publié dans l'un des journaux d'annonces légales (loi de 1867, art. 56, 1^{er} alinéa). Il est justifié de l'insertion par un exemplaire du journal certifié par l'imprimeur, légalisé par le maire et enregistré dans les trois mois de sa date (art. 56, al. 2).

Si la Société a plusieurs maisons de commerce situées dans divers arrondissements, la publication doit avoir lieu dans chacun des arrondissements où existent ces maisons.

La loi du 24 juillet 1867, comme le Code de commerce, ne s'est pas bornée à prescrire la publication d'un extrait dans les journaux; elle indique encore les énonciations que cet extrait doit contenir (art. 57 et 58). Ces énonciations diffèrent quelque peu, selon la nature de la société. D'après les articles 57 et 58, quand la société est en nom collectif, l'extrait mentionne les noms des associés, la raison de commerce ou la raison sociale, le siège social, la désignation des associés autorisés à gérer, administrer et signer pour la société, l'indication du capital social, l'époque où la société commence et celle où elle finit et enfin la date du dépôt.

Le but de la loi serait manqué si l'acte de société seul était soumis à la publicité, à l'exclusion des modifications qui peuvent être apportées aux statuts et des changements qui peuvent se produire parmi les associés. Aussi, d'après le Code de commerce (art. 44), les formalités de publicité applicables à l'acte de société, l'étaient aussi à certaines modifica-

tions apportées aux statuts ainsi qu'aux changements survenus parmi les associés. La loi du 24 juillet 1867 (art. 61) a consacré la même règle.

Il importe toutefois de distinguer entre deux formalités de publicité prescrites par la loi, le dépôt au greffe et l'insertion d'un extrait dans les journaux.

Pour le dépôt, il paraît logique que, par cela même que maintenant on exige le dépôt de l'acte de société entier au greffe, il y ait lieu également au dépôt des actes modificatifs des statuts. Mais il ne saurait en être de même de la publication par voie d'insertion dans les journaux. Tout acte modificatif des statuts ne doit pas être ainsi rendu public. Comme on admet (1) que les clauses à insérer dans l'extrait sont celles qui intéressent les tiers, ce ne seront que les modifications à ces clauses qui pourront faire l'objet de publicité.

Quelle appréciation peut-on porter sur toutes ces formalités de publicité? Donnent-elles le résultat désiré? Il est permis d'en douter. La publicité par voie d'insertion d'un extrait dans les journaux ne peut être considérée comme sérieuse. A Paris, l'extrait peut être publié dans un des nombreux journaux désignés pour recevoir les annonces légales ou judiciaires. Dans les départements, les intéressés ont le choix entre tous les journaux de l'arrondissement. Il est bien difficile de retrouver après un certain temps le journal dans lequel l'insertion a eu lieu.

(1) LYON, CAEN et RENAULT, *Droit commercial*, p. 145.

De plus, la loi ne prescrivant pas de publier les actes portant modification des statuts ou les changements d'associés dans le même journal que l'acte de société, ces deux faits pourront avoir été publiés par des journaux différents. Les recherches seront par là même plus difficiles : celui qui connaît le journal où a été publié l'extrait de l'acte de société, ne connaît pas, par cela même, le journal où les actes modificatifs ont été rendus publics.

En ce qui concerne spécialement les sociétés en nom collectif, il y a lieu de constater que la formalité du dépôt n'est d'aucune utilité, puisque la loi n'a pas imposé aux greffiers l'obligation de délivrer une expédition ou un extrait de l'acte de société déposé (art. 63 de la loi de 1867).

DEUXIÈME PARTIE

Étude des législations étrangères

Les législations étrangères ne sont guère en progrès sur la nôtre au point de vue de la publicité des faits intéressant l'état et la capacité des personnes. Chez aucune un système complet et rationnel n'est établi; la plupart même semblent avoir complètement ignoré l'utilité qu'il peut y avoir à constater et publier les faits intéressant de l'état et la capacité d'un individu pour ne songer qu'à perfectionner l'institution de l'état-civil. Néanmoins, comme on trouve çà et là quelques monuments curieux à étudier et fertiles renseignements, nous passerons en revue les principales législations pour essayer d'en tirer les matériaux avec lesquels nous établirons le système de publicité que nous proposerons dans la troisième partie de cette étude.

CHAPITRE PREMIER

Angleterre

La première législation offrant une grande originalité et une œuvre cohérente de constatation officielle et de publicité des actes de l'état-civil est la législation anglaise. Le critérium de son institution, — qui est plutôt une institution de statistique qu'une institution purement civile, — est la concentration, la centralisation à Londres, dans les mêmes mains, dans les mains du « *registrar general* », de tout l'état-civil de l'Angleterre. Cette centralisation n'a pas été obtenue d'une seule fois; il a fallu plusieurs siècles pour la faire admettre et lutter contre le clergé anglican qui se refusait obstinément à toute innovation.

Les ministres de l'église anglicane, comme le clergé catholique dans les premiers temps de la France, tenaient seuls autrefois les registres des baptêmes, bénédictions nuptiales, enterrements. Cette tenue de registre laissait bien à désirer et constituait une véritable oppression pour ceux appartenant à un autre culte que le culte anglican. Aussi sous le règne de Guillaume IV, on se décida à organiser des registres de l'état-civil et à remettre le soin de leur tenue à un corps de fonctionnaires laïques spéciaux placés sous le contrôle du pouvoir civil. Mais l'act du 17 août 1836 n'osa pas rendre obligatoire l'inscription sur

ces nouveaux registres, et de fait, on pouvait s'abs-
tenir de faire une déclaration; seul, le refus de
répondre aux questions du « *registrar* » (officier d'état-
civil placé à la tête d'une sorte d'arrondissement appelé
sous-district) était puni. En ce qui concerne l'acte de
naissance, il y avait ceci de particulier, c'est que six
mois après la naissance, le « *registrar* » ne pouvait
plus inscrire de déclaration sous aucun prétexte.
Quant aux décès, le « *registrar* » avait mission de s'en
enquérir, mais personne n'était tenu de le prévenir
et l'inscription pouvait avoir lieu à toute époque.

Cette législation était manifestement insuffisante;
l'act du 7 août 1874 vint combler les lacunes révé-
lées par l'expérience, adopta pour principe fondamen-
tal la déclaration obligatoire et réorganisa complète-
ment l'institution de l'état civil.

De par cet act le « *registrar* », pour les naissances et
les décès, n'a plus qu'un délai de trois mois pour
faire la mention de ceux de ces faits qui se sont pro-
duits dans son sous-district. Passé ce délai, il ne peut
plus faire d'inscription qu'après avoir mis les per-
sonnes tenues de faire la déclaration en demeure de
fournir au « *superintendant registrar* », (inspecteur
placé à la tête de chaque district, qui a, entre autres
missions, celle de poursuivre en justice toute personne
coupable d'infraction à la loi de 1874), les éléments
de l'acte à dresser, qui est alors signé par les deux
fonctionnaires. Douze mois après la naissance et le
décès, le « *registrar* » ne peut plus dresser d'actes qu'en
vertu d'une autorisation écrite du « *registrar gene-
ral* ».

Quant aux mariages, quel que soit le mode de leur célébration, — que la cérémonie ait eu lieu dans une église anglicane, dans un bureau du « *registrar* » ou suivant des rites spéciaux, — ils doivent toujours être constatés par une inscription sur des registres *ad hoc*, tenus soit par l'ecclésiastique, soit par le « *registrar* » compétent.

Les limites territoriales de chaque sous-district (1) à la tête duquel se trouve un « *registrar* » sont fixées par le « *registrar general* » suivant les besoins et sur la sanction du « *Local government Board* ». Chaque « *registrar* » peut, s'il le juge à propos, avoir plusieurs bureaux dans sa circonscription. Le « *registrar general* » fournit à tous les officiers sous ses ordres les modèles des tables alphabétiques des registres ; chaque « *superintendent registrar* » fait dresser les tables d'état civil de son district et les conserve.

Inscrits dans les délais légaux sur les divers registres du « *registrar* », les actes de naissance, mariage et décès, sont envoyés tous les trois mois au « *superintendent registrar* » qui les fait parvenir au « *registrar general* » de Londres. C'est dans les bureaux de ce dernier fonctionnaire, au « *Sommerthouse* », qu'on procède au dépouillement de tous les actes reçus et que l'on classe alphabétiquement les feuilles. On imprime ensuite à huit exemplaires un index de tous les actes dressés pendant le trimestre et chacun de ces exemplaires est ensuite déposé dans un endroit distinct

(1) *Ann. lég. étrang.*, 1874, p. 50.

afin d'éviter, dans la limite du possible, toute chance de perte ou de destruction.

Toute personne peut se présenter chaque jour non férié au « *Sommerthouse* » et se faire délivrer les renseignements qu'elle désire obtenir.

Si les recherches n'exigent que la consultation des quatre registres trimestriels, on ne paie qu'une rétribution d'un shilling ; pour toute année supplémentaire on doit six pence en plus. Chacun a le droit d'obtenir immédiatement la délivrance d'une copie légalisée de tous les actes qu'il demande.

Tout cela se fait très promptement et très commodément : en quelques instants on peut savoir si un citoyen anglais est marié ou veuf, s'il vit encore et l'on a en même temps l'indication des lieux et date des événements que l'on veut connaître.

Quelque service que puisse rendre cette institution, si remarquable que soit la coordination de tous ses rouages, on ne peut s'empêcher de la trouver compliquée et nécessitant un personnel trop nombreux. Et cependant, malgré son vaste champ d'application, elle est encore remplie d'imperfections et de lacunes ; elle ne s'occupe que des actes de l'état civil et délaisse complètement les faits intéressant la capacité d'un individu qu'il y aura intérêt à mentionner.

En Irlande, fonctionne un système semblable à celui dont nous venons d'analyser les éléments. Il est établi par l'act du 20 avril 1868 modifié par la loi du 2 août 1880 (1).

(1) *Ann. lég. étrang.*, 1875, p. 215.

CHAPITRE II

Italie

Dans la législation italienne, au point de vue de la publicité des faits intéressant l'état et la capacité des personnes, on peut signaler comme institution remarquable, celle du registre de tutelle.

Ce registre est tenu dans chaque préture (art. 343 à 349); tout tuteur, lors de sa nomination, doit y faire inscrire sa tutelle dans les quinze jours de son entrée en fonctions. Les membres du conseil de famille doivent veiller à cette inscription; le préteur peut lui-même l'ordonner d'office. La tutelle légale des père et mère est toutefois dispensée d'inscription.

Un chapitre spécial du registre est réservé à chaque tutelle et contient tous renseignements utiles à connaître sur le tuteur, le mineur, les membres du conseil de famille ou de tutelle, l'ouverture de la tutelle, la délibération, etc. Pour chaque tutelle, il doit en outre être tenu note sur le registre des états annuels de l'administration du tuteur et de leur résultat.

En cas de changement du siège de la tutelle, le tuteur doit faire une déclaration sur le registre de la préture qu'il abandonne et requérir l'inscription sur celui de la préture où la tutelle est transférée.

Le préteur surveille la tenue des registres et fait

à la fin de chaque année un rapport au Procureur du roi en vue d'obtenir l'exécution de la loi.

Le registre de tutelle n'est pas public ; tout le monde ne peut pas le consulter ou en demander des extraits. C'est un grave reproche que l'on peut faire au législateur italien. Il ne peut être consulté que par les membres du conseil de famille et par eux seuls. Il aurait convenu cependant qu'il fût mis à la portée du public afin que chacun pût y puiser les indications dont il aurait eu besoin. Cette très large publicité aurait eu pour effet de le rendre opposable aux tiers et de permettre au tuteur d'y puiser la justification à l'égard de tous des pouvoirs qui lui ont été conférés.

CHAPITRE III

Espagne

En Espagne comme en Angleterre, les lois qui régissent l'état des personnes et les actes s'y rattachant, sont de date récente. La loi fondamentale espagnole, en matière d'état civil, est du 17 juin 1870 (1). Elle crée un ensemble de registres destinés à constater authentiquement l'état naturel civil et politique des personnes et à conserver le souvenir des circonstances modifiant la situation domestique d'un individu, ses relations de famille et ses rapports avec l'État (2).

Aucune particularité à signaler sur les registres de l'état-civil, qui sont à peu près semblables aux nôtres. Ils sont toutefois divisés en quatre sections, naissance, mariage, décès, nationalité; dans la section réservée au mariage, on inscrit les mariages, célébrés en quelque lieu que ce soit, de personnes dont l'une au moins a son domicile en Espagne.

Il existe en Espagne un registre de tutelle établi sur les mêmes bases que celui que nous allons rencontrer dans la législation portugaise à l'étude de laquelle nous arrivons.

(1) FUZIER-HERMANN, *Répertoire du Droit français*. (V. *Actes de l'état civil*, p. 63.)

(2) En Espagne, la tenue des registres est confiée non à des fonctionnaires de l'ordre administratif, mais à des fonctionnaires de l'ordre judiciaire.

CHAPITRE IV

Portugal

En Portugal, il y a quatre registres de l'état-civil : naissance, mariage, décès, reconnaissance et légitimation (1).

Ce dernier registre reçoit toutes les mentions d'actes ou de faits pouvant intéresser le légitimé ou le reconnu et ses parents ; pour faciliter les recherches, on y indique sommairement les pièces justificatives de reconnaissance ou de légitimation.

Reconnaissance et légitimation peuvent en outre être inscrites en marge de l'acte de naissance du légitimé ou du reconnu, mais seulement à la suite d'une ordonnance du juge (art. 38 C. Port.).

Les actes de l'état-civil (art. 18) rédigés hors du domicile des parties intéressées peuvent, sur leur requête, être transcrits sur les registres de leur domicile sur la foi de certificats délivrés par les administrations compétentes. Grâce à cette disposition, les actes de l'état-civil se trouvent portés à la connaissance d'un plus grand nombre de personnes.

Enfin le Portugal possède un registre de tutelle établi par la loi du 1^{er} juillet 1867 (2). Les feuilles

(1) *Ann. lég. étrang.*, 1878, p. 423.

(2) *Code civil portugais*, LANEYRIE et DUBOIS, p. 108.

de ce registre (art. 301) sont divisées en colonnes ou cases dans lesquelles on indique :

1° La filiation, l'âge, le domicile du mineur ou de l'interdit ;

2° L'importance de son patrimoine ;

3° Le nom, la profession, l'âge, l'état et le domicile du tuteur ; s'il est testamentaire légal ou datif ;

4° Si le tuteur est grevé d'hypothèque ou s'il a fourni d'autres sûretés ;

5° Les dates du commencement et de la fin de la gestion du tuteur ;

6° La date des comptes qu'il a rendus, s'il y a un reliquat et lequel.

Le registre est accompagné d'une table alphabétique du nom des tuteurs et des pupilles (art. 302).

Le jugement d'interdiction est inscrit sur le registre de tutelle du domicile de l'interdit et publié par extrait (art. 319). Il en est de même pour le jugement nommant un curateur au prodigue (art. 344).

CHAPITRE V

Belgique

La Belgique, au point de vue de la publicité personnelle, présente un système de publicité qui, pour n'être pas très juridique, n'en est pas moins très ingénieux et très fertile en renseignements.

Il consiste en un registre dit « registre de la population », tenu par chaque administration communale même la plus humble et sur lequel se trouve reporté tout ce qui peut intéresser les tiers concernant un même individu et sa famille. Le tableau ci-contre fera mieux comprendre que des observations abstraites les renseignements que peut fournir le registre de la population.

(MODÈLE N° 1)

Hameau ou village, etc. : *Le Coron*. Section du quartier, faubourg, rue ou chemin, place

PERSONNES composant le ménage PRÉSENTES ou temporairement absentes		NAISSANCE	ÉTAT CIVIL	PROFESSION ou CONDITION	ENTRÉE		
(Inscrire successivement : le chef de ménage, sa femme, ses enfants par rang d'âge, les parents et autres personnes vivant habituellement avec lui, puis, plus bas, les domestiques et ouvriers à demeure).		(Indiquer le lieu puis la date)	(Se dispenser de désigner l'état de célibataire. Indiquer la date de changements d'état civil survenus par mariage, divorce ou veuvage, par légitimation, reconnaissance ou adoption).	(Désigner d'abord la profession ou condition principale. Spécifier clairement le genre de commerce, d'industrie, de métier ou de fonction. Indiquer si l'on est maître ou ouvrier).	RÉSIDENCE précédente ou NAISSANCE	DATE de l'inscription — (Déclaration d'entrée dans la commune ou naissance)	
LITTÈRE ET NUMÉRO	NOM DE FAMILLE répété en toutes lettres pour chaque personne (Indiquer la parenté avec le chef de ménage).	PRÉNOMS en toutes lettres (Indiquer le sexe quand les prénoms ne le désignent pas clairement).	4	5	6	7	8
A 1	Frison	Pierre-Joseph	Loupoigne 7 janv. 1798	Époux du n° 2 Veuf 3 mars 1868	Maître tailleur Cabaretier	Mons (Hain)	3 juillet 1868
2	Taulet	Marie-Jeanne	Arlon déc. 1801	Épouse du n° 1			
3	Dubois, gendre	Nicolas	Valenciennes (France) 11 mai 1824	Veuf de Frison (Thérèse)	Ouvrier tailleur	Mons (Hain)	2 février 1868
4	Dubois petit-fils	Jean-Pierre-Louis	Hautrage 3 août 1850	Légitimé le 14 oct. 1850		Né	3 août 1850

: *Sentier des Haies*. Numéro de la maison : 10. Nom de la maison : *La Tourette*

SÉJOUR				SORTIE			OBSERVATIONS	HABITANTS	
MILIEU légal en formité des les 402 et ivants du e civil 9 e	Seconde RÉSIDENTE des personnes qui habitent alternative- ment 2 communes .40	DEMEURES SUCCESSIVES dans la commune		RÉSIDENTE subséquente ou DÉCÈS (Indiquer la cause du décès par le n° employé dans l'instruction ministérielle du 19 septembre 1866).	DATE de la déclaration de la sortie de la commune 14	DATE de la radiation (Déclaration d'entrée dans la résidence subséquente ou décès). 15		(Indiquer, en citant le n° de la 1 ^{re} colonne, auquel des membres du ménage s'applique l'observation). 16	Folio ancien
		Folio nouveau	DATE du change- ment				17		18
utrage		214 B	22 déc. 1869					423 A	3 janv. 1869
				décédée (15)		3 mars 1868			
				Bruxelles	19 août 1868	12 sept. 1869	3. Né d'un père belge con- damné le 18 août 1866 à un an de prison pour vol.		
				décédé (87)		21 août 1868			

Ce registre, qui à première vue, semble-fonctionner dans le seul but de constatation de la population, rend cependant d'immenses services au point de vue civil. Veut-on savoir, par exemple, si tel individu est marié, s'il est séparé de corps, s'il a adopté un enfant, s'il est décédé, connaissant son dernier domicile, on s'adressera directement à la commune qu'il habite ou habitait en dernier lieu, et le registre de la population fournira tous les renseignements désirables,

Il existe en outre en Belgique et depuis longtemps le livret de famille dont les avantages sont des plus appréciables (1). C'est une sorte de petit registre dont chaque famille a la garde et où se trouvent groupées les indications des actes les plus importants intéressant les membres d'une famille. Il constitue en quelque sorte un troisième dépôt des actes de l'état-civil confié aux intéressés et serait une source précieuse de renseignements au cas où les registres viendraient à être détruits. Par son usage facile et presque journalier on peut le considérer comme un véritable registre de publicité.

(1) L'usage du livret de famille a été vivement recommandé en France par une circulaire de M. Jules Simon du 18 mars 1877.

CHAPITRE VI

Allemagne

Avec la législation allemande, nous allons trouver une œuvre cohérente de publicité, un ensemble de dispositions dont la plupart, très récentes, paraissent édictées par l'expérience et être empreintes d'une profonde sagesse. Il y a en Allemagne comme une vaste chaîne de publicité qui s'étend sur tout le droit et dont les anneaux sont autant de signes révélateurs des événements juridiques que les tiers peuvent avoir intérêt à connaître. Il y a cependant bien des lacunes dans cette œuvre, bien des anneaux à ajouter à cette chaîne pour qu'elle puisse être considérée comme parfaite. Ainsi on ne trouve aucune trace de publicité pour l'incapacité résultant de l'insanité d'esprit, ni pour celle résultant de la prodigalité. Nous allons néanmoins étudier, avec soin, les principaux monuments de cette législation, dont quelques-uns sont très remarquables.

C'est d'abord le registre des associations qui vient ouvrir la série des mesures prises par le législateur allemand. Ce registre est tenu dans chaque bailliage ; l'inscription qui y est faite et qui est la base (1) de

(1) Dans les projets français d'une loi sur les associations, la publicité par inscription est aussi la base principale du système préconisé.

l'institution, confère à toute association, dont le but n'est pas économique, la personnalité juridique. Différentes mentions assurent l'efficacité et déterminent la publicité de l'inscription; ces mentions sont faites d'après les dispositions contenues dans les statuts et dans les titres relatifs à la constitution et à la direction de la Société, dont la production (original et copie pour les statuts, copie seulement pour les autres titres) est exigée du déclarant. L'article 51 du Code civil allemand du 8 août 1896, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1900, prévoit et énumère les renseignements qui devront être puisés dans les statuts, tels que date de l'entrée des membres, quantum des contributions à fournir par eux, conditions et formes de la convocation de l'assemblée générale, etc., etc. La vie juridique de l'association vient se refléter tout entière sur ce registre qui contient tout ce que les tiers peuvent avoir intérêt à connaître, tout ce qui peut leur nuire ou leur profiter.

L'utilité pratique du registre des associations est incontestable; grâce à lui, aucune modification ne passe inaperçue; grâce à lui, tout ce qui touche à l'organisation et au fonctionnement de l'association, devient opposable aux tiers. Toutes facilités sont données à quiconque veut se renseigner; tout le monde peut prendre connaissance du registre et en demande une copie.

A côté du registre des associations, on trouve en Allemagne un registre spécial, le registre du commerce, auquel le législateur allemand attache la plus grande importance et réserve de nombreuses dispo-

sitions. M. R. de la Grasserie, pénétré du rôle prépondérant que peut jouer ce registre, va jusqu'à le considérer, si son usage était étendu aux non-commerçants, comme le type du registre civil de l'avenir (1).

D'après le Code de commerce allemand, toute personne qui fait le commerce a nécessairement un nom sous lequel elle exerce sa profession, qui constitue sa signature commerciale, qu'elle met sur ses enseignes, ses lettres, ses factures, et, en général, sur tous les documents qui émanent d'elle (art. 15). Ce nom, appelé *firma*, doit être, en principe, le nom de famille du commerçant (art. 16). Il n'y a d'exception à cette règle que pour celui qui a acquis un fonds de commerce; il peut, du consentement de son prédécesseur, exercer le commerce sous le nom de ce dernier (art. 12). Tout commerçant doit, quand il s'établit, faire enregistrer son nom commercial au greffe du Tribunal du lieu où il exercera sa profession. Cet enregistrement se fait sur un registre appelé *Handelsregister*, c'est-à-dire registre du commerce ou des commerçants. Il est tenu par un greffier sous la surveillance soit de l'*Amtsgericht*, sorte de justice de paix, soit du *Landgericht*, tribunal civil, selon les lois particulières des divers États.

Du jour de l'inscription, le fonds de commerce a son acte de naissance; il acquiert pour ainsi dire une existence détachée et devient un objet personnifié ayant son patrimoine propre.

(1) *Revue générale du Droit*, 1898, XXII, p. 228.

A chaque commerçant dont le nom est inscrit sur ce registre, un compte est ouvert sur une page spéciale appelée à conserver le souvenir des principaux faits de sa vie.

Les sociétés de commerce sont également inscrites sur le registre de commerce avec les principales clauses des statuts. Mais il y a d'ordinaire deux registres distincts, l'un consacré aux individus commerçants, l'autre destiné aux sociétés commerciales.

Toutes les mentions portées sur le registre de commerce sont soumises à la publicité. Cette publicité résulte : 1° de ce que toute personne, sans même avoir besoin de justifier d'un intérêt quelconque, peut demander communication du registre et s'en faire délivrer des extraits; 2° de ce que toute mention portée sur le registre doit être publiée plusieurs fois *in extenso* dans un journal désigné par l'autorité judiciaire (art. 12 et 13 du Code de com. all.).

C'est le greffier qui, dans chaque Tribunal, est chargé de la tenue du registre de commerce et sous le contrôle de ce Tribunal. Il inscrit les noms commerciaux et opère toutes les mentions prévues par la loi sur la réquisition des parties intéressées.

Si nous quittons ces matières qui appartiennent plutôt au droit commercial, pour revenir au droit civil, nous pouvons signaler comme institutions remarquables celle du registre matrimonial et celle du certificat d'héritier.

Ce sont les articles 1558 et suivants du nouveau Code civil, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1900, qui s'occupent du registre matrimonial.

Ce registre est tenu au tribunal de bailliage du domicile du mari et reçoit l'inscription du contrat de mariage qui règle les rapports pécuniaires des époux. Cette inscription a lieu sur requête : dans certains cas, à la requête du mari seul ; dans la plupart, à la requête des deux conjoints. Le Tribunal publie l'inscription par l'insertion dans un journal spécialement désigné à cet effet. Toute modification au contrat (1) reposant sur une décision judiciaire doit faire l'objet d'une mention spéciale sur ce registre, dont chacun peut prendre connaissance ou s'en faire délivrer une expédition.

En matière successorale, il est en France une situation délicate et des plus difficiles à régler, celle de l'héritier apparent. Lorsque quelqu'un veut établir ses droits héréditaires, il n'a d'autres moyens que de faire un inventaire ou de faire dresser par un notaire un acte de notoriété. Ces actes sont établis sans preuves ; aussi, s'ils sont suffisants auprès des administrations, ils ne le sont pas pour rendre le public certain de la qualité de celui qui agit et ne le couvrent pas lorsque l'héritier apparent n'est pas l'héritier réel.

C'est pour parer à tous les inconvénients, à tous les dangers de cette position si critique de l'héritier apparent, que le Code civil allemand de 1896 dans les articles 2353 et suivants a institué le certificat

(1) On inscrit également sur ce registre le refus ou la restriction par le mari du droit donné à sa femme de conduire le ménage, et le retrait d'autorisation pour cette dernière du droit de faire le commerce.

d'héritier, qui est une des meilleures applications du système de publicité de nos voisins d'outre-Rhin. C'est au Tribunal civil de première instance du lieu où la succession s'est ouverte qu'il appartient de le délivrer. Préalablement, ce Tribunal s'entoure de tous renseignements utiles en faisant d'office toute vérification, toutes enquêtes nécessaires et en appelant par une procédure provocatoire tous les héritiers possibles. Ce n'est qu'ensuite qu'il délivre le certificat qui va créer un titre à l'héritier apparent, valider par avance les actes de disposition qu'il pourra faire et permettre aux tiers d'agir avec lui en toute sécurité.

Ce certificat peut être délivré en commun à plusieurs héritiers ; il peut être annulé ou retiré par le Tribunal s'il a été donné par erreur, mais aucun effet rétroactif n'est attaché au retrait.

CHAPITRE VII

Suisse

Des législations étrangères, la moins autonome, la plus disparate au point de vue des institutions, est assurément la législation suisse.

Néanmoins dans certaines matières d'intérêt général, le législateur est parvenu à substituer à des principes locaux plus ou moins étroits et vieillis, des règles générales, égales pour tous, universellement reconnues sur tout le territoire de la Confédération. C'est ainsi qu'en matière d'état des personnes, une loi fédérale du 24 décembre 1874 est venue rompre avec des traditions anciennes, et poser des principes nouveaux, les mêmes pour tous les cantons. Elle n'a toutefois pas produit l'unification complète, car elle a laissé aux autorités cantonales certains pouvoirs d'administration et une certaine liberté pour l'organisation de l'institution de l'état-civil dans les limites de leur territoire (art. 3 de la loi).

LOI DU 24 DÉCEMBRE 1874

I. — *Généralités sur l'état civil*

Aux termes de l'article 3 de la loi, il doit être tenu trois registres d'état-civil : naissance, mariage, décès. En réalité, il y en a six (1), car chaque registre a

(1) MARTIN (ALP.) *Commentaire de la loi fédérale concernant l'état-civil et le mariage du 24 décembre 1874*. — Genève, 1897, t. II.

deux subdivisions en vertu de la disposition contenue dans l'article 5 qui prévoit, outre les registres principaux, une seconde subdivision des registres des naissances, décès et mariages pour les actes provenant d'autres arrondissements d'état-civil (1) de la Suisse ou de l'étranger, et intéressant les habitants ou ressortissants de l'arrondissement. Le règlement du 20 septembre 1881 désigne les deux subdivisions par les lettres A et B; ainsi, pour les naissances, le registre A reçoit les actes de naissance des personnes nées dans l'arrondissement; le registre B est au contraire réservé aux actes de naissance de celles nées hors l'arrondissement, mais dont les parents sont originaires ou habitent cet arrondissement.

Dans chaque cas particulier, il faut donc rechercher en quel endroit habite telle personne ou savoir de quelle commune elle est originaire pour faire l'inscription prescrite.

Les registres étant tenus en double, il y a en définitive douze registres d'état-civil. L'un des doubles de chaque registre reste à la disposition de l'état-civil; l'autre est transmis dans les dix jours à la fin de chaque année à l'autorité désignée pour être déposé et conservé dans les archives (art. 2, al. 2).

Ce qui mérite d'être signalé à propos de la tenue des registres, c'est le système de correspondance et de communication établi entre les divers officiers

(1) Chaque commune forme un arrondissement d'état-civil (art. 2 de la loi).

d'état-civil pour leur permettre de tenir à jour le registre B.

Chaque officier d'état-civil doit, dans la huitaine de la rédaction, envoyer à son collègue du lieu du domicile et du lieu d'origine, les inscriptions des naissances, mariages et décès concernant des personnes ayant domicile (1) ou origine dans un autre arrondissement d'état-civil. Comme conséquence de cette obligation d'envoi, il doit inscrire dans les subdivisions des registres B des naissances, mariages et décès, les mentions que lui communique son collègue d'un autre arrondissement.

Grâce à cette communication d'actes et à la tenue du registre B, il devient aisé de se renseigner sur l'état d'une personne dont on connaît le domicile ou le lieu d'origine, puisque dans ces deux endroits les actes qui la concernent doivent s'y trouver réunis. Donc, tandis qu'en France, il est très difficile de se procurer des actes concernant des familles dont quelques-uns des membres sont quelquefois nés dans des départements très éloignés, rien de semblable ne peut se présenter en Suisse. En effet, veut-on savoir si tel individu est marié ou décédé et ignore-t-on son lieu de naissance, on s'adressera à l'officier d'état-civil du domicile de cet individu qui sera toujours possesseur du renseignement, soit qu'il ait dressé l'acte lui-même, soit qu'il en ait reçu la copie de son collègue.

(1) Par domicile, le législateur suisse entend l'habitation ordinaire d'un individu ; il serait trop difficile pour l'officier d'état civil de s'enquérir de son domicile juridique.

II. — *Dispositions de la loi de 1874 relativement à chaque acte ou chaque fait intéressant l'état et la capacité des personnes.*

A. — Naissance

Le législateur s'est occupé d'assurer dans les articles 18 et suivants la publicité de la reconnaissance d'un enfant naturel par une mention faite en marge de l'acte de naissance.

Mais cette mention n'est possible que si la reconnaissance (volontaire ou judiciaire) engendre, outre des conséquences pécuniaires (obligation d'aliments à la charge des parents), des conséquences juridiques au point de vue de l'état de l'enfant qu'elle fixe d'une façon définitive. Pour apprécier les effets de la reconnaissance, la loi fédérale renvoie aux législations cantonales. Comme dans la plupart d'entre elles, la reconnaissance n'engendre qu'une obligation d'aliments, la mention ne figurera pas en marge de l'acte de naissance.

Le législateur a pris aussi en considération le cas de légitimation par mariage subséquent, mais il n'a pas pris de dispositions spéciales pour assurer la publicité de ce fait.

B. — Mariage

Sur quel registre trouve-t-on trace du mariage? C'est tout d'abord sur le registre A, tenu dans l'arrondissement où l'époux était domicilié au moment du mariage, et exceptionnellement sur le

registre A si l'officier d'état civil a donné l'autorisation prescrite par l'article 37, al. 3 (1); c'est ensuite sur les registres B du domicile de l'époux, et du domicile de l'époux et de l'épouse, si le mariage a été célébré dans un autre arrondissement.

Aucune mention du mariage n'est faite en marge de l'acte de naissance.

C. — Divorce et nullité de mariage

Tout jugement prononçant le divorce ou la nullité du mariage doit, aux termes de l'art. 57 de la loi, être mentionné sur le registre des mariages et en marge de l'acte de mariage. Cette mention s'opère grâce à la transmission aux officiers d'état civil du lieu d'origine et du domicile des époux, d'un extrait du jugement prononçant le divorce ou la nullité du mariage.

Cette disposition cadre avec le vœu du législateur tendant à ce que ces jugements soient transcrits en marge de tous actes où le mariage est inscrit, de telle sorte qu'on ne puisse plus délivrer d'extraits d'actes de mariage sans la mention constatant le divorce ou la nullité du mariage. Si le mariage n'a pas

(1) Art. 37: Sur la présentation du certificat de publication, l'officier d'état civil procède à la célébration du mariage, laquelle a lieu dans l'arrondissement du domicile de l'époux.

.....
Avec l'autorisation écrite de l'officier d'état civil du domicile de l'époux, le mariage peut aussi être célébré devant l'officier d'état civil d'un autre arrondissement dans le territoire de la Confédération. — Dans ce cas, celui-ci doit immédiatement expédier une copie de l'acte de mariage pour l'inscription sur les registres officiels du domicile.

été célébré par l'officier de l'état civil du domicile de l'époux, ce fonctionnaire doit envoyer à celui qui l'a célébré, la communication du jugement afin que celui-ci fasse en marge du registre A l'inscription nécessaire. En pareil cas, l'officier du domicile des époux opérera exceptionnellement l'inscription sur son registre B.

Il est à remarquer que la séparation de corps ne fait en Suisse l'objet d'aucune prescription de mention en marge de l'acte de mariage. Le législateur considère la séparation de corps comme une situation temporaire motivée par des causes peu graves et ne devant pas influencer sur l'état d'un individu ; la séparation de corps ne peut, en Suisse, durer plus de deux années.

D. — Décès. — Absence

Le décès est constaté par un acte porté à sa date sur le registre spécial à cette catégorie de faits. Rien ne relie cet acte aux autres actes de la vie juridique d'un individu ; il ne fait l'objet d'aucune mention en marge d'un acte déjà inscrit.

L'absence ne fait, en règle générale, l'objet d'aucune mention sur les registres d'état civil, le législateur suisse étant parti de cette idée que l'absent ne peut être considéré comme décédé, puisqu'on ne sait justement s'il est mort ou vivant. Cependant il est des cas où l'on peut déduire de certaines circonstances, que le décès est certain (naufrage de navire par exemple). Dans ces cas qu'il est impossible de prévoir et énumérer à l'avance, les intéressés peuvent, si la loi cantonale les y autorise, s'adresser à l'autorité com-

pétente pour obtenir une décision qui constatera le décès. L'article 24 fait allusion à ces cas lorsqu'il parle des personnes disparues, dont le décès est reconnu par jugement (*als todt erkläete Verschoffenes*), mais la loi fédérale n'en contient aucune disposition particulière sur les conditions de déclaration de mort. Elle décide seulement que quand la déclaration de mort a lieu, le décès doit être inscrit sur le registre de décès avec la mention que l'inscription est faite en vertu d'une déclaration de mort prononcée par l'autorité compétente.

Telles sont les principales dispositions de la loi fédérale du 24 décembre 1874 au point de vue qui nous occupe.

L'avant-projet du Code civil fédéral dont nous allons dire quelques mots, n'a apporté que quelques modifications peu importantes à la loi de 1874 qui demeure toujours la loi fondamentale en matière d'état des personnes.

Comme institution nouvelle établie par l'avant-projet, nous ne pouvons guère citer que le registre des régimes matrimoniaux (section VI). Ce registre est destiné à recevoir toutes les conventions matrimoniales et les décisions judiciaires qui s'y rapportent : l'inscription qui y est faite rend ces conventions et ordonnances opposables aux tiers (art. 222 et 223). Cette inscription a lieu au domicile du mari et doit être renouvelée dans chaque arrondissement où le mari transporte son domicile (art. 224).

Le registre des régimes matrimoniaux est tenu à l'office du registre du commerce ; il est public,

tout le monde peut s'en faire délivrer des extraits (art. 225).

La Suisse possède en outre un registre de commerce ayant à peu près les mêmes bases que celui que nous avons rencontré en Allemagne, mais dont il diffère cependant par quelques côtés. Ce registre est tenu dans chaque canton (art. 859 Code fédéral des obligations); les mentions qui y sont portées doivent être insérées dans la feuille officielle suisse du commerce, qui est un organe fédéral (art. 862).

TROISIÈME PARTIE

Exposé des différents systèmes préconisés pour publier les faits intéressant l'état et la capacité des personnes.

CHAPITRE PREMIER

Du centre et de l'agent de publicité

Nous arrivons à la partie de notre étude la plus intéressante, la plus pratique, consistant, d'une part, dans l'exposé des différents systèmes préconisés pour constater et publier les faits intéressant l'état et la capacité des personnes; et, d'autre part, dans la critique de ces systèmes, critique d'où nous ferons sortir la solution que nous croyons la meilleure pour réaliser le but proposé.

Les observations présentées au cours de ce travail sur la législation française et sur les législations étrangères, vont nous permettre d'éviter certains écueils, de combler certaines lacunes et de poser les bases rationnelles de l'institution à établir. Il convient tout d'abord de remarquer que la première préoccupation du législateur devrait être de relier entre eux,

pour les grouper en un seul tableau, tous les faits échelonnés dans la vie d'un individu, tous les faits qui constituent les éléments de son état et de sa capacité. Ce tableau trouverait sa place naturelle dans un lieu toujours le même pour tous, très aisé à découvrir et qui serait un centre sûr d'information. La publicité actuellement en vigueur en France réalise, dans une très faible mesure, cet idéal.

En effet, des deux procédés qu'emploie le législateur, enregistrement et annonces officielles (affiches, insertions dans les journaux), l'un, celui des annonces officielles, paraît être d'une inefficacité absolue. Il ne rend, nous l'avons constaté et il est inutile de le répéter plus longuement ici, aucun des services que l'on peut attendre de lui. Par lui, les faits qu'il devrait rendre notoires ne sont portés à la connaissance que d'un très petit nombre de personnes, de celles qui n'ont souvent aucun intérêt à les connaître.

Ayant ainsi éliminé le procédé des annonces officielles, il reste celui de l'enregistrement, et c'est bien là, croyons-nous, la forme type de la publicité en matière d'état et de capacité des personnes. Mais tel qu'il est appliqué dans l'état actuel du droit, ce procédé est incomplet et irrationnel. Incomplet et irrationnel, car il est conçu plutôt dans l'intérêt des parties que dans celui des tiers, et se borne plutôt à constater et faire connaître un fait dans le lieu et au moment où il se produit, qu'à le porter à la connaissance effective de ceux qui l'ignorent. Il devra donc être réformé et rétabli sur de nouvelles bases.

Nous avons cependant dans nos institutions tous

les éléments nécessaires à l'établissement d'un bon système de publicité. Nous avons, d'une part, des registres (les registres d'état civil) où peuvent être centralisés les actes et les faits intéressant l'état et la capacité des personnes; d'autre part, certains faits, tels que reconnaissance d'enfant naturel, mariage, font déjà l'objet d'une mention en marge de l'acte de naissance, et l'expérience a démontré que c'était là le plus sûr moyen de les porter à la connaissance des tiers.

Ce ne serait donc pas une œuvre à faire de toutes pièces, une ébauche existe déjà; il n'y aurait qu'à la reprendre et à lui donner une forme plus concrète. Il est vrai que jamais le législateur n'a pris de mesures d'ensemble, n'a posé ce principe général que tous les faits intéressant l'état et la capacité des personnes devaient être constatés et publiés de la même façon. Aussi, sur le fondement même de ce que nous pouvons appeler d'un mot la publicité personnelle, comme sur le système destiné à la réaliser, le plus grand désaccord existe encore parmi les auteurs.

Il y a quelques années, on ne s'entendait même pas sur le choix du siège et l'agent de publicité; plusieurs théories avaient été émises. En présence de la grande importance attribuée par le législateur au domicile d'une personne, ce lieu avait paru devoir constituer un centre d'information juridique où seraient réunis tous les renseignements sur la vie civile d'un individu.

C'est en effet au domicile d'un individu que doivent

être faites toutes les significations d'actes; c'est le domicile de l'un des époux qui fixe la compétence de l'officier civil qui procède à la célébration du mariage (art. 74 et 165 Code civ.); en matière d'adoption, c'est encore le domicile de l'adoptant qui détermine quel juge de paix est compétent pour connaître du contrat d'adoption (art. 353 Code civ.); enfin, en matière de succession, c'est le domicile de la personne qui vient de mourir (peu importe le lieu où elle est morte) qui détermine le lieu où s'ouvre sa succession et où seront centralisées toutes les poursuites et contestations.

Quelque important que soit le domicile d'une personne, nous ne croyons pas qu'il puisse être choisi comme siège de publicité. Une trop grande facilité est accordée pour en changer. Il suffit en effet, pour changer de domicile au sens de la loi, d'habiter réellement à un autre endroit et de faire une déclaration tant à la municipalité du lieu qu'on quitte qu'à celle du lieu où l'on a transféré son domicile (art. 103, 104 Code civ.). Cette non fixité du domicile, qu'un individu peut changer à plaisir, est plus que suffisante pour faire écarter ce lieu comme un centre d'information sérieux et certain, où l'on pourrait faire converger les renseignements destinés à établir à la connaissance des tiers la situation sociale des personnes.

A l'encontre du domicile, le lieu de naissance offre toutes les garanties de stabilité et de sécurité désirables pour constituer le siège de la publicité personnelle; aussi son choix paraît s'imposer. « Il n'est

ni vague (1), ni mobile, ni multiple et nul ne peut changer le sien pas plus que celui des autres. » Il est caractérisé par un fait identique pour tous et capital tant au point de vue de l'individu que de la société, la naissance. C'est la naissance qui est le point de départ des droits du nouveau-né, c'est la naissance qui le rattache à une famille, le fait entrer dans la société, et lui confère dans une certaine mesure et dans certains cas la nationalité (art. 8 et 9 Code civ., et loi du 22 juillet 1893).

Ce lieu est de beaucoup le plus aisé à connaître : l'acte de naissance étant de tous les actes de l'état civil le plus répandu dans le commerce des individus, celui dont on demande le plus souvent la production ; d'ailleurs le lieu de naissance se recommande d'une institution qui y fonctionne déjà depuis un certain nombre d'années, le casier judiciaire.

Ayant ainsi choisi le lieu de naissance comme siège de publicité de tous les faits intéressant l'état et la capacité des personnes, voyons quel sera l'agent qui tiendra le registre de publicité et opérera les mentions au vu des actes, pièces ou titres se référant à ces faits. Sera-ce l'officier d'état civil, le receveur de l'enregistrement, le conservateur des hypothèques, ou le greffier du Tribunal civil de première instance ?

L'officier d'état civil ne semble guère apte à ces nouvelles fonctions, surtout dans les petites communes où il n'aura pas les connaissances nécessaires et suffisantes. De plus, la tenue du nouveau registre lui

(1) THEUREAU, p. 172.

donnerait un surcroît de travail au-dessus de ses forces et le résultat serait que, le nouveau registre se trouvant mal tenu, on ne pourrait lui accorder aucune confiance. On arriverait de la sorte à avoir des erreurs et des complications inextricables et à manquer le but que l'on veut atteindre. Il convient donc de mettre à la tête du registre de publicité un fonctionnaire plus habile et de chercher d'autre part à donner à l'institution plus de concentration et de simplicité. Pour cela il n'y aurait qu'à centraliser au chef-lieu d'arrondissement tous les renseignements concernant les personnes nées dans l'une des communes de l'arrondissement. Mais quel sera le fonctionnaire que l'on choisira pour classer les renseignements et tenir le registre ? le receveur de l'enregistrement, le conservateur des hypothèques ou le greffier du Tribunal ?

M. Loreau, dans son *Traité du Crédit foncier* publié en 1841, a proposé le receveur de l'enregistrement (1) à qui il confie la tenue des registres non seulement de tout ce qui se rapporte à la publicité de l'état et de la capacité, mais de tout ce qui a trait au crédit immobilier des personnes. Pour faire œuvre utile et comme conséquence de son système, il supprime les conservateurs des hypothèques. Cette réunion dans les mêmes mains des registres de la personne et des biens paraît assurément rationnelle et de nature à simplifier les choses ; mais que de remaniements laborieux et de difficultés n'engendrerait-elle pas ? Le

(1) COCAT, thèse, p. 170.

receveur de l'enregistrement n'ayant actuellement ni les registres de la propriété immobilière, ni les registres de l'état civil, ce serait une refonte complète de notre régime hypothécaire, une véritable réforme à opérer. Les avantages que pourrait procurer cette centralisation ne compenseraient certainement pas les inconvénients qui pourraient en résulter.

Dans une proposition de loi déposée sur le bureau de la Chambre des députés en 1887, M. Morel, député du Nord, a proposé, pour donner une certaine publicité aux différents faits de la vie civile d'une personne, de les réunir en un lieu unique, le chef-lieu d'arrondissement, et de les faire mentionner dans un casier spécial tenu par le conservateur des hypothèques et appelé casier civil. Le conservateur, nous dit M. Morel (1), ayant déjà entre ses mains les registres hypothécaires, registres de la propriété, rien ne semble plus facile ni plus logique de lui confier le registre de la personne, eu égard surtout à cette considération « que les extraits du casier seront requis principalement par les notaires et le plus souvent à propos d'actes suivis de formalités hypothécaires.

« Les notaires trouveront ainsi dans le même bureau tous les documents relatifs aux affaires qui leur sont confiées. »

Pour l'établissement de ce casier un règlement d'administration publique ordonnera que le double des registres de l'état civil déposé au greffe du Tribunal civil soit momentanément confié au conservateur.

(1) *Journal Offic.*, doc. parl., Ch., 5 février 1887; n° 1514, p. 302.

M. Morel envisage les heureux résultats de son système qui rendra « d'immenses services au point
« de vue des affaires et de la sécurité publique rela-
« tivement aux transactions de toutes sortes » et
sera pour l'Etat « une source sérieuse de bénéfices qui
« dépasseraient dix millions par an. »

Cette proposition fut prise en considération, mais son rapporteur, M. Ganivet, fit remarquer le 17 février 1887 (1) dans les explications qu'il eut à fournir à la Chambre, que si le système de M. Morel avait pour but de prévenir les erreurs auxquelles on est quelquefois exposé dans les transactions ; que si, au point de vue des affaires il présentait des avantages, il n'était pas d'un autre côté sans avoir de sérieux et réels inconvénients. Il fit observer d'une façon générale que le casier civil fonctionnerait dans des conditions moins favorables que le casier judiciaire et qu'avec une telle institution « on pourrait en toute sécurité scruter la vie de chaque citoyen. »

Sans vouloir apprécier ici le bien-fondé de ces critiques, il nous semble que les mêmes motifs qui nous ont fait écarter le receveur d'enregistrement se retrouvent ici pour faire écarter le conservateur des hypothèques. L'encombrement des registres serait peut-être encore plus grand dans les conservations des hypothèques que dans les bureaux du receveur, par suite de la tenue par les conservateurs des registres relatifs à la propriété immobilière ; les erreurs et irrégularités deviendraient plus nombreuses. De

(1) *Journal Offic.*, 1887. Ann. n° 1542, p. 372.

plus, comme il faudrait transporter du greffe (1) au bureau de la conservation les registres de naissance, cela demanderait un travail d'installation considérable qui ne pourrait être accompli qu'après un certain temps.

Ayant écarté le conservateur des hypothèques, il ne reste plus que le greffier du Tribunal civil, et c'est bien lui qui devra être choisi pour tenir le registre de publicité personnelle. En effet, faire appel au greffier du Tribunal civil, c'est assurer le fonctionnement régulier du nouveau service avec toute l'exactitude qu'il exige et tout le soin que le greffier apporte aux actes de son ministère. Déjà chargé de la tenue du casier judiciaire, du dépôt et de la conservation des registres de l'état-civil de toutes les communes de son arrondissement, habitué à faire des recherches et à compulser des dossiers; appelé chaque jour à entendre débattre devant le Tribunal les questions relatives à l'état privé des personnes, le greffier est tout naturellement désigné pour ces nouvelles fonctions : personne ne saurait mieux que lui en comprendre et en apprécier l'importance.

En outre, le greffe est un lieu ouvert au public et où, à toute heure du jour, pourraient être donnés en communication les renseignements demandés par les tiers. Enfin, le contrôle des parquets, auxquels incombe la surveillance de tout ce qui touche à l'état civil, pourrait par ce moyen s'exercer efficacement à toute heure de chaque jour.

(1) COCAT, thèse, p. 169.

CHAPITRE II

Du mode de publicité

Le greffier du Tribunal civil étant choisi comme l'agent de publicité, quelle va être l'organisation du service à la tête duquel il sera placé, quel sera le mécanisme du système par lequel s'opèreront les mentions des faits intéressant l'état et la capacité des personnes.

Trois systèmes sont en présence : le premier appelé communément système de *la transcription*, le deuxième, du *casier civil* et le troisième, du *tableau complémentaire*; le dernier est le meilleur et c'est celui que nous adopterons.

SECTION I^{re}

Système de la transcription

Le premier système consiste dans la généralisation d'une formalité employée dans certains cas spéciaux, la transcription. Cette formalité est employée particulièrement en matière de divorce, d'adoption et dans certaines hypothèses particulières pour des actes de l'état-civil. Ainsi l'article 251 Code civ. exige la transcription du jugement ou de l'arrêt prononçant le divorce sur les registres de l'état-civil du lieu

où le mariage a été célébré; de même l'article 359 Code civ. exige que le jugement d'adoption soit inscrit dans les trois mois où il a été rendu, à la réquisition de l'une des parties, sur le registre de l'état-civil du lieu où l'adoptant est domicilié. Il n'y aurait, dit-on, pour arriver à une publicité parfaite, qu'à étendre cette formalité à tous les cas où un acte quelconque viendrait à modifier l'état d'un individu. On choisirait le lieu de naissance comme centre de la transcription, et il serait prescrit à tout fonctionnaire recevant un acte, d'en adresser une expédition à l'officier d'état-civil du lieu de naissance qui la transcrirait sur ses registres et pourrait en délivrer des extraits.

On pourrait encore agir d'une autre façon pour arriver toujours à la transcription de l'acte sur les registres d'état-civil. Supposons par exemple un acte de mariage d'une personne native d'une commune autre que celle où l'acte est dressé; l'officier rédacteur serait tenu d'expédier au procureur de la République deux extraits dudit acte, destinés à être transcrits l'un sur le registre de la commune natale, l'autre sur le double conservé au greffe où les intéressés pourraient le retrouver facilement grâce aux tables décennales exigées par le décret du 6 juillet 1807.

Ce système, quelque séduisant qu'il puisse paraître, quelque garantie qu'il offre, doit être rejeté, il n'est pas pratique. Le Dr Loir (1), qui a été l'un de ses

(1) *Mémoire sur la centralisation des actes de l'état civil au domicile d'origine*, par le Dr Loir; — *Sciences morales et politiques*, 1856, t. XXXVIII, p. 429.

plus fervents préconisateurs, a renoncé ensuite à en proposer l'application en présence de son manque d'ampleur (1).

En 1856, dans un mémoire qu'il adressait à l'Académie des sciences morales et politiques, il en avait cependant exposé très clairement le mécanisme et montré les avantages.

« Nous proposons de réunir à la commune natale les trois actes principaux de l'état-civil : l'acte de naissance, l'acte de mariage, l'acte de décès. Le procédé est d'une application simple, facile, économique. A Paris, il faudrait créer un dépôt central qui comprendrait simplement les actes exceptionnels de mariage et de décès dont l'expédition n'aurait pu être adressée à l'arrondissement natal resté inconnu. Ce dépôt renverrait les actes au lieu de naissance au fur et à mesure qu'on le découvrirait. On ferait ainsi pour le civil ce qu'on fait journellement aux ministères de la guerre, de la marine et des affaires étrangères pour les militaires. »

La portée trop limitée du système de la transcription serait pour nous une raison suffisante pour le faire rejeter. Mais il a en outre d'autres inconvénients, des plus sérieux, et des difficultés d'application presque insurmontables. Il y aurait d'abord une complication très grande dans les écritures, puisqu'au lieu de se contenter d'une simple mention, l'officier d'état civil devrait transcrire tout au long

(1) Le système de la transcription n'est possible théoriquement que pour les actes de l'état-civil.

l'acte qui lui est envoyé. De ce fait, des erreurs, des irrégularités ne manqueraient pas d'être commises ; l'officier d'état-civil à qui l'on demanderait un extrait d'un acte qui lui a été transmis, pourrait se trouver très embarrassé et être conduit, faute d'un discernement judicieux, à omettre les indications les plus indispensables. La conséquence serait que l'authenticité des extraits se trouvant compromise, aucune confiance ne saurait plus leur être accordée.

SECTION II

Systeme du casier civil

Ce second système a été présenté sous deux formes différentes et deux auteurs y ont attaché leur nom.

M. Lionel d'Albiousse, ancien juge au Tribunal de Privas, et M. Louis Theureau ont émis tous deux un projet de casier civil dont l'organisation et le fonctionnement diffèrent par de nombreux côtés (1).

M. Lionel d'Albiousse expose et développe son idée dans la *Revue pratique* (1860, t. IX, p. 457 ; — 1862, t. XIII, p. 332). Il propose d'une part la création dans

(1) M. Denos, chef du bureau de l'état civil de la mairie de Chartres dans une brochure parue en 1891 et intitulée : « *La Bigamie, rétablissement du casier civil* », a proposé l'établissement d'un registre qu'il dénomme improprement « casier civil », et qui serait tenu en double dans toutes les communes et soumis aux mêmes formes et aux mêmes conditions d'ouverture, de clôture et de conservation que les registres de l'état-civil.

toutes les communes d'un casier civil, et d'autre part l'organisation aux greffes des Tribunaux d'arrondissement d'un casier d'objets divers.

Le casier établi dans chaque commune aurait une portée assez limitée; il serait réservé aux seuls actes d'état-civil et ne recevrait que les bulletins de mariages et décès. Pour l'envoi de ces bulletins, un système de correspondance serait établi entre les officiers d'état-civil et les parquets d'instance. Chaque officier rédacteur d'un acte de mariage ou de décès devrait envoyer en double au parquet de l'arrondissement du lieu de naissance un bulletin dont l'un des doubles resterait au greffe du Tribunal d'arrondissement et l'autre serait adressé à l'officier d'état-civil de la commune où a été reçu l'acte de naissance.

Le casier des objets divers tenu au chef-lieu d'arrondissement serait appelé à avoir plus d'extension; on y trouverait groupés tous les faits modificatifs de l'état et la capacité d'un individu né dans l'arrondissement. Pour chaque fait particulier il y aurait un bulletin spécial envoyé par le fonctionnaire ou l'officier public ayant reçu l'acte ou enregistré la décision, d'où il résulte soit une incapacité, soit une restriction de capacité. Tous les dix ans, les bulletins recueillis au greffe de chaque arrondissement seraient dépouillés par les soins du greffier et transcrits par ordre alphabétique sur des registres qui serviraient de tables.

M. Lionel d'Albiousse escompte à l'avance les heureux résultats de son système; il espère que, grâce à

la création de ces deux casiers, les différentes phases, les différentes modifications de la vie juridique d'un individu se trouvant en état d'être connues des tiers, les fraudes étant rendues impossibles, la bonne foi règnera dans les affaires.

M. Theureau (1) s'est rendu compte des complications, des erreurs possibles, conséquence inévitable de cette existence simultanée en des lieux différents des deux casiers du système de M. d'Albiousse. Aussi, tout en adoptant le principe du casier civil, préfère-t-il un système beaucoup plus simple, un système d'un casier unique tenu au greffe du tribunal civil d'arrondissement et établi sur le modèle du casier judiciaire (2).

Ce casier civil serait appelé à faire connaître, au triple point de vue de la possession des droits sociaux, de l'exercice de ces droits et du crédit, la situation de toute personne née dans l'arrondissement. Il comprendrait tous les renseignements concernant l'état et la capacité des personnes et garderait le souvenir de tous les événements qui s'y rattachent.

Pour les personnes dont le lieu de naissance n'est pas en France ou en Algérie, il y aurait un casier central au ministère de la justice.

(1) THEUREAU, p. 174 et suiv.

(2) M. Morel, nous avons vu, proposait aussi un casier civil, mais tenu par le Conservateur des hypothèques; il donnait même à ce casier une grande extension en lui permettant de contenir des mentions de faits tels que la faillite, la réhabilitation, le concordat. — *J. Offic.*, doc. parlem., Ch., 5 février 1887, n° 1514, p. 302 (art. 4 de la proposition).

Les bulletins contenant les mentions des faits constitutifs ou modificatifs de la capacité d'un individu, ou bulletin n° 1, seraient classés alphabétiquement d'après la première lettre du nom de famille et constitueraient les minutes du casier civil. Il serait délivré, sous le nom de bulletin n° 2, des extraits à quiconque en ferait la demande. Pour faciliter l'établissement et la tenue du casier civil et pour que les lieux de naissance soient toujours connus, tous les actes authentiques indiqueraient les lieux de naissance des parties, Les art. 57, 63, 73, 76 et 79 Code civ.; l'art. 141 Code de procéd. civ., et les art. 11 et 13 de la loi de ventôse an XI, seraient notamment modifiés; à la mention que ces articles prescrivent aux officiers d'état civil, aux juges, aux notaires de faire des domiciles ou demeures des parties, serait ajoutée la mention à faire de leurs lieux de naissance dans les actes, jugement ou arrêt, et contrats. M. Theureau, confiant dans l'accueil qui sera fait à son système, rédige lui-même une proposition de loi pour la création et l'organisation du casier civil.

Le système de M. Theureau n'est pas acceptable, son mécanisme entraînant un travail trop considérable ne saurait convenir.

Il ne saurait d'ailleurs se recommander du casier judiciaire, dont les conditions d'application sont beaucoup plus simples, beaucoup plus favorables. Le casier judiciaire a, en effet, un fonctionnement des plus faciles (1), puisqu'il ne s'applique qu'à une catégorie

(1) Le bon fonctionnement du casier judiciaire est encore

d'individus, les condamnés, qui constituent heureusement la minorité de la population. Un seul fonctionnaire, le greffier du Tribunal qui prononce les condamnations, est chargé de faire les extraits nécessaires que le Procureur de la République transmet au lieu de naissance du condamné. Ce service d'expédition et de transmission n'est pas surchargé; dès lors, il se fait avec régularité. Pour la confection du casier civil, la situation serait bien différente; le nombre des dossiers à tenir au courant serait considérable, les événements de la vie civile à consigner étant variés et multiples. On n'aurait même pas la ressource de supprimer, à un moment quelconque, quelques-uns de ces dossiers, ce qui peut être fait sans inconvénient pour le casier judiciaire.

En effet, si les bulletins qui constituent le casier judiciaire forment un faisceau de renseignements utiles à connaître lorsqu'on s'informe de la vie et de la moralité d'un individu, ces mêmes bulletins perdant à sa mort toute leur utilité, peuvent sans difficulté et doivent même, dans l'intérêt de la famille, être anéantis et ne laisser aucune trace des condamnations qu'ils constatent.

On ne saurait faire une semblable observation à propos du casier civil (1); les dossiers qui le consti-

mieux assuré aujourd'hui depuis la loi du 3 juillet 1899. Aux termes de l'article 8 de cette loi, certaines condamnations, dont le nombre et la durée sont déterminés, cessent d'être inscrites au casier après un certain délai à compter de l'expiration de la peine.

(1) COCAT, thèse, p. 165.

tuent ne devraient jamais être anéantis, car les renseignements qu'ils contiennent sont relatifs à des faits dont il importe d'assurer la publicité, non pendant un nombre d'années déterminé, mais indéfiniment.

Le système de M. Theureau offre donc des difficultés d'application considérables : il participe en outre aux critiques que nous avons adressées au système de M. d'Albiousse. Par suite de la conservation de tous les bulletins et de leur amoncellement, on pourrait craindre des erreurs de classement, des pertes ou encore des inexactitudes et des omissions dans la délivrance des extraits au public.

SECTION III

Système du tableau complémentaire d'état-civil

Les inconvénients et les difficultés pratiques des deux systèmes que nous venons d'exposer, nous font fixer notre choix sur un troisième, qui compte aujourd'hui de nombreux partisans et qui paraît devoir être en faveur auprès du législateur : le système du tableau complémentaire de l'état civil.

Dans ce système, dont nous allons examiner le mécanisme et montrer le champ d'application, la formalité de la mention qui en est la base se trouve complètement réformée. Plus de mention laissée comme autrefois au bon gré des particuliers qui agissaient ou n'agissaient pas suivant leur fantaisie : dans tous les cas où il y a lieu à mention, cette

mention sera toujours faite d'office par l'officier d'état civil et le greffier.

C'est le greffe du Tribunal d'arrondissement du lieu de naissance d'un individu qui constituera le centre d'information en ce qui le concerne, et c'est en marge de son acte de naissance que se trouvera le tableau de tous les faits modificatifs de son état et de sa capacité. D'un seul coup d'œil on connaîtra la vie juridique d'une personne, sa situation dans sa famille, dans la société.

Un système d'envoi et de correspondance de bulletins sera établi entre les officiers d'état civil ou autres agents rédacteurs et le Procureur de la République près les tribunaux de première instance. Un officier d'état civil ou un greffier enregistrera-t-il un acte ou une décision relatifs à l'état ou à la capacité d'un individu, il rédigera immédiatement un bulletin qu'il enverra dans un délai de quinzaine (1) au Procureur du Tribunal de l'arrondissement du lieu de naissance du *de cujus*, qui le remettra au greffier. La rédaction du bulletin devra être claire et succincte, de manière à éviter, dans la mesure du possible, tout danger d'erreur et de confusion. En tête on indiquera le nom de la commune, le siège du Tribunal ou de la Cour

(1) La loi du 17 août 1897 donne un délai uniforme de trois jours pour faire procéder aux mentions qu'elle crée et réglemente. — La loi de 1893, au contraire, accepte un délai de quinze jours pour effectuer la mention de l'interdiction ou de la dation du conseil judiciaire sur le registre spécial qu'elle organise. Nous croyons préférable ce dernier délai, le premier ne nous paraissant pas suffisant.

d'où émane l'acte ou la décision. Le corps même du bulletin comprendra toutes les indications nécessaires pour opérer la mention et portera la signature de l'agent rédacteur. Pour assurer au fonctionnement de ce système de correspondance plus d'ordre et de régularité, pour donner en même temps à tous les bulletins une rédaction uniforme, l'administration les fera imprimer d'avance. Pour chaque catégorie d'actes, un modèle spécial sera adopté, et les fonctionnaires chargés de l'envoi des bulletins n'auront qu'à garnir les blancs qui y seront ménagés d'après les indications qu'on aura soin de leur fournir. Dans ces conditions, il n'y aura plus à redouter l'inexpérience d'un officier d'état civil de commune rurale ou la maladresse d'un greffier.

En marge du bulletin il sera fait mention du greffe du Tribunal du lieu de naissance auquel il est destiné.

L'envoi du bulletin, avons-nous dit, sera fait dans la quinzaine de la rédaction de l'acte ou de l'inscription de la décision; dans un même délai de quinzaine, le Procureur qui aura reçu le bulletin devra le transmettre au greffier du Tribunal civil du lieu de naissance, qui devra faire la mention prescrite en marge de l'acte de naissance qu'il a entre mains.

Cette mention sera également des plus simples et des plus succinctes: elle ne fera que résumer les indications portées dans le bulletin.

Pour permettre de la faire convenablement il faudra, afin de se ménager un espace suffisant, doubler

dans le registre des naissances qui est destiné à être déposé au greffe du Tribunal de l'arrondissement, doubler, disons-nous, le nombre des feuillets de papier nécessaires à la rédaction des actes. Ainsi, en supposant qu'un registre annuel des naissances composé de dix feuillets soit suffisant pour le double destiné aux archives de la commune, on composera de vingt feuillets le double destiné au greffe.

Les actes ne seront rédigés sur ce dernier qu'au recto de chaque feuillet (moins le premier qui restera en blanc) de manière à laisser en blanc le verso du feuillet précédent. Ce verso sera destiné à recevoir toutes les inscriptions et mentions dont il sera parlé ci-après et se rapportant à la personne à laquelle s'appliquera l'acte de naissance inscrit en regard.

En tenant compte de l'interdiction de rédiger les actes au verso de chaque feuillet, il sera satisfait à l'obligation imposée par la loi de ne laisser ni blancs ni lacunes entre les actes.

Quelques auteurs (1) proposent, pour éviter tout danger d'erreur et de confusion dans les mentions, de diviser le verso de chaque feuillet en plusieurs colonnes dont chacune serait appelée à recevoir une catégorie spéciale de mentions. La première serait réservée par exemple à tous les actes se rattachant au fait de la naissance : reconnaissance, adoption, etc. La deuxième contiendrait toutes les mentions relatives au mariage. Une troisième serait spéciale à la descen-

(1) COCAT, p. 219.

dance, une quatrième, aux déchéances et incapacités, interdiction, dation de conseil judiciaire, etc.

Nous ne croyons pas, pour notre part, pareille mesure utile. Les faits modificatifs de l'état ou de la capacité ne se produisant pas pour tous les individus, la plupart des colonnes du registre resteraient vides de toute mention.

Ne sera-t-il pas plus simple de laisser le greffier inscrire sur le verso du feuillet du registre et en regard de l'acte de naissance, les mentions les unes à la suite des autres à mesure que les événements se produiront? Si on redoute sa négligence ou si on veut donner plus d'uniformité à ces inscriptions, on n'aura qu'à établir dans chaque greffe un formulaire contenant la structure des mentions à opérer, formulaire sur lequel se guidera le greffier.

Mais avant tout, et comme première condition d'application de notre système, il faudra que le lieu de naissance soit énoncé dans tous les actes de la vie civile.

Il suffira pour cela de compléter les articles 34, 57, 73, 76, § 3, et 79 du Code civ. et l'article 741 du Code de proc. civ. et d'obliger les officiers d'état civil, les juges ou les notaires à mentionner dans les actes, jugements, ou contrats de leur ministère, outre le domicile, le lieu de naissance des parties.

§ 1. — APPLICATION DU SYSTÈME DU TABLEAU COMPLÉMENTAIRE

Passons de la théorie à la pratique et voyons les diverses applications de notre système soit en ce qui

concerne les événements influant sur l'état d'un individu, soit en ce qui concerne ceux influant sur sa capacité.

I. — *Événements influant sur l'état des personnes*

A. — Naissance

Supposons qu'il s'agisse de dresser l'acte de naissance d'un enfant légitime, acte qui intéresse à la fois le père et la mère de l'enfant. On devra présenter à l'officier d'état civil l'acte de mariage des père et mère de l'enfant. Cet acte, outre la date du mariage, contient l'énonciation du lieu et de la date de naissance de chacun des époux. Ces diverses énonciations seront reproduites dans l'acte à dresser, dont un double extrait sur papier libre, sous forme de bulletin, sera rédigé par l'officier d'état civil. Le premier sera envoyé au parquet de l'arrondissement natal du père, le second à celui de la mère.

S'il s'agit de la naissance d'un enfant né hors mariage, il faudra distinguer :

1^o Le cas où le père et la mère sont désignés dans l'acte ;

2^o Le cas où l'un d'eux y est seul indiqué ;

3^o Enfin le cas où ni l'un ni l'autre n'y est dénommé. Dans la première hypothèse, un double bulletin sera dressé ; on se bornera à remplacer l'énonciation relative au mariage par ces mots : *Non mariés*. Dans le second cas, un seul bulletin sera établi et le nom de l'auteur non désigné en l'acte sera remplacé par le mot : *Inconnu*. Enfin, dans la troisième hypothèse,

il ne sera pas dressé de bulletin, puisque la naissance ne sera à mentionner nulle part.

B. — Reconnaissance d'un enfant naturel, légitimation, adoption

Le Code civil dans son article 62 ordonne que l'acte de reconnaissance d'un enfant naturel soit mentionné en marge de l'acte de naissance. S'il s'agit de reconnaissance postérieure à la naissance et faite devant l'officier d'état civil, pas de difficultés pour l'application de notre système : la publicité sera assurée de la même façon que pour l'acte de naissance lui-même. Mais si on se trouve en présence non plus d'une reconnaissance faite devant un officier d'état civil, mais d'un acte de reconnaissance reçu par un notaire, comment devra-t-on procéder ? En général, on recourt au ministère du notaire pour que le secret de la reconnaissance soit gardé ; on ne peut donc songer à imposer une publicité complète. Il faudra, dans ce cas particulier, se contenter de prescrire au notaire sous peine de dommages-intérêts, de rédiger un bulletin où le nom du père ou de la mère ne sera pas désigné, mais qui contiendra l'indication de l'étude et de la date de la reconnaissance ; ce bulletin sera envoyé par ses soins au parquet du Tribunal du lieu de naissance de l'enfant, pour qu'il soit fait mention de la reconnaissance en marge de son acte de naissance. De cette façon, tout en gardant le secret de la reconnaissance, on permettra à l'enfant de reconstituer sa filiation.

Pour la légitimation, l'officier de l'état-civil qui

aura célébré un mariage entraînant légitimation, fera parvenir un bulletin au lieu de naissance de l'enfant légitimé afin que le fait de la légitimation soit mentionné au tableau complémentaire.

Pour l'adoption, le greffier de la Cour qui aura rendu l'arrêt d'adoption devra envoyer un bulletin au lieu de naissance de l'adopté, un ou deux au Parquet de l'arrondissement natal de l'adoptant ou des adoptants, suivant que l'adoption est faite par l'un des époux ou conjointement par les deux.

C. — Mariage

Le bulletin de mariage indiquerait s'il existe un contrat de mariage, le nom et la résidence du notaire qui l'aura reçu. Il sera dressé en double et mentionné en regard de l'acte de naissance de chacun des époux.

D. — Divorce

Le divorce fera l'objet d'un bulletin qui sera envoyé au lieu de naissance de chaque époux par le greffier du tribunal compétent. La mention faite en marge de l'acte de naissance contiendra la date du jugement intervenu et les noms des parties.

E. — Décès

Lorsque surviendra un décès, l'acte qui en sera dressé devra contenir l'indication, non seulement du lieu et de la date de la naissance du défunt, mais encore, le cas échéant, du lieu et de la date de la naissance de son époux. Le bulletin sera fait en double

si le défunt était marié à l'époque de sa mort ; il sera simple au cas où il s'agirait d'un célibataire ou d'un veuf. La mention du décès sera faite en regard de l'acte de naissance du défunt et de l'acte de naissance de son conjoint.

L'effet utile de cette double mention sera d'avertir les tiers de la dissolution de la communauté, de la liberté de convoler rendue au survivant, de la réintégration de la femme survivante dans son aptitude à l'exercice de ses droits civils, de l'ouverture d'une tutelle, s'il y a lieu, et de l'appel du conjoint veuf à bénéficier des dispositions stipulées à son profit dans son contrat de mariage, etc., etc.

La mention du décès terminera la série des mentions à faire en regard de l'acte de naissance de toute personne.

Du cas de décès on peut rapprocher celui de l'absence, qui devra faire, selon nous, l'objet d'une mention au tableau complémentaire. Pour des motifs divers, il est impossible parfois de s'assurer de l'existence d'une personne qui a disparu ou de rapporter la preuve d'un décès dont on ignore le lieu. On a recours alors aux moyens indiqués par les articles 112 et suivants du Code civil dans le but de faire prononcer judiciairement la déclaration d'absence.

La mesure en elle-même n'est qu'un palliatif plein d'incertitudes, mais enfin elle offre une issue légale.

Constatons tout d'abord que ces procédures longues et hérissées de formalités diminueraient dans une proportion notable si les décès étaient rendus publics au moyen de bulletins.

Mais il faut bien le reconnaître, il y aura toujours des individus dont il sera impossible de justifier du décès à raison soit du nom que s'étaient attribué les défunts en échange de leur nom patronymique qu'ils avaient intérêt à cacher, soit de ce qu'ils sont inconnus de ceux qui ont déclaré le décès à la mairie, soit encore de ce que le décès a eu lieu en pays étranger ou dans un naufrage, ou dans une bataille, etc. Le recours à la déclaration d'absence est le seul mode dont l'emploi soit alors possible pour tenir lieu de l'acte de décès.

L'absence déclarée qui doit, en définitive, suppléer au défaut d'acte de décès, est actuellement rendue publique par une insertion au *Journal Officiel*, conformément à l'article 118 Code civ.

C'est assurément insuffisant; le *Journal Officiel* ne se trouvant pas à la portée de tout le monde, l'insertion qui y est faite demeure sans effet, n'avertissant pas ceux qui ont intérêt à connaître l'absence et ne laissant aucune trace de l'événement relaté. Il convient cependant de donner à la déclaration d'absence une publicité suffisante, une publicité semblable à celle que nous souhaitons pour le mariage, le divorce, le décès.

Une mention basée sur un bulletin rédigé et envoyé par le greffier du Tribunal civil qui a prononcé la déclaration d'absence sera donc faite en marge de l'acte de naissance de l'absent. Elle avertira le public et les parties intéressées que tel individu a été déclaré absent par jugement du Tribunal civil de première instance de. à la date du.

devenu définitif le . . . et que ses héritiers présomptifs ont été envoyés en possession de ses biens dans les termes des articles 120 et suivants Code civ.

Cette mention laissant une trace permanente de la décision intervenue, évitera à ceux qui pourraient l'ignorer, d'en provoquer plus tard et à grands frais une nouvelle d'où naîtrait peut-être une contrariété de jugements.

II. — *Événements influant sur la capacité d'une personne*

A. — Séparation de corps, séparation de biens

Même bulletin et même mention en marge de l'acte de naissance que pour le divorce.

B. — Interdiction, dation de conseil judiciaire

Les décisions prononçant l'interdiction et la dation de conseil judiciaire comme les jugements en proclamant la mainlevée seront mentionnés sur un bulletin envoyé par le greffier du Tribunal ou de la Cour d'appel qui aura statué.

Le greffier du Tribunal du lieu de naissance, sur le vu de ce bulletin, fera mention de la décision en regard de l'acte de naissance de l'intéressé. Nous croyons préférable de confier le soin de cette correspondance aux greffiers et d'en décharger les avoués auxquels la loi de 1893 avait imposé l'obligation de requérir les inscriptions qu'elle exigeait.

C. — Tutelle

La tutelle légale étant de droit, son existence résultera suffisamment et par voie de déduction des rapprochements des mentions de naissance d'enfants encore en âge de minorité, de la mention du décès de l'un des époux. Le bulletin et la mention en marge de l'acte de naissance paraissent inutiles.

Ce ne sera qu'en cas de tutelle déférée par le père ou la mère ou en cas de tutelle dative qu'une mention devra être faite en regard de l'acte de naissance du tuteur. En cas de tutelle dative, ce sera le greffier du juge de paix qui aura présidé le conseil de famille qui devra envoyer le bulletin pour faire opérer la mention.

Tout bulletin de tutelle devra indiquer la date de la naissance de chacun des pupilles, afin de porter à la connaissance des tiers l'époque à laquelle la tutelle prendra fin et celle à laquelle cesseront ses conséquences.

Au cas de tutelle déférée par le père ou par la mère (art. 397 Code civ.), circonstance qui se présente, d'ailleurs, rarement, le juge de paix du canton qui en aura connaissance soit par l'obligation qui pourra lui être imposée de s'en enquérir, soit lors de la nomination du subrogé-tuteur, soit par une délibération subséquente quelconque, devra en faire dresser un bulletin comme pour les tutelles datives.

En cas de changement de tuteur, nouveau bulletin, nouvelle mention.

D. — Faillite et liquidation judiciaire

La condition du failli non réhabilité entraîne des déchéances, des incapacités, il conviendrait donc qu'elle soit révélée aux tiers. Nous ne croyons pas, toutefois, que le jugement déclaratif de faillite doive faire l'objet d'une mention au tableau complémentaire, ce jugement faisant déjà l'objet d'un bulletin classé au casier judiciaire. La délivrance d'un second bulletin et une mention spéciale feraient un double emploi parfaitement inutile.

Nous croyons plus utile et plus pratique l'établissement, dans chaque chef-lieu d'arrondissement (soit au greffe du Tribunal civil, soit au greffe du Tribunal de commerce), d'un *registre de commerce* où viendront se fixer tous les faits de la vie d'un même commerçant, parmi lesquels, le cas échéant, la faillite et la liquidation judiciaire.

Ce sera là un centre de renseignements des plus sérieux qui permettra aux intéressés de savoir si les personnes avec lesquelles ils sont en rapport font le commerce, quel crédit ils peuvent leur accorder et si leur situation commerciale n'a pas été modifiée.

Aucune raison, avons-nous dit, ne semble s'opposer à l'établissement, en France, d'un semblable registre.

APPENDICE

Création d'un casier civil central à Paris

Dans tout ce qui précède, nous n'avons eu en vue

que les personnes nées sur le territoire français ou, si l'on veut, que les Français de naissance. Mais il est d'autres personnes qui, bien que nées hors du territoire français, ont obtenu le droit d'être traitées à l'égal des Français de naissance, ce sont les étrangers naturalisés. Il en est d'autres qui, comme les Alsaciens-Lorrains nés sur une terre alors française, ont vu leur sol natal passer aux mains d'une nation étrangère. D'autres encore sont nées à l'étranger d'un père français qui a conservé cette qualité ou qui peut la recouvrer s'il l'a perdue.

Il est également important de pouvoir se renseigner sur ces personnes. Mais leur acte de naissance n'existant pas en France, il faudra bien aviser au moyen de parer à cette éventualité. Par analogie de ce qui se passe pour ces mêmes personnes au point de vue judiciaire, on établira au ministère de la justice, parallèlement au casier judiciaire central qui y est installé, un casier civil central.

Dans ce casier viendront se centraliser tous les bulletins concernant les individus nés sur une terre non française; chacun d'eux aura son dossier spécial.

Enfin, des Français résidant en pays étranger voient souvent leur propre état-civil se modifier. Ils s'y marient, leurs enfants y naissent, leurs parents y meurent, etc., etc. Ils peuvent avoir intérêt à ce que ces événements soient mentionnés comme s'ils se fussent accomplis en France. En pareille occurrence, des bulletins ne sauraient être dressés comme pour les cas ordinaires. Il y aura cependant lieu de faire quelque chose.

Or, on sait que tous les actes de l'état-civil concernant nos nationaux et reçus en pays étranger sont communiqués, à la fin de chaque année, au ministère des affaires étrangères. Il n'y aura qu'à charger le ministre des affaires étrangères du soin de faire opérer sur le casier civil central tenu au ministère de la justice les mentions nécessaires.

Pour faciliter les recherches et les rendre plus rapides, il sera prescrit à celui qui sera chargé de la tenue du casier central de dresser tous les dix ans une table alphabétique des actes reçus.

§ 2. — DE LA PUBLICITÉ A DONNER AU TABLEAU
COMPLÉMENTAIRE

Le système du tableau complémentaire étant établi sur les bases que nous venons d'indiquer, il nous reste à déterminer comment les renseignements qu'il contient seront portés à la connaissance du public.

Deux moyens peuvent être simultanément employés : l'un direct, la communication; l'autre indirect, la délivrance d'extraits conformes au tableau.

A. *Communication directe.* — C'est la faculté accordée aux tiers de consulter eux-mêmes le tableau quand ils le désirent. Ce procédé a été admis dans notre législation, pour la première fois, en 1893, en vue de la publicité du registre sur lequel se trouvent les décisions prononçant l'interdiction ou la nomination d'un conseil judiciaire.

C'est un excellent moyen d'information, mais il

n'est pas à la portée de tout le monde, car il implique le transport au chef-lieu d'arrondissement.

B. *Délivrance d'extraits conformes au tableau complémentaire.* — La délivrance d'extraits constitue le seul mode pratique de publicité du tableau complémentaire d'état-civil. Il faut que, sans se déplacer, on puisse obtenir tous les renseignements concernant la situation juridique d'un individu. De même que lorsqu'on veut employer une personne dans une administration, soit de l'État, soit des particuliers, on réclame la production de son casier judiciaire; de même lorsqu'on veut contracter, faire un acte quelconque avec un tiers, il faut qu'on puisse se renseigner sur son état et sa capacité, sans se déplacer.

Avec notre système du tableau complémentaire, la chose sera des plus faciles; on n'aura qu'à obliger les greffiers à délivrer à toute réquisition un bulletin contenant le relevé de toutes les mentions inscrites en regard de l'acte de naissance. Voudra-t-on savoir par exemple si telle personne est veuve, si elle a des enfants, on s'adressera au greffier du Tribunal de l'arrondissement dont dépend la commune de naissance de la personne dont s'agit et on lui demandera la délivrance d'un bulletin des mentions inscrites en regard de l'acte de naissance.

La délivrance de ce bulletin sera indépendante et distincte de celle de l'acte de naissance, c'est-à-dire que l'acte de naissance d'une part et l'extrait du tableau complémentaire d'autre part seront toujours délivrés séparément.

Quelle sera la force probante de l'extrait du tableau complémentaire? Aura-t-il la force d'un acte authentique? Présentera-t-il les caractères d'authenticité prévus par la loi?

Aux termes de l'article 1317 du Code civil, l'acte authentique est celui qui a été reçu par un officier public ayant le droit d'instrumenter dans le lieu où l'acte a été rédigé et avec les solennités requises.

Il semble qu'ici toutes les conditions se trouvent réunies pour donner aux extraits du tableau complémentaire la force authentique. Nous avons un officier public revêtu d'un caractère officiel : c'est le greffier qui a reçu de la loi le pouvoir et la mission de constater officiellement certains faits, ceux intéressant l'état et la capacité des personnes.

L'extrait, donc, aura la force d'un acte authentique.

En confiant au greffier du Tribunal civil le soin de faire les mentions, on peut être assuré de la bonne et intelligente exécution de la mesure projetée, mais il faut le reconnaître en même temps, ce sera augmenter son travail déjà si important et si assujettissant, dans une proportion considérable.

Le soin méticuleux qui devra être apporté à la recherche des actes, à la constatation de l'identité, à l'inscription des mentions en regard des actes de naissance, au classement des bulletins, etc., nécessitera l'emploi d'un commis supplémentaire dans la grande généralité des sièges. Il serait souverainement injuste d'obliger le greffier à ce surcroît

de travail et de dépense matérielle, sans une indemnité correspondante.

Le meilleur moyen de lui donner une rémunération suffisante, sera de le laisser percevoir certains droits à titre d'honoraires. On pourra prendre exemple sur ce qui se passe pour le casier judiciaire. Le greffier chargé de sa tenue a droit, sur les extraits demandés par des particuliers et en vue d'un intérêt privé, à 1 franc d'honoraires répartis de la façon suivante : 0 fr. 25 de rédaction, 0 fr. 50 de recherches et 0 fr. 25 de répertoire. On pourra adopter ce principe de répartition, mais nous estimons que ces chiffres seraient trop élevés pour les extraits du casier civil qui seront demandés très fréquemment. Nous croyons que 0 fr. 50 par extrait et 0 fr. 25 pour les recherches en cas de communication directe seront des chiffres suffisamment rémunérateurs pour le greffier.

Un extrait du tableau complémentaire coûtera donc 0 fr. 60 (le timbre) + 0 fr. 50, soit un total de 1 fr. 10, auquel il y aura lieu d'ajouter 0 fr. 15 centimes de frais de poste quand l'extrait devra être envoyé par ce moyen. Il faudra encore ajouter les frais de légalisation quand ils seront nécessaires. Une simple consultation du casier coûtera seulement 0 fr. 25.

L'installation du registre contenant le tableau complémentaire sera une très minime charge imposée aux communes. Les travaux d'imprimerie pour les bulletins de correspondance ou pour le formulaire délivré aux greffiers représenteront pour l'Etat une dépense peu considérable que compensera largement

l'emploi des feuilles de papier timbré à 0 fr. 60 pour la délivrance des extraits (1).

§ 3. — OBJECTIONS AU SYSTÈME DU TABLEAU COMPLÉMENTAIRE. — LEUR RÉFUTATION

A. *Première objection.* — La première objection peut être ainsi formulée : *Donner une publicité aussi étendue à tous les événements de la vie civile de chaque personne, n'est-ce pas porter atteinte à l'intérêt privé ?*

Cette objection (2) a été présentée et soutenue au cours de la discussion qui a eu lieu à l'Académie des sciences morales et politiques à la suite du rapport de M. Béranger sur l'ouvrage de M. Theureau ; M. Béranger, à la fin de son rapport, s'exprime et conclut de la façon suivante : « L'idée du casier est ingénieuse, est-elle acceptable en pratique ? Il est permis d'en douter : on peut se demander si cette constatation de la vie civile n'excède pas la limite des droits que l'intérêt social peut s'attribuer sur l'individu. » (*Acad. sc. mor. et polit.*, 1892.)

M. Glasson s'est également élevé avec force contre l'idée de mettre au grand jour la vie de chacun ; pour lui, le mal qui résulterait de l'institution à établir en conformité avec cette idée, dépasserait le bien qu'on en attend. Il conclut en disant : « La vie privée doit rester la vie privée. »

(1) M. Theureau, dans son travail sur *Les casiers judiciaires et un projet de casiers civils*, estime que l'établissement de son système serait une source de 2 millions et demi de recettes pour le Trésor (p. 187).

(2) COCAT, p. 194.

Que penser de ces raisons ? Sont-elles suffisantes pour faire écarter notre système du tableau complémentaire d'état-civil ? Nous ne le pensons pas. On s'arme pour réclamer contre toute publicité de l'intérêt des particuliers et des grands principes de liberté.

Mais à ces principes de liberté que l'on met en avant, on peut opposer un principe supérieur qui les domine, l'intérêt général auquel doit se sacrifier l'intérêt particulier, même s'il doit en souffrir. De même qu'au point de vue pénal, lors de la création du casier judiciaire, on ne s'était préoccupé, pour en faire admettre la publicité, que de l'intérêt public qui exigeait que les condamnations encourues par certains individus fussent portées à la connaissance des tiers, de même pour l'établissement de notre tableau complémentaire, nous nous réclamons de cette notion supérieure et demandons la publicité de tous les faits de l'état et de la capacité des personnes.

Nous ne nous immisçons en rien dans la vie des particuliers : les secrets des familles, les changements dans le *modus vivendi* des individus nous sont indifférents s'ils ne correspondent pas à des situations juridiques prévues par le législateur. Les querelles de ménage, le désaccord des époux ne trouvent pas d'écho dans notre institution s'ils n'ont pas abouti à des états déterminés, séparation de corps, séparation de biens, divorce.

Ce que nous voulons, c'est que toutes les fois qu'un fait juridique intéressant l'état ou de la capacité d'un individu, susceptible d'engendrer certains effets

à l'égard des tiers vient à se produire, il soit constaté et publié. Quelques personnes pourront se plaindre de cette grande lumière répandue sur leur vie : au nom de la liberté individuelle qu'ils prétendront violée, ils réclameront qu'un voile discret soit jeté sur leur situation réelle, mais au fond de leurs revendications, on ne trouvera que les regrets de ne pouvoir se livrer à leurs manœuvres antérieures et de ne pouvoir plus faire de dupes. Entre la clandestinité des faits touchant à l'état et à la capacité des personnes, — clandestinité préjudiciable aux intérêts de tous, — et la publicité si utile, si nécessaire aujourd'hui, l'hésitation ne saurait se comprendre.

B. *Deuxième objection.* — *Les effets du système que vous proposez ne pourront se produire que dans trente ou quarante ans.*

Evidemment il est impossible de lui donner un effet rétroactif, car on ne peut porter atteinte aux droits acquis aux tiers; mais est-ce là une raison pour le repousser? Parce qu'une institution ne peut produire ses bienfaits qu'après un certain laps de temps, parce qu'une société ne peut donner de bénéfices qu'après une certaine période, faut-il pour autant écarter cette institution, cette société? Il est certain que l'on ne peut songer à appliquer les mesures proposées à tous les individus vivants à l'heure actuelle; il serait très difficile sinon impossible de retrouver leur lieu de naissance. Mais pourquoi ne pas admettre, comme dans beaucoup d'autres cas, des mesures transitoires? On pourrait d'abord obliger les officiers d'état-civil à mentionner dans tous les actes

qu'ils dresseront le lieu de naissance de l'intéressé. Connaissant ce lieu, ils rédigeront des bulletins pour tous les actes qu'ils recevraient et les feraient parvenir au greffier du Tribunal civil de l'arrondissement de naissance. Celui-ci les classerait par ordre alphabétique, et, pour indiquer sur les registres de naissance, qu'il a entre mains le bulletin d'un événement intéressant l'état ou la capacité d'un individu, il ferait une simple astérisque en marge de l'acte de naissance.

Un autre mode, peut-être plus pratique, consisterait à inscrire les mentions à la fin des registres anciens sur le timbre non utilisé, s'il en existe, augmenté au besoin du nombre de feuilles supplémentaires que nécessiterait l'inscription des mentions.

Il serait même bon de faire un travail rétrospectif, remontant à dix années, par exemple. Lors de la création du casier judiciaire en 1850, le travail rétrospectif a porté sur vingt années antérieures, c'est-à-dire qu'on l'a fait remonter jusqu'en 1830.

CONCLUSION

Ayant étudié le mécanisme du système du tableau complémentaire dont nous souhaitons l'établissement, ayant montré ses conditions d'application et l'inanité des objections que l'on peut formuler contre lui, il nous reste à en indiquer les principaux avantages : ce sera la conclusion de notre travail.

Tout d'abord, en matière de successions, les bienfaits du tableau complémentaire seront des plus appréciables ; grâce à lui, les plus grosses difficultés

se trouveront facilement éludées. Aujourd'hui, les recherches dans le but de constituer une généalogie à l'occasion de l'ouverture d'une succession, sont des plus pénibles et demeurent souvent infructueuses. Après avoir découvert l'acte constatant la naissance de celui qui fait le point de départ de l'arbre généalogique, on est arrêté pour remonter au delà ou descendre en deçà. On n'a qu'un anneau de la chaîne que l'on veut suivre. Comment découvrir de qui étaient issus les auteurs de la personne dont on s'occupe ? Comment savoir quels sont ceux qui sont nés d'elle, où et quand ils sont nés, s'ils existent encore ou s'ils sont décédés ?

Et quand on croit être arrivé au but on s'aperçoit, que des similitudes de noms et quelquefois de prénoms font crouler tout l'échafaudage si péniblement élevé. Que de temps perdu ! que de travail inutile ! que de poussière secouée sans résultat !

Avec notre tableau complémentaire, il en sera tout autrement : chaque acte de naissance contenant la date et le lieu de naissance des père et mère, il sera toujours très facile de faire la généalogie d'une famille et de régler les questions de dévolution de succession.

On sait aussi combien, lors d'un décès donnant ouverture à une succession dévolue à des collatéraux, on se trouve embarrassé pour découvrir l'existence, le domicile ou le degré de parenté des héritiers. Après des recherches longues et sans résultat utile, on fait représenter les absents par un notaire, mais alors ce sont des frais, des lenteurs et des incertitudes.

Par la mise en pratique du système proposé, ces inconvénients et ces frais disparaîtront : l'existence de l'héritier résultera du défaut de mention de son décès, la découverte de son domicile sera rendue facile par les mentions de son mariage, de la naissance de ses enfants, etc., etc. Quant au degré de parenté, la justification en sera facile à établir par suite de la possibilité de remonter de naissance en naissance, et de chaque côté de l'échelle, jusqu'à l'auteur commun.

Même au point de vue militaire, notre tableau complémentaire sera utile. En effet, l'inscription du décès d'un jeune homme en marge de l'acte de sa naissance, facilitera singulièrement l'établissement du tableau de recensement au point de vue du service, rendra impossible la fraude en cette matière et évitera aux familles des démarches et des recherches pénibles.

On peut, en maintes circonstances et à tout propos, avoir intérêt à savoir si tel individu est ou non marié, ou si la déclaration qu'il fait de son mariage est véridique ou bien encore si la personne qu'il présente comme son conjoint a réellement cette qualité.

La première question qui se présente quand il s'agit d'entrer en relations d'affaires avec une femme est celle de savoir si elle est célibataire, ou mariée, ou veuve. Si elle est mariée, elle est incapable de traiter valablement sans l'autorisation de son mari, sinon de justice. Si elle est veuve, elle peut être chargée de la tutelle de ses enfants mineurs, cas auquel une hypothèque légale frappe ses biens. Enfin, si elle est céli-

bataire, elle est libre de ses actes à condition qu'elle soit majeure et qu'aucune incapacité résultant des décisions judiciaires ne soit venue la frapper.

Aujourd'hui, il est très difficile d'avoir ces renseignements, de contrôler les déclarations intéressées d'une femme, étant donné qu'il n'existe aucun centre d'information. Avec notre tableau complémentaire, toute difficulté sera aplanie. Plus de recherches infructueuses : il suffira de connaître le lieu de naissance d'une femme pour savoir immédiatement si elle est veuve, mariée ou célibataire.

Les bulletins d'état civil seront, eux aussi, d'une grande utilité. Ayant le caractère d'authenticité voulu par la loi, ils pourront, dans le cas de destruction des deux doubles des registres-minutes, servir à la reconstitution des actes détruits. Un grand nombre des actes de l'état civil de Paris brûlés pendant l'insurrection de 1871 et dont le rétablissement, tout incomplet qu'il est, a coûté tant de soins, de peines et d'argent, auraient pu être reconstitués sur des bases certaines, si des bulletins constatant des naissances, des mariages et des décès survenus à Paris, eussent été établis, puis mentionnés en regard d'actes d'état civil dressés en province.

Les renseignements fournis par les bulletins d'état civil seront encore très précieux pour compléter ceux du casier judiciaire en permettant d'établir l'identité d'un prévenu qui a tout intérêt à laisser ignorer les antécédents qui le gênent.

De plus, les bulletins de décès, en portant à la connaissance des greffiers la mort d'un condamné figu-

rant au casier judiciaire, permettront de retirer de ce casier les bulletins le concernant.

Tels sont les principaux avantages que l'on pourra retirer du tableau complémentaire dans lequel viendront se fixer tous les événements de la vie d'un individu et qui constituera en quelque sorte sa photographie juridique. Que de soucis épargnés, que d'incertitudes levées, que de temps gagné, si d'un seul coup d'œil on pouvait se rendre un compte exact de la situation d'une personne. Il y aurait de ce fait plus de sécurité dans les transactions, plus de facilité et de confiance dans les affaires et surtout plus de célérité dans toutes les opérations.

Nous souhaitons donc que l'attention du législateur s'étant portée sur cette question si intéressante de la publicité personnelle, une loi très générale s'inspirant de quelques idées que nous avons émises dans ce travail puisse être votée à brève échéance.

VU :

ALBERT TISSIER.

VU :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 8 mars 1900.

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM,

Correspondant de l'Institut.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉLIMINAIRES	5
---------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

De la publicité, en France, en matière d'état et de capacité des personnes

CHAP. I. — De l'utilité de la publicité personnelle. Insuffisance des moyens actuels.....	7
CHAP. II. — Historique de la publicité en matière d'état et de capacité des personnes jusqu'en 1804	13
CHAP. III. — Législation actuelle.....	19
SECTION I. — De la publicité des faits intéressant l'état des personnes.....	19
§ 1. — Généralités sur l'état civil.....	19
§ 2. — Naissance. — Reconnaissance d'enfant naturel, légitimation, adoption.....	22
§ 3. — Mariage.....	27
I. — Publicité de l'acte.....	27
Etude de la loi du 17 août 1897.....	29
II. — Publicité des contrats.....	39
Etude de la loi du 10 juillet 1850	42
§ 4. — Divorce	50
§ 5. — Décès	53
§ 6. — Sanction du défaut de publicité en matière d'état des personnes	55
SECTION II. — De la publicité des faits intéressant la capacité des personnes.....	59
§ 1. — Tutelle et émancipation.....	60
§ 2. — Séparation de corps, séparation de biens...	62
§ 3. — Interdiction et dation de conseil judiciaire.	64
§ 4. — Sanction du défaut de publicité en matière d'incapacité.....	74
APPENDICE. — De la publicité de certains faits intéressant l'état et la capacité des commerçants.....	78
I. — De l'incapacité des mineurs et de la femme mariée.....	79
A) Du mineur.....	79
B) De la femme mariée.....	81

II. — De la publicité du jugement de séparation de biens, de séparation de corps et du régime matrimonial des commerçants.....	82
SECTION III. — De la publicité à l'égard des personnes morales.....	85

DEUXIÈME PARTIE

Etude des Législations étrangères

CHAP. I. — Angleterre.....	92
CHAP. II. — Italie.....	96
CHAP. III. — Espagne.....	98
CHAP. IV. — Portugal.....	99
CHAP. V. — Belgique.....	101
CHAP. VI. — Allemagne.....	105
CHAP. VII. — Suisse.....	111
Etude de la loi du 24 décembre 1874.....	111

TROISIÈME PARTIE

Exposé des différents systèmes préconisés pour grouper et publier les faits intéressant l'état et la capacité des personnes.

CHAP. I. — Du centre et de l'agent de publicité.....	119
CHAP. II. — Du mode de publicité.....	128
SECTION I. — Système de la transcription.....	128
SECTION II. — Système du casier civil.....	131
SECTION III. — Système du tableau complémentaire d'état civil.....	136
§ 1. — Application du système du tableau complémentaire.....	140
I. — Evénements influant sur l'état d'une personne.....	141
II. — Evénements influant sur la capacité d'une personne.....	146
APPENDICE. — Création d'un casier central à Paris.....	148
§ II. De la publicité à donner au tableau complémentaire.....	150
§ III. — Objections au système du tableau complémentaire. Leur réfutation.....	154
CONCLUSION.....	157

